

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 3292

[C — 99/21491]

### Arrêt n° 102/99 du 30 septembre 1999

Numéros du rôle : 1321, 1332 et 1386 à 1391

*En cause* : les recours en annulation de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac, introduits par l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, E. Cereche, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 3 avril 1998 et parvenue au greffe le 6 avril 1998, l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, dont le siège social est établi à 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, a introduit un recours en annulation des articles 2, 3, 5 et 6 de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac (publiée au *Moniteur belge* du 11 février 1998).

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1321 du rôle de la Cour.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 avril 1998 et parvenue au greffe le 29 avril 1998, l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, dont le siège social est établi à 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, a introduit un recours en annulation des articles 2, 3, 5 et 6 de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac (publiée au *Moniteur belge* du 11 février 1998).

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1332 du rôle de la Cour.

c. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 7, 10 et 11 août 1998 et parvenues au greffe les 10, 11 et 12 août 1998, il a été introduit un recours en annulation de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac (publiée au *Moniteur belge* du 11 février 1998) par :

- la s.a. Tabacofina Vander Elst, dont le siège social est établi à 2650 Edegem, Prins Boudewijnlaan 43, la s.a. Compagnie indépendante des tabacs, dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, avenue Georges Rodenbach 29, l'a.s.b.l. Belux Tobacco Vending Association, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue Franz Merjay 177, la s.p.r.l. Geboers Racing Promotion, dont le siège social est établi à 2400 Mol, Smallestraat 10, l'a.s.b.l. Sportclub « Ons Genoegen » Motocross Grand Prix Promotors, dont le siège social est établi à 3500 Hasselt, Havermarkt 30, boîte 1;

- la société Worldwide Brands Inc. (en abrégé : W.B.I.), société de droit de l'Etat du Delaware, dont le siège social est établi à Wilmington, Delaware (Etats-Unis d'Amérique), la société de droit allemand Salamander AG, dont le siège social est établi à 70806 Kornwestheim (République fédérale d'Allemagne), Stammheimer Straße 10, la s.p.r.l. Actual Media, dont le siège social est établi à 8000 Bruges, Gulden Vlieslaan 42, la s.c. Toon Van Grinsven Agenturen, dont le siège social est établi à 3140 Keerbergen, Boolostraat 99, la société de droit italien Agenzia d'Elite s.n.c., dont le siège social est établi à Rimini (Italie), Via Sordi 6;

- l'a.s.b.l. M.C. Beringse Motor Club, dont le siège social est établi à 3585 Paal, Schaffensesteenweg 155;

- la s.c.r.l. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps, dont le siège social est établi à 4970 Stavelot, route du Circuit 55, la province de Liège, dont les bureaux sont établis à 4000 Liège, place Saint-Lambert 18, la ville de Spa, dont les bureaux sont établis à 4900 Spa, rue de l'Hôtel de Ville 44, la ville de Malmédy, dont les bureaux sont établis à 4960 Malmédy, rue J. Steinbach, la ville de Stavelot, dont les bureaux sont établis à 4970 Stavelot, Cour de l'Hôtel de Ville 1;

- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1386, 1387, 1388, 1389, 1390 et 1391 du rôle de la Cour.

#### II. *La procédure*

##### a. *Dans les affaires portant les numéros 1321 et 1332 du rôle*

Par ordonnances des 6 et 29 avril 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 13 mai 1998, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 mai 1998.

Les avis prescrits par l'article 74 de la loi organique ont été publiés au *Moniteur belge* du 24 avril 1998 et du 20 mai 1998.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998.

##### b. *Dans les affaires portant les numéros 1386 à 1391 du rôle*

Par ordonnances des 10, 11 et 12 août 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 16 septembre 1998, la Cour a joint les affaires portant les numéros 1386 à 1391 du rôle avec les affaires déjà jointes portant les numéros 1321 et 1332 du rôle.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 3 novembre 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 17 novembre 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. Fédération nationale des hebdomadaires d'information, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, avenue Paepsem 22, boîte 6, la s.a. De Persgroep, dont le siège social est établi à 1730 Asse, Brusselsteenweg 347, la s.a. Mediaxis, dont le siège social est établi à 2018 Anvers, Jan Blockxstraat 7, et la s.a. Roularta Media Group, dont le siège social est établi à 8800 Roulers, Meiboomlaan 33, par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 1998;
- l'a.s.b.l. Automobiëclub Targa Florio, dont le siège social est établi à 8900 Ypres, Frenchlaan 2, par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 1998;
- l'a.s.b.l. Fédération du tourisme de la province de Liège, dont le siège social est établi à 4000 Liège, boulevard de la Sauvenière 77, par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 1998;
- le Conseil des ministres, par lettres recommandées à la poste le 18 décembre 1998.

c. *Dans toutes les affaires*

Par ordonnances du 29 septembre 1998 et du 30 mars 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 3 avril 1999 et 3 octobre 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Les mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 février 1999.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la société de droit de l'Etat du Delaware Worldwide Brands Inc. et autres, par lettre recommandée à la poste le 22 mars 1999;
- la s.a. Tabacofina Vander Elst et autres, par lettre recommandée à la poste le 23 mars 1999;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 23 mars 1999;
- l'a.s.b.l. Automobiëclub Targa Florio, par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1999;
- la s.c.r.l. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps et autres, par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1999;
- l'a.s.b.l. M.C. Beringse Motor Club, par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1999;
- l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1999;
- le Conseil des ministres, par lettres recommandées à la poste le 25 mars 1999.

Par ordonnance du 31 mars 1999, la Cour a invité les parties à informer la Cour sur l'incidence financière (perte de recettes, part relative de celles-ci dans le chiffre d'affaires, déficit résultant de leur suppression et mesures de compensation adoptées) de l'interdiction de la publicité pour et du parrainage par les produits du tabac sur les diverses activités citées, en particulier à l'égard des manifestations - notamment sportives - de niveau mondial et sur les journaux et périodiques belges, dans un mémoire complémentaire à introduire le 26 avril 1999 au plus tard.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 2 avril 1999.

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1999, le président M. Melchior a soumis les affaires à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1999, la Cour a accepté la demande d'abstention du juge P. Martens qui estimait qu'il pouvait y avoir une cause de récusation en sa personne.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. Fédération belge des magazines, auparavant Fédération nationale des hebdomadaires d'information, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- l'a.s.b.l. Automobiëclub Targa Florio, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- la s.a. Tabacofina Vander Elst et autres, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- la société de droit de l'Etat du Delaware Worldwide Brands Inc. et autres, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- l'a.s.b.l. M.C. Beringse Motor Club, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- la s.c.r.l. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps et autres, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 26 avril 1999.

Par ordonnance du 9 juin 1999, le président en exercice a constaté que le juge G. De Baets était légitimement empêché de siéger.

Par ordonnance du 9 juin 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 30 juin 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 10 juin 1999.

A l'audience publique du 30 juin 1999 :

- ont comparu :
  - . Me P. Boucquoy *loco* Me E. Gillet, avocats au barreau de Bruxelles, pour l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse et l'a.s.b.l. M.C. Beringse Motor Club;
  - . Me D. Putzeys, avocat au barreau de Bruxelles, et Me J. Putzeys, avocat au barreau d'Anvers, pour la s.a. Tabacofina Vander Elst et autres;
  - . Me F.P. Louis, avocat au barreau de Bruxelles, pour la société de droit de l'Etat du Delaware Worldwide Brands Inc. et autres;
  - . Me D. Matray et Me P. Lejeune, avocats au barreau de Liège, pour la s.c.r.l. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps et autres et l'a.s.b.l. Fédération du tourisme de la province de Liège;
  - . Me L. Misson et Me B. Borbouse, avocats au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
  - . Me P. Maeyaert et Me E. Gybels, avocats au barreau de Bruxelles, pour l'a.s.b.l. Fédération belge des magazines, la s.a. De Persgroep et la s.a. Roularta Media Group;
  - . Me A. Coppens, avocat au barreau de Courtrai, pour l'a.s.b.l. Automobiëclub Targa Florio;

- . Me J.-L. Jaspard et Me C. Delcorde, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs R. Henneuse et M. Bossuyt ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. En droit

- A -

#### *En ce qui concerne la recevabilité*

A.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité, en tout ou partie, de plusieurs recours.

Dans les affaires portant les numéros 1321 et 1332 du rôle, le Conseil des ministres invoque le défaut de personnalité juridique de la partie requérante, à défaut d'établir qu'ont été respectées les formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921.

Par ailleurs, dans les affaires portant les numéros 1321, 1332, 1386, 1387, 1389 et 1390 du rôle, le Conseil des ministres conteste l'intérêt de certaines parties requérantes, à défaut, selon le cas, qu'elles soient affectées directement et défavorablement par les normes contestées ou que le préjudice qu'elles allèguent résulte directement de ces normes.

#### *Quant au fond*

A.2. Les parties requérantes invoquent à l'appui de leurs recours, considérés globalement, la violation, d'une part, de règles de compétence et, d'autre part, des articles 10 et 11 de la Constitution. La violation des articles 10 et 11 est alléguée, selon le cas, isolément ou en combinaison avec d'autres dispositions, principalement constitutionnelles ou internationales.

#### *En ce qui concerne le respect des règles de compétence*

A.3.1. Un premier groupe de moyens allègue la violation des articles 127 et 130 de la Constitution, de l'article 4, 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 et de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles (affaires portant les numéros 1386 et 1387 du rôle, premier moyen; affaire portant le numéro 1391 du rôle, quatrième moyen).

En ce que la loi règle la communication et la publicité commerciale par voie de radiodiffusion et de télévision, elle empiète sur la compétence communautaire en cette matière; par ailleurs, en ce qu'elle réglemente le parrainage par les produits du tabac, elle excède la compétence fédérale circonscrite par référence à la loi du 24 février 1977, dès lors que celle-ci se limite à la normalisation de la seule publicité.

A.3.2. Pour le Conseil des ministres, tant la jurisprudence - du Conseil d'Etat et de la Cour d'arbitrage B établissent que la réglementation de la publicité concernant le tabac et les produits du tabac relève de la compétence de l'Etat fédéral, nonobstant la compétence communautaire en matière audiovisuelle.

A.4.1. Un second groupe de moyens allègue la violation de l'article 39 de la Constitution, de l'article 143, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution (principe de la loyauté fédérale) et des articles 6, § 1<sup>er</sup>, VI et IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 (affaires portant les numéros 1321 et 1332 du rôle, quatrième moyen; affaire portant le numéro 1390 du rôle, dernier moyen; affaire portant le numéro 1391 du rôle, quatrième moyen).

Les dispositions contestées violent le principe de proportionnalité s'imposant à tout législateur dans l'exercice de ses compétences, principe auquel se rattache le principe de la loyauté fédérale; en effet, vu les conséquences économiques, sociales et financières désastreuses pour la Région wallonne, qu'aura la loi du 10 décembre 1997, celle-ci empiète de façon disproportionnée sur les compétences régionales citées au moyen, en affectant de façon substantielle l'exercice de celles-ci. Selon les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1390 du rôle, la loi contestée affecte également l'exercice des compétences communautaires en matière de promotion du sport et de tourisme.

A.4.2. Outre le fait que le principe de la loyauté fédérale n'est pas, selon lui, une règle de compétence, le Conseil des ministres conteste que les entités fédérées soient privées de compétences qui sont les leurs, de même qu'il conteste également l'étendue du préjudice prétendument causé à la Région wallonne; le Conseil des ministres estime en toute hypothèse la loi justifiée au regard de l'objectif de protection de la santé publique, lequel doit primer sur des intérêts économiques particuliers.

#### *En ce qui concerne le respect des articles 10 et 11 de la Constitution*

#### *Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, considérés isolément*

A.5. Les parties requérantes dans les affaires portant les numéros 1386 et 1387 (sixième à huitième moyens), 1388 (second moyen) et 1390 (*partim*) du rôle allèguent que la loi du 10 décembre 1997 opère plusieurs différences de traitement contraires au principe d'égalité et de non-discrimination.

A.6.1. Est tout d'abord contestée la différence de traitement opérée entre le tabac et les autres produits visés par la loi du 24 janvier 1977, tant sur le plan des normes les régissant et celui des comportements réglementés que sur celui de la sévérité des sanctions applicables.

A.6.2. Pour le Conseil des ministres, dès lors que le Roi pouvait intervenir par délégation du législateur, *a fortiori* ce dernier peut-il le faire lui-même; il en est d'autant plus ainsi en considération de l'intérêt supérieur poursuivi - la protection de la santé publique - comme de l'exécution qui doit être donnée, sur le plan interne, à la directive 98/43/CE du 6 juillet 1998.

Par ailleurs, si le législateur a également réglementé le parrainage et les produits dérivés - et pas seulement la publicité -, c'est afin de se conformer à la directive précitée. Pour le législateur interne comme pour le législateur communautaire, le parrainage est intimement lié à la publicité et n'en est en définitive qu'une des formes. Les produits sont toutefois différents, ce qui justifie qu'ils puissent être traités différemment.

Enfin, en ce qui concerne la sévérité différente des sanctions, la gravité du problème - tant sur le plan de la santé que de son coût pour la sécurité sociale - justifie que les sanctions aient été alourdies; il est relevé que cette sanction renforcée est conforme à l'article 4 de la directive précitée.

A.7.1. Dans l'affaire portant le numéro 1388 du rôle, les parties requérantes allèguent que l'article 3 de la loi du 10 décembre 1997, en ce qu'il introduit dans la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs un paragraphe 2*bis*, 3, est discriminatoire à un double égard : cette disposition discrimine les requérantes par rapport aux personnes qui commercialisent et promeuvent, d'une part, des produits concurrents et, d'autre part, des produits du tabac, la publicité restant en effet possible dans certains cas en ce qui concerne ces derniers.

A.7.2. Pour le Conseil des ministres, la réalisation de l'objectif de santé publique poursuivi - protégé tant par la Constitution que par le Traité de Rome - impliquait nécessairement que soit également visée la publicité indirecte opérée par le biais des produits de diversification, laquelle apparaît encore plus nocive à certains égards que la publicité directe.

A.8.1. Dans l'affaire portant le numéro 1390 du rôle, les parties requérantes allèguent une double discrimination. D'une part, la loi du 10 décembre 1997 discrimine les organisateurs de manifestations sportives principalement financées par le tabac par rapport à ceux organisant des manifestations financées par d'autres sponsors; d'autre part, elle traite, à tort, de façon identique les manifestations organisées au niveau mondial ou international et celles qui le sont à un niveau plus restreint, national ou local.

Sur le plan de la pertinence, les requérants contestent, sur le plan scientifique, le lien nécessaire opéré entre la publicité pour le tabac et le tabagisme; en outre, les mesures en cause ne seraient pas de nature à faire diminuer réellement la pression publicitaire sur le citoyen belge, spectateur de compétition automobile, dès lors qu'il suivra les compétitions qui remplaceront celles se tenant auparavant en Belgique (dont le Grand Prix de Spa-Francorchamps) sur des chaînes de télévision étrangères, à l'égard desquelles ne s'applique pas l'interdiction en cause.

D'autre part, sur le plan de la proportionnalité, les requérants critiquent, en le détaillant, le coût économique et social et les atteintes à la liberté d'expression, à la liberté de commerce et d'industrie et à la loyauté fédérale qui résultent de la loi.

A.8.2. Pour le Conseil des ministres, la loi n'a pas pour objet de réglementer l'organisation de compétitions sportives et son éventuel effet néfaste résulte en particulier du fait que les requérants s'abstiennent de rechercher d'autres sponsors. Au regard de l'objectif poursuivi, il est justifié de viser les compétitions financées par l'industrie du tabac, sans que ne puissent raisonnablement être distinguées, selon leur importance, les diverses compétitions.

L'interdiction de la publicité pour le tabac accompagne un ensemble d'autres mesures de santé publique visant à limiter les conséquences négatives graves résultant de la consommation du tabac : politique visant à déconseiller la consommation du tabac - orientée en particulier vers les jeunes -, limitation du nombre de lieux où il est autorisé de fumer ou encore aide apportée aux personnes désireuses d'arrêter de fumer. Par ailleurs, le Conseil des ministres étaye l'efficacité de la mesure sur le plan scientifique par diverses études, nationales et internationales, et par l'exposé du taux de mortalité imputable au tabac.

Il souligne en outre que la Belgique n'a fait que se conformer à la directive européenne du 6 juillet 1998, laquelle interdit aussi - au plus tard au 30 juillet 2001 - toute forme de publicité ou de parrainage. Celle-ci permet d'ailleurs aux Etats de la transposer plus rapidement et d'être plus stricts et, à l'inverse, encadre de façon restrictive les hypothèses dans lesquelles l'entrée en vigueur peut être différée. Le fait pour le législateur belge de ne pas avoir utilisé cette faculté de dérogation temporaire ne peut être considéré comme fautif.

La diminution de la pression publicitaire sur le citoyen belge est estimée bien réelle dès lors que, notamment des « Grands Prix » sont organisés dans des pays interdisant également la publicité pour le tabac et que, par ailleurs, la législation européenne interdit la publicité pour le tabac à la télévision.

Quant au coût économique chiffré par les parties requérantes à 1,15 milliard de francs, il est contesté par le Conseil des ministres, lequel relève que, en toute hypothèse, ce coût doit être mis en balance avec les divers coûts, bien supérieurs, liés au tabagisme, sur le plan de la santé publique comme sur le plan social et financier.

*Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la liberté de commerce et d'industrie*

A.9.1. Ce moyen est invoqué dans l'ensemble des recours, moyennant parfois certaines spécificités (notamment la combinaison avec l'article 23 de la Constitution ou le droit des marques).

Il est allégué que diverses activités sont affectées de façon discriminatoire par la loi en cause, étant rendues impossibles ou difficilement praticables, à l'inverse d'activités qui leur sont comparables : les organisateurs de compétitions de sport automobile par rapport aux organisateurs d'autres événements sportifs et culturels; les organisateurs de manifestations sportives financées par l'industrie du tabac par rapport à celles qui ne le sont pas; les fabricants comme les journaux et périodiques belges par rapport aux étrangers; les commerces autres que ceux de tabac et de journaux; les prestataires de services et les « supports » (médiats, organisateurs de manifestations, afficheurs, etc.) de communications commerciales par rapport aux autres agents économiques; les producteurs de biens de marques liées au tabac (produits dits « de diversification ») par rapport à ceux qui ne le sont pas.

Le défaut de pertinence des mesures contestées au regard de l'objectif de santé publique allégué, de même que leur défaut de proportionnalité, notamment leur caractère prématuré au regard des délais de transposition permis par la directive européenne, sont également invoqués dans le cadre de ce moyen.

A.9.2. Outre l'argumentation générale développée en réponse aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution considérés isolément (cf. supra A.8.2, alinéas 2 à 4), le Conseil des ministres souligne le fait que la liberté de commerce et d'industrie n'est pas une liberté absolue, le législateur pouvant dès lors la limiter pour des motifs tirés, comme en l'espèce, de la santé publique.

A.9.3. S'agissant des restrictions qu'apporterait la loi en cause à l'organisation de compétitions sportives, le Conseil des ministres fait référence aux manifestations organisées dans d'autres pays où s'applique la même interdiction ainsi qu'à l'existence d'autres sponsors que l'industrie du tabac, auxquels recourent déjà un certain nombre de sports autres que le sport automobile.

Le Conseil des ministres s'interroge en outre quant aux démarches qui sont réellement entreprises par les parties requérantes dans les affaires portant les numéros 1321, 1332 et 1389 du rôle pour trouver d'autres sponsors que l'industrie du tabac.

A.9.4. En ce qui concerne l'exception dont bénéficient les journaux et périodiques - et dès lors les fabricants - étrangers, elle se justifie, d'une part, par le respect de la directive et de la jurisprudence européennes et, d'autre part, par le constat que, dès lors que ces journaux et périodiques comportent peu ou pas de publicité pour le tabac, l'interdiction de leur diffusion aurait constitué une atteinte excessive à la liberté de la presse. En ce qui concerne les communications télévisées, il est relevé en outre que la directive « Télévision sans frontières » interdit la publicité pour le tabac et les produits du tabac, y compris dès lors pour quasi toutes les chaînes susceptibles d'être reçues en Belgique.

A.9.5. En ce qui concerne l'exception dont bénéficient les commerces de tabac et de journaux, le Conseil des ministres relève que, dès lors qu'il s'agit de commerces où l'on vend uniquement - ou dans une large mesure - du tabac, l'exception instituée en leur faveur ne risquait pas de contaminer une autre clientèle que celle déjà acquise au tabac, à l'inverse de l'hypothèse, différente, de la vente du tabac en grande surface. Par ailleurs, il est relevé que la même exception est prévue par l'article 5 de la directive du 7 juillet 1998.

A.9.6. En ce qui concerne enfin les restrictions apportées au droit de faire de la publicité en faveur des produits de diversification liés au tabac, le Conseil des ministres allègue que l'objectif a été de ne viser que les marques pour lesquelles le tabac représentait une place dominante dans la gamme de leurs produits, le projet originnaire de l'article 3 de la loi étant d'ailleurs plus contraignant. Les critères retenus sont objectifs et l'interdiction qui en résulte est proportionnée à l'objectif, essentiel, de protection de la santé publique qui est poursuivi.

*Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 19 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme*

A.10.1. Ce moyen est invoqué dans l'ensemble des recours, le recours dans l'affaire portant le numéro 1388 du rôle combinant en outre avec les dispositions précitées l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Selon les parties requérantes, l'article 19 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, protègent la liberté d'opinion et d'expression et s'appliquent à tout type de message, en ce compris l'expression d'un message commercial.

Les parties requérantes allèguent que diverses catégories de personnes sont, de façon discriminatoire, privées du bénéfice des libertés précitées; selon elles, les motifs tirés de la protection de la santé publique ne peuvent justifier de telles atteintes eu égard au caractère inadéquat et absolu - donc excessif - des interdictions en cause. Il s'agit tout d'abord des personnes exprimant ou recevant les messages commerciaux relatifs aux produits à base de tabac, à l'inverse de ce qu'il en est pour les autres produits. Il s'agit ensuite des propriétaires de marques devant leur notoriété à un produit du tabac, des titulaires de licences portant sur ces produits et des agents publicitaires chargés de les promouvoir qui se voient interdire de faire de la publicité quant à ces produits, contrairement aux autres marques.

A.10.2. En ce qui concerne la publicité en faveur de ces produits de diversification, les parties requérantes contestent tout d'abord que celle-ci ait pour objet de faire de la publicité indirecte en faveur du tabac. Par ailleurs, dès lors qu'est scientifiquement contestée l'incidence de la publicité directe en faveur du tabac sur la consommation de celui-ci, *a fortiori* l'effet à cet égard de la publicité en faveur de produits de diversification est, lui, tout à fait contestable; sur le plan de la proportionnalité, les parties requérantes soulignent que l'interdiction touchant les produits de diversification s'avère plus stricte que celle relative aux produits du tabac, dès lors que ne sont pas applicables aux premiers les exceptions dont bénéficient les seconds. Est en outre relevée l'existence de codes de bonne conduite, destinés à éviter tout risque de confusion entre les produits de diversification, et leur publicité, et les produits du tabac.

Il s'ensuit que l'interdiction en cause ne peut être estimée comme « nécessaire dans une société démocratique » au sens de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme; le fait que la directive européenne ait autorisé les Etats membres à admettre cette publicité plaide dans le même sens.

A.11. Outre l'argumentation générale développée au sujet du moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, considérés isolément (cf. *supra* A.8.2, alinéas 2 à 4), le Conseil des ministres souligne que les dispositions visées au moyen ne donnent pas à la liberté d'expression un caractère absolu et ne s'opposent pas à la réglementation, voire l'interdiction, de la publicité commerciale. La loi en cause reste dans les limites qu'assigne l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme aux restrictions pouvant être apportées à la liberté d'expression, en particulier eu égard à l'objectif de santé publique poursuivi.

Le Conseil des ministres rappelle que la directive 89/622/CEE impose de faire figurer sur les produits du tabac la mention « (le tabac) nuit gravement à la santé »; il souligne également que les directives « Télévision sans frontières » des 3 octobre 1989 et 30 juin 1997 ont prévu l'interdiction totale de la publicité télévisée pour les produits du tabac. Il relève enfin que la loi du 10 décembre 1997 a laissé un temps d'adaptation suffisant - notamment pour trouver des sponsors de substitution - dès lors qu'elle n'est entrée en vigueur que plus d'un an après son adoption.

*Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 16 de la Constitution et/ou l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme*

A.12.1. Les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1388 du rôle allèguent que l'article 7, § 2 bis, 3, inséré dans la loi du 24 janvier 1977 par l'article 3 de la loi du 10 décembre 1997, a pour effet de priver la requérante Worldwide Brands Inc. (en abrégé W.B.I.), société de droit de l'Etat du Delaware, de son droit de propriété sur les marques qu'elle détient aux fins de sa stratégie de diversification, en vidant de toute substance ce droit. Il est relevé qu'il s'agit d'une dépossession complète et définitive, réalisée sans juste indemnité.

La partie requérante dans l'affaire portant le numéro 1391 du rôle invoque quant à elle la violation du seul article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel. Selon elle, la notion de propriété a été interprétée par la Cour européenne comme visant le patrimoine, c'est-à-dire les intérêts économiques d'une personne; dès lors que la loi affecte de façon substantielle l'activité économique des différents acteurs qui vivent des manifestations sportives, elle réalise une ingérence dans leur droit de propriété.

Pour les requérants dans ces deux affaires, les dispositions qu'ils contestent violent le principe général du respect de la propriété consacré par l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel, et le juste équilibre qu'impose ce principe entre l'intérêt général et les droits fondamentaux de l'individu. Si la légitimité du but de protection de la santé publique poursuivi par la loi en cause n'est pas contestable, par contre l'interdiction de publicité qu'elle édicte est à la fois inadéquate et disproportionnée.

A.12.2. Pour le Conseil des ministres, à supposer que l'on puisse parler de propriété pour le droit intellectuel que constitue une marque, il y a lieu de constater que la loi en cause n'opère qu'une restriction limitée d'usage, la commercialisation des produits visés n'étant pas restreinte.

En ce qui concerne le dommage subi par les acteurs économiques intervenant dans le cadre des manifestations sportives, le Conseil des ministres relève qu'il est imputable à des tiers - les autorités mondiales du sport automobile - et que, en toute hypothèse, il n'existe pas de droit subjectif à ce qu'une législation n'évolue pas, en particulier lorsque l'évolution est motivée par des impératifs de santé publique.

*Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 25 de la Constitution et l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme*

A.13.1. Ce moyen est allégué, d'une part, dans les affaires portant les numéros 1386 et 1387 du rôle (quatrième et cinquième moyens) et, d'autre part, dans le mémoire en intervention de l'a.s.b.l. Fédération nationale des hebdomadaires d'information, actuellement la Fédération belge des magazines (premier et cinquième moyens).

Selon les parties requérantes, l'article 3 de la loi du 10 décembre 1997, en interdisant de façon générale la publicité, notamment par la voie de la presse, en faveur des produits de tabac et des marques devant leur notoriété à des produits de tabac - alors qu'une telle interdiction ne s'applique pas aux autres produits, notamment ceux d'égale nocivité, tel l'alcool -, prive les personnes qu'il vise du droit à la liberté de la presse, sans que cette mesure n'apparaisse ni adéquate ni proportionnée au but de protection de la santé publique poursuivi.

Par ailleurs, en prévoyant des sanctions pénales plus rigoureuses pour la publicité pour les produits du tabac que pour les autres denrées régies par la loi du 24 janvier 1977 et en dérogeant, dans ce seul cas, au régime de responsabilité en cascade prévu par l'article 25 de la Constitution, l'article 4 de la même loi prive de façon discriminatoire les éditeurs du bénéfice de ce régime de responsabilité.

A.13.2. Pour le Conseil des ministres, il y a lieu de distinguer la liberté de la presse, couverte par l'article 25 de la Constitution, de la liberté d'expression, couverte quant à elle par l'article 10 de la Convention européenne.

Si la publicité commerciale entre dans le champ d'application de la liberté d'expression, elle n'entre pas, à l'inverse, dans celui de la liberté de la presse, laquelle s'analyse comme « le droit de quiconque de traduire sa pensée dans un écrit imprimé et de la diffuser auprès de l'opinion »; la publicité commerciale ne peut raisonnablement être considérée comme s'apparentant à la liberté de pensée.

L'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme précise que la liberté d'expression peut faire l'objet de mesures nécessaires à la protection de la santé publique, dont il n'est pas contesté que tel soit le cas en l'espèce. Quant à la proportionnalité des mesures au regard de cet objectif, le Conseil des ministres souligne, d'une part, le détournement systématique des mesures antérieurement prises en la matière ayant conduit à la nécessité d'une interdiction stricte de toute publicité pour le tabac, et, d'autre part, le fait que cette interdiction s'inscrit dans le droit fil des législations adoptées tant, sur le plan interne, dans les autres pays européens et aux États-Unis que sur le plan européen.

*Moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 30 à 36 et 59 à 66 du Traité instituant la Communauté européenne*

A.14.1. Ce moyen est invoqué dans les affaires portant les numéros 1321, 1332, 1389 (troisième moyen), 1388 (troisième et quatrième branches du premier moyen) ainsi que 1391 (quatrième moyen) du rôle.

A.14.2. Plusieurs catégories de personnes sont désignées comme étant privées, de façon discriminatoire, du bénéfice des dispositions européennes citées au moyen.

A.14.3. Les personnes qui offrent des espaces publicitaires pour le tabac (à savoir les organisateurs de manifestations sportives) sont privées du droit à la libre prestation de service - que constitue la publicité -, à l'inverse des autres prestataires de services (affaires portant les numéros 1321, 1332 et 1389 du rôle); plus généralement, les prestataires de services (agences de publicité, etc.) et les « supports » de communication commerciale (médias, organisateurs de manifestations, etc.) sont privés du droit à la libre prestation de ce service, à l'inverse des autres prestataires de services. Les propriétaires de marques devant leur notoriété à un produit du tabac, les titulaires de licences portant sur ces produits et les agents publicitaires chargés de les promouvoir se voient interdire de faire de la publicité quant à ces produits, contrairement à ce qu'il en est en ce qui concerne les autres marques.

A.14.4. En ce qui concerne l'atteinte à la libre circulation des marchandises, l'interdiction faite aux opérateurs économiques de faire de la publicité pour le tabac aura pour effet de diminuer la consommation des produits du tabac, et donc d'entraver l'importation de ces produits; cela implique une violation de l'article 30 du Traité C.E., prohibant les mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives. L'interdiction en cause ne peut être justifiée par l'article 36 du même Traité - qui fait de la protection de la santé publique une cause de justification -, dès lors qu'elle est à la fois inefficace au regard de ce but et disproportionnée, des moyens moins restrictifs, tels que l'information du consommateur, permettant en effet d'atteindre ce but.

A.15.1. Après avoir relevé que la loi en cause n'a pas pour objet de limiter la production ou la circulation des produits à base de tabac, le Conseil des ministres souligne l'importance de la santé au regard du droit communautaire, en relevant notamment que l'article 129 A.I.b. prévoit que la Communauté contribue à assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine.

A.15.2. Se référant à la jurisprudence introduite par l'arrêt Keck et Mithouard, le Conseil des ministres relève que l'interdiction de publicité en cause s'analyse comme une modalité de vente au sens de cette jurisprudence - modalité frappant de manière égale tant les produits importés que les produits nationaux -, laquelle ne viole dès lors pas l'article 30 du Traité C.E. A supposer même que la Cour estime qu'il s'agit d'une mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative, le Conseil des ministres observe que la protection de la santé publique constitue une cause de justification admise par les articles 36 et 56 du Traité ainsi qu'une exigence impérative au sens de la jurisprudence de la Cour de justice.

En ce qui concerne l'exception dont bénéficient les journaux étrangers comportant des publicités pour le tabac, le Conseil des ministres observe, d'une part, que celle-ci a été prévue afin de respecter la jurisprudence de la Cour de Justice et, d'autre part, que cette dernière admet les discriminations à rebours qu'induit ladite exception.

En ce qui concerne enfin la question préjudicielle que la partie requérante dans l'affaire portant le numéro 1391 du rôle demande de poser à la Cour de justice, il y est répondu, selon le Conseil des ministres, dans les directives 98/43/CE et 89/552/CEE, notamment quant à la non-utilisation, par le législateur belge, des délais autorisés par la directive 98/43/CE, lesquels s'analysent en effet comme des délais maximums en vertu de l'article 6, paragraphe 1, de cette directive.

*Moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la directive 89/104/CEE du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des États membres sur les marques*

A.16.1. Les parties requérantes dans l'affaire portant le numéro 1388 du rôle allèguent que l'article 3 de la loi viole les dispositions internationales visées au moyen, en ce qu'il aboutit, en fait, à prévoir pour les produits de diversification un motif de refus d'enregistrement - auquel il y a lieu, selon les requérantes, d'assimiler l'interdiction d'usage - autre que ceux limitativement déterminés par ces dispositions internationales.

A.16.2. Selon le Conseil des ministres, les dispositions internationales précitées ne visent pas les restrictions à l'usage d'une marque, mais seulement celles relatives à son enregistrement; en outre ces dispositions autorisent des limitations découlant de l'ordre public, ce dont relève sans conteste le domaine de la santé publique.

*Mémoires complémentaires déposés par les parties*

A.17. Dans les affaires portant les numéros 1321 et 1332 du rôle, l'association sans but lucratif requérante expose que le parrainage de l'épreuve dite « Superbiker » par les cigarettiers a déjà atteint un montant de 1.400.000 francs, que la disparition de ce parrainage affecte la rentabilité de cette épreuve, alors que son succès est déterminant pour le maintien, à terme, des activités de l'association sans but lucratif.

A.18. Dans les affaires portant les numéros 1386 et 1387 du rôle, les parties requérantes allèguent, d'une part, une perte directe d'un montant de trois milliards pour l'industrie de la publicité, ainsi que la disparition de quatre cents emplois dans ce secteur ainsi que, d'autre part, la mise en cause de la viabilité d'événements culturels et sportifs de renommée internationale, au nombre desquels sont cités les « Gentse Feesten », le Championnat du Monde de Formule 1 ainsi que le rallye d'Ypres.

En recourant à trois exemples, les parties requérantes soulignent que l'interdiction de publicité et de parrainage a eu pour effet, selon le cas, de diminuer la qualité des pilotes qui sont engagés B et donc les résultats obtenus -, de supprimer la manche belge (à Gand) du Championnat du Monde de motocross; en outre, est exposée la situation d'une société, « Future World », qui perd en 1999, par rapport à 1998, la moitié de son chiffre d'affaires du fait de l'interdiction de parrainage édictée par la loi du 10 décembre 1997.

A.19. Dans l'affaire portant le numéro 1388 du rôle, les parties requérantes exposent que l'interdiction de publicité relative aux vêtements, chaussures, montres et bagages de la marque Camel a pour effet de diminuer substantiellement le montant des commandes de ces articles par les détaillants, de même que le chiffre d'affaires réalisé sur ces articles; ces réductions varient, selon le cas, de 10 à 60 p.c., avec une perte d'emploi cumulée estimée à quarante postes de travail. La requérante « Actual Media » subit pour sa part une perte de chiffre d'affaires estimée à dix millions de francs; la perte de recettes publicitaires pour les médias est de l'ordre de dix à quinze millions.

A.20. Dans l'affaire portant le numéro 1389 du rôle, l'association sans but lucratif requérante, organisatrice du Grand prix international de motocross, expose que l'interdiction de publicité et de parrainage a pour effet de réduire de 1.300.000 à 600.000 francs le montant investi par les sponsors, avec pour conséquence de diminuer le nombre de pilotes vedettes amenés à participer à l'épreuve précitée; il en est conclu que la loi du 10 décembre 1997 entraînera « un préjudice financier important à brève échéance ».

A.21. Dans l'affaire portant le numéro 1390 du rôle, les parties requérantes soulignent, à titre préliminaire, que la disparition du sponsoring par le tabac, au delà du préjudice financier qui en résulte, affecte la mission de service public assumée par l'intercommunale que constitue le circuit de Spa-Francorchamps, qui consiste à favoriser le développement du tourisme, de l'économie et des sports mécaniques en Haute Ardenne; il est souligné que, avec la perte du Grand prix de Formule 1, c'est en quelque sorte la « vitrine » de la région qui disparaîtrait.

En limitant leur examen au seul impact de la loi du 10 décembre 1997 sur l'organisation du Grand prix de Belgique de Formule 1, les parties requérantes examinent successivement le dommage subi par l'intercommunale précitée et celui subi par les pouvoirs publics qui y sont associés.

A.22.1. En ce qui concerne la perte financière qui serait subie par l'intercommunale du circuit de Spa-Francorchamps, celle-ci est examinée, d'une part, sur le plan de la diminution du chiffre d'affaires de l'intercommunale qu'occasionnerait la disparition du Grand prix précité, et, d'autre part, sur le plan du dommage particulier qu'occasionnerait l'annulation du Grand prix 1999.

A.22.2. S'agissant des pertes financières immédiates, il est exposé que le Grand prix de Formule 1 représente, au regard de l'ensemble de la saison sportive, 57 p.c. des spectateurs payants et qu'il génère 46 p.c. du chiffre d'affaires annuel; vu sa rentabilité très importante, le Grand prix permet de compenser le manque à gagner induit par d'autres épreuves et de financer, dans une très large proportion, les charges fixes. Sa disparition mettrait l'intercommunale dans « une situation extrêmement délicate, avec un risque réel que l'on débouche, à plus ou moins court terme, sur une faillite ».

S'agissant des pertes financières indirectes, il est relevé que, afin d'essayer de compenser les pertes précitées, l'intercommunale essaie de diversifier les activités organisées sur le circuit de diverses façons, et notamment en l'ouvrant à des essais privés; le succès de cette démarche auprès de cette clientèle nouvelle apparaît toutefois largement tributaire du fait que le circuit de Spa-Francorchamps reste l'un de ceux où se déroule une des seize épreuves du Championnat du Monde de Formule 1. Il est en outre relevé que d'autres épreuves qui accompagnent la Formule 1 ou doivent se courir sur un circuit homologué F1 quitteront également le circuit en cas de suppression du Grand prix.

A.22.3. En ce qui concerne le préjudice spécifique qu'occasionnerait l'annulation du Grand prix 1999, les billets déjà achetés B pour un montant, au 9 avril 1999, de 250 millions de francs B devraient être remboursés aux spectateurs par la s.p.r.l. Spa Activities, avec le risque que cette dernière n'agisse en justice contre l'intercommunale en vue d'obtenir la réparation de son préjudice; d'autres sommes risquent en outre d'être réclamées. A cet égard, il est relevé que, en 1985, le Grand prix a été, non pas supprimé, mais déplacé et a donné lieu à une procédure en justice, non close à ce jour, dans le cadre de laquelle l'une des parties réclame l'indemnisation d'un préjudice estimé à près de 150 millions de francs.

A.23. En ce qui concerne le dommage que subiraient la province de Liège, sa fédération du Tourisme ainsi que les villes de Spa, Malmédy et Stavelot, il est relevé que ces différents pouvoirs publics sont membres associés de l'intercommunale et qu'ils subiraient dès lors également le préjudice financier que subirait celle-ci; en cas de cessation d'activités, les investissements réalisés par ces autorités seraient perdus ou, à tout le moins, le profit espéré ne serait pas obtenu. En cas d'impossibilité pour l'intercommunale d'honorer ses dettes, les autorités précitées devraient intervenir en garantie pour un montant cumulé de plus de 60 millions de francs.

S'agissant des sommes investies ou des recettes qui disparaîtraient, les chiffres suivants sont exposés. S'agissant de la province de Liège, sa contribution est estimée, globalement, à plus ou moins 200 millions de francs. S'agissant de l'impact sur le tourisme dans cette province, il est estimé à plus ou moins 430 millions de francs, couvrant les dépenses d'hébergement, d'alimentation, de boissons et d'achat de souvenirs exposées durant la semaine durant laquelle le Grand prix a lieu. Enfin, les taxes provinciales et communales sont estimées, globalement, à une vingtaine de millions de francs.

Enfin, il est allégué qu'un certain nombre d'emplois saisonniers sont générés par le Grand prix, lesquels sont chiffrés à deux mille cinq cents.

A.24. Dans l'affaire portant le numéro 1391 du rôle, le Gouvernement wallon relève, outre certains des points déjà exposés ci-dessus, que le Grand Prix est l'événement qui attire le plus de téléspectateurs en Belgique (de l'ordre de deux cent mille), qu'il génère 1,15 milliard de francs de retombée financière pour l'économie de la province de Liège et près de six mille emplois permanents. D'autres épreuves, comme les 24 heures de Francorchamps, attirent également plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. Il souligne en outre que des investissements considérables ont été opérés dans le circuit de Spa-Francorchamps B de l'ordre de 2 milliards de francs -, dont près de 400 millions de francs par la Région wallonne et la Communauté française depuis 1989.

A.25.1. Les parties intervenantes a.s.b.l. Fédération belge des magazines et autres relèvent quant à elles que la santé économique de la presse dépend presque entièrement des recettes qu'elle peut retirer de la publicité, ce qui avait d'ailleurs été souligné durant les travaux préparatoires; chiffrant les recettes de publicité (plus ou moins 9,5 milliards de francs) à près de 40 p.c. du chiffre d'affaires réalisé par le secteur de la presse quotidienne, leur maintien apparaît dès lors indispensable à la survie de ce secteur.

A.25.2. Dans ces recettes publicitaires, la publicité en faveur des produits du tabac représente de l'ordre de 170 à 200 millions de francs, soit 2,5 p.c. des recettes totales de la publicité.

Les parties intervenantes en soulignent l'importance pour la viabilité du secteur en comparant ces recettes publicitaires avec le montant des subsides d'exploitation versés à la presse par les pouvoirs publics, lesquels tournent autour de 95 millions de francs; il est avancé que le fait que les pouvoirs publics estiment nécessaire d'aider la presse écrite indique bien qu'ils sont convaincus que cette aide est nécessaire pour garantir la santé financière de ce secteur; or, l'interdiction de publicité en cause génère une perte deux ou trois fois plus importante que le montant de cette subvention, d'autant plus qu'il s'agit de pertes quasi nettes, les coûts liés à cette publicité étant pris en charge par les agences de publicité et les fabricants.

Par ailleurs, les parties intervenantes estiment que la loi du 10 décembre 1997 fera perdre une centaine d'emplois dans le secteur. Enfin, il est établi que n'existe aucune possibilité de trouver des recettes compensatoires, contrairement à ce qu'allègue le Conseil des ministres.

A.26. La partie intervenante a.s.b.l. Automobielfclub Targa Florio est quant à elle organisatrice des « 24 heures d'Ypres » qui se tiennent à la fin du mois de juin. Sur un budget global de 25 millions de francs, l'apport financier du cigarettier Marlboro est de 14 millions de francs, perte à laquelle il faut ajouter une réduction du nombre de spectateurs, liée à la baisse de niveau des pilotes, chiffrable à trois millions de francs : le préjudice est donc de 17 millions de francs, non compensable, en sorte telle que « l'avenir de la manifestation est donc très gravement hypothéqué par la loi, voire rendu impossible ».

- B -

#### *Les dispositions attaquées*

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 10 décembre 1997 « interdisant la publicité pour les produits du tabac »; selon le cas, elles demandent l'annulation de la loi dans son intégralité ou limitent leurs recours à certaines de ses dispositions.

Cette loi comprend six articles. L'article 1<sup>er</sup> précise qu'est réglée une matière visée à l'article 78 de la Constitution. Les autres articles énoncent :

« Art. 2. A l'article 7, § 2, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifié par la loi du 22 mars 1989, les mots > concernant le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, ainsi que la publicité ' sont supprimés.

Art. 3. L'article 7 de la même loi est complété par un § 2bis, libellé comme suit :

' § 2bis. 1° Il est interdit de faire de la publicité pour et du parrainage par le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, ci-après dénommés produits de tabac.

Est considérée comme publicité et parrainage, toute communication ou action qui vise, directement ou indirectement, à promouvoir la vente, quels que soient l'endroit, le support ou les techniques utilisés.

2° L'interdiction visée au 1° ne s'applique pas à :

- la publicité pour les produits de tabac faite dans des journaux et périodiques étrangers, sauf lorsque cette publicité ou l'importation de ces journaux ou périodiques a pour objet principal de promouvoir les produits de tabac sur le marché belge;

- la publicité fortuite pour les produits de tabac faite dans le cadre de la communication au public d'un événement qui se déroule à l'étranger, sauf lorsque cette publicité ou la communication au public de cet événement a pour objet principal de promouvoir les produits de tabac sur le marché belge;

- l'affichage de la marque d'un produit de tabac à l'intérieur et sur la devanture de magasins de tabac et de magasins de journaux qui vendent des produits de tabac.

3° Il est interdit d'utiliser une marque qui doit principalement sa notoriété à un produit de tabac à des fins publicitaires dans d'autres domaines, tant que la marque est utilisée pour un produit de tabac.

Cette disposition ne déroge pas au droit des sociétés à faire de la publicité pour des produits de leur marque déposée qui ne sont pas des produits de tabac, à condition :

a) que le chiffre d'affaires afférent aux produits de tabac commercialisés sous la même marque déposée, même par une autre entreprise, n'excède pas la moitié du chiffre d'affaires afférent aux produits autres que le tabac de la marque en question, et

b) que cette marque ait été déposée à l'origine pour des produits qui ne sont pas des produits de tabac. '

Art. 4. A l'article 15 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 2, 2° après les mots ' et § 2 ' les mots ' relatives à la publicité concernant l'alcool et les boissons alcoolisées ' sont ajoutés.

2° Il est ajouté un § 3, libellé comme suit :

' § 3. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de dix mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement, celui qui enfreint les dispositions de l'article 7, § 2bis, de la présente loi, ou les arrêtés d'exécution de l'article 7, § 2, relatifs aux produits de tabac.

Cette disposition s'applique également aux éditeurs, imprimeurs et en général à toutes les personnes qui assurent la diffusion de la publicité ou le parrainage. '

Art. 5. L'arrêté royal du 20 décembre 1982 relatif à la publicité pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1990, est abrogé.

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. »

#### *En ce qui concerne la recevabilité*

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité de certains recours, en invoquant, d'une part, le défaut de personnalité juridique de la partie requérante dans les affaires portant les numéros 1321 et 1332 du rôle et, d'autre part, l'absence de l'intérêt requis pour agir devant la Cour (exception soulevée dans toutes les affaires hormis les affaires portant les numéros 1388 et 1391 du rôle).



B.2.2. En ce qui concerne le non-respect, par l'a.s.b.l. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse - Mettet, des formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, il ressort des pièces déposées par cette partie requérante en annexe à son mémoire en réponse que lesdites formalités ont été respectées; la première exception soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

B.2.3. En ce qui concerne le défaut d'intérêt dans le chef de certaines parties requérantes, la Cour observe que celles-ci, selon le cas, organisent des manifestations sportives financées, notamment, par des recettes provenant de la publicité et du parrainage visés par la loi du 10 décembre 1997, ou bénéficient de l'organisation desdites manifestations. Leur situation est dès lors susceptible d'être affectée directement et défavorablement par les interdictions de publicité portées par la loi précitée; la seconde exception soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

B.2.4. Les recours sont recevables.

*Quant aux objectifs poursuivis par la loi du 10 décembre 1997*

B.3.1. Il ressort des travaux préparatoires que l'objectif principal poursuivi par le législateur est la protection de la santé publique : en considération de la mortalité liée à l'usage du tabac - en toute hypothèse, de sa nocivité pour la santé -, le législateur entend contribuer, par les mesures attaquées, à une réduction de la consommation du tabac et, à tout le moins, limiter l'apparition de nouveaux consommateurs, surtout parmi les jeunes, jugés particulièrement sensibles à la publicité faite en faveur du tabac. Le législateur entend également réagir face aux coûts social et financier importants causés par la consommation du tabac; enfin, le législateur, pour réaliser les objectifs précités, a estimé nécessaire de prendre de nouvelles mesures afin de rendre la réglementation plus efficace.

Ainsi a-t-il été relevé, s'agissant de ces différents objectifs :

« La nocivité des produits du tabac ne peut plus être mise en doute. Le tabac est responsable de diverses affections graves telles que différents types de cancer, des maladies du cur, la bronchite, l'emphysème, l'asthme. On estime que le tabac est responsable de quelque 13.000 décès par an dans notre pays et de 450.000 dans l'ensemble de la Communauté européenne. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 346/1, p. 1)

« La présente proposition de loi tend, à long terme, à contribuer à une réduction progressive de la consommation du tabac. A cet égard, notre souci majeur est d'éviter que les fabricants de tabac ne trouvent de nouveaux consommateurs par le biais de la publicité. » (*ibid.*, p. 3)

« L'industrie du tabac consacre des sommes importantes à la publicité dans les médias et au parrainage d'activités sportives et culturelles et ce, surtout en vue de trouver de nouveaux consommateurs. Il est en effet impératif qu'elle attire sans cesse de nouveaux fumeurs potentiels en vue de maintenir des débouchés suffisants. Il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que la publicité s'adresse spécialement aux jeunes. Il est en effet notoire que la grande majorité des fumeurs débutants sont des jeunes, et c'est là un facteur dont les publicitaires tiennent compte. » (*ibid.*, p. 2)

« A ceux qui, à cet égard, ne manqueront sans doute pas d'évoquer l'intérêt économique de l'industrie du tabac dans notre pays, nous répondrons que cet intérêt ne contrebalance aucunement les dommages considérables que la consommation du tabac peut causer à la santé de la population et à l'économie (dépenses médicales, pertes de production, etc.), dommages dont la réparation doit en outre être supportée par la collectivité. » (*ibid.*, pp. 3-4)

« L'autorité publique doit, dès lors, prendre ses responsabilités et interdire la publicité d'autant plus que l'INAMI consacre chaque année entre 65 et 150 milliards de francs en raison des conséquences du tabagisme. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 346/4, p. 2)

« En Belgique, la publicité pour le tabac est actuellement réglementée par l'arrêté royal du 20 décembre 1982, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1990. Il est frappant de constater que la réglementation de 1982 s'est traduite par une forte augmentation de la publicité indirecte. Chacun a encore en mémoire la publicité faite pour toutes sortes d'autres produits tels que des allumettes ou des vêtements, et utilisant des noms de marques connues de produits à base de tabac. Le public ressent d'ailleurs ce type de publicité comme de la publicité pour les marques de tabac. La publicité indirecte a été explicitement interdite en 1990, mais cette interdiction ne touche que les produits. Depuis lors, les marques de tabac sont utilisées dans des publicités pour divers services et manifestations. Il est tout à fait clair qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un contournement de la loi. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 346/1, p. 2)

B.3.2. Il ressort également des travaux préparatoires que les mesures attaquées ont été considérées comme s'intégrant dans un ensemble plus vaste de mesures de nature à réduire l'usage du tabac.

Ainsi a-t-il été relevé (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 346/4, p. 27) :

« La lutte contre le tabagisme requiert un ensemble d'interventions parmi lesquelles l'éducation des enfants, les programmes de désintoxication des fumeurs, l'augmentation des prix et la recherche fondamentale sur les récepteurs à la nicotine, par exemple. »

*Quant au fond*

B.4. Les parties requérantes invoquent deux types de moyens : d'une part, des moyens pris de la violation de règles de compétence; d'autre part, des moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, considérés, selon le cas, isolément ou en combinaison avec d'autres dispositions constitutionnelles ou de droit international, notamment des dispositions de droit communautaire européen.

*En ce qui concerne la violation des règles de compétence*

B.5. Dans un premier groupe de moyens est alléguée la violation des articles 127 et 130 de la Constitution, de l'article 4, 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 et de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1983.

B.6. La loi du 10 décembre 1997 a pour objet d'interdire la publicité pour les produits du tabac. La portée de cette interdiction et les exceptions à celle-ci, les sanctions destinées à en assurer le respect ainsi que les produits visés sont définis aux articles 2, 3 et 4 de la loi. Cette loi modifie les articles 7 et 15 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Même si la loi contestée s'applique à la publicité pour le tabac opérée par la voie audiovisuelle, elle n'a ni pour objet, ni pour effet de régler la « radiodiffusion et la télévision » au sens où l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 définit cette notion.

Le moyen pris de la violation de la disposition précitée et, partant, de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1983 relative à la Communauté germanophone n'est pas fondé.

B.7.1. Il est aussi allégué que la loi du 10 décembre 1997, en ce qu'elle interdit le parrainage par les produits du tabac et ceux qui leur sont assimilés, excéderait la compétence fédérale, dès lors que celle-ci a été définie par référence à la loi du 24 janvier 1977 et que celle-ci ne réglemente que la seule « publicité » en faveur du tabac.

B.7.2. Aux termes de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, figure parmi les matières personnalisables, au titre de la politique de santé :

« 2 l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales. »

Il ressort des travaux préparatoires de cette loi spéciale (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n 434-2, pp. 124-125; Chambre, 1979-1980, n 627-10, p. 52) que le législateur spécial a exclu du transfert de compétence, réalisé par la disposition précitée notamment, la matière de la « réglementation relative aux denrées alimentaires ». Cette appellation désignait l'objet de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits. Cette loi incluait, à l'époque de l'élaboration de la loi spéciale, la réglementation de la publicité pour le tabac et les produits similaires. Il s'ensuit que le législateur fédéral est demeuré compétent pour réglementer la publicité concernant les produits du tabac et ceux qui leur sont liés par la marque utilisée.

B.7.3. Cette réserve de compétence s'étend également à la réglementation du parrainage par des produits du tabac.

La publicité et le parrainage ont en commun de tendre à promouvoir directement ou indirectement la vente des produits du tabac, de telle sorte que la connexité de ces mesures n'est pas contestable.

B.7.4. Il découle de ce qui précède que l'interdiction du parrainage par le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, comme l'interdiction de la publicité relative à ces produits et à ceux de marques liées auxdits produits, relève de la compétence fédérale.

B.8. Les moyens pris de la violation des dispositions indiquées au B.5 ne sont pas fondés.

B.9.1. Plusieurs parties requérantes invoquent la violation des articles 39 et 143, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution ainsi que la violation des articles 4, 9 et 10, (sport et tourisme) et 6, § 1<sup>er</sup>, VI et IX, (économie et emploi) de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.9.2. Le législateur fédéral ne peut, en exerçant sa compétence en matière de réglementation de la publicité et du parrainage en faveur des produits du tabac, porter atteinte de façon excessive aux compétences attribuées aux communautés et aux régions par la Constitution ou en vertu de celle-ci, notamment en rendant l'exercice de celles-ci impossible ou exagérément difficile.

B.9.3. Ces parties requérantes n'établissent pas - et la Cour n'aperçoit pas - en quoi les communautés et régions, du fait de la loi attaquée, seraient empêchées d'exercer leurs compétences ni en quoi elles verraient l'exercice de ces compétences rendu exagérément difficile.

B.9.4. En ce que le moyen dénonce les conséquences de fait qui résultent de la loi et dont le Conseil des ministres conteste l'étendue pour justifier le caractère excessif de l'interdiction attaquée, il considère en réalité que les dispositions attaquées portent B en violation des articles 10 et 11 de la Constitution - une atteinte disproportionnée à la liberté de commerce et d'industrie. Cette critique sera rencontrée lors de l'examen des moyens pris de la violation de ces dispositions constitutionnelles.

B.10. Enfin, quant à la violation alléguée du principe de loyauté fédérale, les parties requérantes ne donnent pas à cette critique un contenu différent des moyens examinés ci-dessus.

B.11. Il résulte de ce qui précède que les moyens pris du non-respect des règles de compétence ne sont pas fondés.

*En ce qui concerne la violation du principe d'égalité et de non-discrimination considéré isolément*

B.12. S'agissant des personnes concernées par les interdictions de publicité en cause, et ce de façon discriminatoire par comparaison à d'autres, les parties requérantes désignent en particulier : les organisateurs de certaines compétitions financées par l'industrie du tabac par rapport aux organisateurs d'événements sportifs ou culturels financés autrement; les prestataires de services et les « supports » de communication commerciale relative aux produits du tabac par rapport aux agents économiques intervenant en faveur d'autres produits; les propriétaires de marques devant leur notoriété à un produit du tabac, les titulaires de licences portant sur ces produits et les agents publicitaires chargés de faire la publicité de ces produits, visés par la loi, contrairement aux autres marques, notamment concurrentes.

B.13.1. Au regard des objectifs poursuivis par le législateur, - en particulier ceux de protection de la santé publique et de prévention à l'égard des jeunes consommateurs -, il n'est pas dénué de pertinence d'interdire la publicité pour et le parrainage par les produits du tabac, et de ne pas le faire pour d'autres produits.

Sans mettre en cause la nocivité du tabac pour la santé, certaines parties requérantes contestent en réalité uniquement l'effet réducteur des interdictions attaquées sur la consommation du tabac.

La Cour observe que l'importance incontestée des budgets qui, selon les travaux préparatoires de la loi, sont consacrés à la publicité pour et au parrainage par des produits du tabac démontre que ces mesures de promotion sont prises dans la conviction qu'elles auront un effet important sur la vente des produits du tabac, et donc leur consommation.

Sans qu'il ne soit nécessaire de trancher l'incidence réelle - longuement discutée lors des travaux préparatoires - des interdictions attaquées sur la consommation des produits du tabac, il suffit de constater que n'est pas raisonnablement contestable le fait que ces interdictions sont de nature à contribuer sinon à une réduction du nombre de fumeurs, à tout le moins à la stabilisation de celui-ci, surtout parmi les jeunes; ce constat s'impose d'autant plus que, comme il a été relevé lors des travaux préparatoires, ces interdictions s'insèrent dans un ensemble de mesures, telle l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

B.13.2. En ce que l'interdiction de publicité est étendue aux produits de marque qui doivent principalement leur notoriété à un produit du tabac, produits dits de diversification, la mesure est pertinente au regard des objectifs poursuivis par le législateur. En effet, quel que soit le but de la commercialisation de produits sous le nom de marque d'un produit de tabac connu, la publicité faite en faveur de ces produits a aussi pour effet de promouvoir la marque et s'analyse donc comme une forme indirecte de publicité en faveur des produits du tabac.

B.14.1. Des parties requérantes reprochent à la loi attaquée de n'avoir pas étendu aux produits de diversification du tabac les exceptions prévues au 2<sup>o</sup> de l'article 7, § 2*bis*, nouveau, de la loi du 24 janvier 1977.

B.14.2. La Cour doit préalablement examiner si les exceptions précitées peuvent être justifiées.

B.15.1. Il est difficilement praticable de vendre - dans une partie des cas comme source principale de recettes -, des produits du tabac sans l'annoncer, de telle sorte qu'une interdiction de publicité, dans les magasins de tabac et les magasins de journaux, aurait été difficilement justifiable à l'égard d'un produit dont la vente est libre.

La Cour observe par ailleurs que la directive 98/43/CE du 6 juillet 1998, en son article 3, paragraphe 5, prévoit une exception de même nature, en disposant qu'elle n'est pas applicable à « la présentation des produits du tabac mis en vente et à l'affichage de leur prix aux points de vente du tabac ».

B.15.2. En conclusion, cette exception à l'interdiction de publicité pour le tabac est justifiée.

B.16. Les exceptions relatives à la publicité faite dans les journaux et périodiques étrangers et dans le cadre de communications au public d'événements qui se déroulent à l'étranger, ne sont pas davantage dénuées de fondement. Outre les contraintes résultant de la libre circulation dans la Communauté européenne des marchandises et des services et les limites de sa propre compétence, le législateur a pu raisonnablement considérer, d'une part, que l'importation de journaux et de périodiques ou la communication d'événements se déroulant à l'étranger n'avaient pas pour objet, en tant que telles, de promouvoir la consommation du tabac B et a d'ailleurs omis de l'exception l'hypothèse inverse où tel serait le cas B, d'autre part, que l'impact de ces formes de publicité, s'agissant des médias écrits, était suffisamment limité pour pouvoir être négligé; par ailleurs, il a pu prendre en considération le fait que ces exceptions seraient amenées, à terme, à voir leur portée substantiellement réduite en ce qui concerne les autres Etats membres de l'Union européenne.

B.17. Par contre, en ce que la loi du 10 décembre 1997 ne rend pas applicables, aux personnes auxquelles s'applique l'interdiction de publicité relative aux produits de marques liées au tabac, les exceptions dont bénéficient les personnes concernées par l'interdiction de publicité relative aux produits du tabac, le Conseil des ministres n'indique pas B et la Cour n'aperçoit pas B les motifs de nature à justifier la différence de traitement qui en résulte entre ces deux catégories de personnes.

Il s'ensuit que l'article 7, § 2bis, 3°, nouveau, de la loi du 24 janvier 1977, en ce qu'il ne prévoit pas, s'agissant des produits de marques liées aux produits du tabac, d'exceptions similaires à celles prévues au 2° de la disposition précitée, viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

*En ce qui concerne les conséquences de la mesure attaquée*

*Quant à la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec d'autres dispositions*

B.18. Les parties requérantes allèguent que les interdictions de publicité attaquées portent atteinte à plusieurs droits ou libertés fondamentaux garantis, selon le cas, par la Constitution, par la Convention européenne des droits de l'homme et par le Traité instituant la Communauté européenne; selon les parties requérantes, seraient ainsi affectés la liberté de commerce et d'industrie, la liberté d'expression, la liberté de la presse, le droit de propriété, la libre circulation des marchandises et des services ainsi que le droit des marques.

Le non-respect de ces libertés est invoqué soit pour étayer le caractère disproportionné de l'interdiction au regard des objectifs poursuivis par le législateur, soit au titre de libertés dont certaines catégories de personnes seraient privées de manière discriminatoire.

L'une et l'autre de ces démarches étant de nature à aboutir au même constat de violation ou de non-violation du principe d'égalité, la Cour les examinera ensemble.

*Quant au principe de liberté de commerce et d'industrie*

B.19. Selon l'ensemble des parties requérantes, la loi du 10 décembre 1997 rend impossibles ou difficilement praticables diverses activités, parmi lesquelles sont désignés certains commerces, l'activité publicitaire, l'édition de journaux ou de périodiques et l'organisation de manifestations sportives - en particulier les sports automoteurs.

B.20. La liberté de commerce et d'industrie ne peut être conçue comme une liberté absolue. Le législateur compétent peut être amené - que ce soit dans le secteur économique ou dans d'autres secteurs B à limiter la liberté d'action des personnes ou entreprises, ce qui aura nécessairement une incidence sur la liberté de commerce et d'industrie. Il ne violerait la liberté de commerce et d'industrie que s'il limitait cette liberté sans qu'existe une quelconque nécessité pour le faire ou si cette limitation était manifestement disproportionnée au but poursuivi.

B.21.1. La viabilité des commerces autres que les commerces de tabac et ceux qui vendent des produits de diversification mais qui vendent accessoirement du tabac et de tels produits ne dépend normalement pas des seules recettes liées à la publicité en faveur des produits du tabac. Cette publicité ne peut constituer un élément essentiel de l'exercice de cette activité.

La Cour rappelle que la loi du 10 décembre 1997 soustrait dans une certaine mesure à l'interdiction de publicité les magasins de tabac et les magasins de journaux qui vendent des produits du tabac et que le principe d'égalité commande qu'il soit fait de même en ce qui concerne les commerces offrant en vente des produits de diversification.

Le législateur a donc pu raisonnablement ne pas prévoir de telles exceptions pour ces autres commerces.

B.21.2. En ce qui concerne l'incidence des mesures en cause sur le secteur de la publicité, les quatre requérants se réfèrent à une déclaration faite lors des travaux préparatoires par le représentant de l'industrie du tabac entendu en Commission de la Chambre (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 346/4, p. 21) :

« Une interdiction éventuelle de la publicité pour le tabac ne sera pas directement préjudiciable à l'industrie du tabac mais bien plus aux entreprises publicitaires. Financièrement, on pourrait même dire que l'industrie du tabac sera même avantagée en raison du fait qu'elle ne devra plus investir dans la publicité. »

L'incidence financière des mesures contestées pour le secteur de la publicité a été évaluée à 815 millions, soit 1,8 p.c. des dépenses totales de publicité (*Doc. parl.*, Sénat, 1997-1998, n° 1-520/14, p. 17), sans que ce chiffre ne soit contesté par le secteur intéressé.

Si l'importance de cette perte financière pour le secteur - à supposer d'ailleurs que celle-ci atteigne effectivement l'évaluation précitée - ne peut être niée, il n'apparaît pas toutefois qu'elle affecte de façon disproportionnée la liberté de commerce et d'industrie. En effet, une perte moyenne de 1,8 p.c. du chiffre d'affaires ne peut être considérée comme mettant en cause la viabilité financière du secteur, d'autant plus qu'il n'est pas déraisonnable de considérer que celle-ci puisse être compensée, ne fût-ce qu'en partie, par d'autres marchés. La Cour observe que la mise en balance de la perte financière subie par le secteur avec l'importance des effets du tabac sur la santé n'aboutit pas au constat que les interdictions de publicité en cause seraient disproportionnées au regard du principe de liberté de commerce et d'industrie.

B.21.3. Cette même considération vaut pour le secteur de la presse écrite d'autant plus que la mesure attaquée perdrait toute efficacité si elle n'était pas applicable à ce secteur.

B.21.4. Il résulte de ce qui précède que les conséquences financières éventuelles subies par les secteurs de la publicité, de la presse écrite et par les commerces autres que ceux du tabac et des produits de diversification, ne peuvent être considérées comme portant une atteinte disproportionnée à la liberté de commerce et d'industrie.

B.22.1. Les parties requérantes soutiennent également que les interdictions de publicité pour et de parrainage par les produits du tabac rendent impossible l'organisation de manifestations - en particulier des sports automobiles - actuellement financées ou parrainées par le secteur du tabac; certaines parties requérantes critiquent plus particulièrement le fait qu'un sort distinct n'ait pas été réservé aux manifestations de renommée mondiale et le fait que, pour celles-ci, il n'ait pas été fait usage de la faculté de reporter l'entrée en vigueur des interdictions précitées, faculté prévue par l'article 6, paragraphe 3, de la directive 98/43/CE du 6 juillet 1998.

B.22.2. Il y a lieu de vérifier si, par leurs effets, les interdictions en cause présentent un rapport raisonnable de proportionnalité avec les objectifs poursuivis.

B.22.3. A cet égard, il y a lieu de distinguer les événements et activités organisés au niveau mondial et les autres événements et activités.

B.23.1. Le législateur peut estimer que les pertes financières et les pertes d'emploi qui en résultent inévitablement ne sauraient en principe être disproportionnées, même si elles sont importantes, dès lors qu'elles sont le prix d'une mesure protégeant efficacement la santé. Il n'est d'ailleurs nullement tenu de faire usage de la simple faculté, prévue par la directive 98/43/CE du 6 juillet 1998, de différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de celle-ci. Mais étant donné que les autres Etats membres de l'Union européenne peuvent faire usage de la faculté non exceptionnelle de différer en ce qui concerne le parrainage l'application de l'article 6, paragraphe 3, de la directive 98/43/CE du 6 juillet 1998 jusqu'à deux ans après le 30 juillet 2001, le risque allégué d'une délocalisation d'activités ou manifestations dont l'organisation ne relève pas d'une initiative nationale et se distingue par une portée mondiale ne peut être négligé, même si la Cour est consciente que certains utilisent ce risque pour faire pression sur l'autorité.

De telles manifestations ou activités sont vues surtout par voie de retransmission télévisée par un public extrêmement large, dont fait partie la population belge. La directive 98/43/CE du 6 juillet 1998 a d'ailleurs reconnu qu'elles posaient un problème spécifique, en prévoyant en son article 6, paragraphe 3, que la mise en application de l'interdiction pouvait, dans certaines limites, être différée, pour les « événements ou activités organisés au niveau mondial ». Ainsi seules les personnes assistant physiquement aux quelques activités organisées en Belgique échapperont aux effets de la publicité et du parrainage en cause, alors qu'un nombre beaucoup plus élevé de téléspectateurs continueront d'être touchés lors de la retransmission télévisée des activités de même type se déroulant à l'étranger et échapperont encore à l'interdiction.

En ce qui concerne certaines des manifestations et activités touchées par la mesure, l'efficacité de celle-ci est donc considérablement réduite.

Compte tenu de cette inefficacité relative et, d'autre part, des conséquences économiques, financières et sociales qu'un déplacement de ces activités entraînerait localement sans alternative compensatoire, la mesure est disproportionnée dans l'état actuel des choses.

B.23.2. Il s'ensuit qu'en prévoyant l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi avant le 31 juillet 2003, la loi attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

Pour les motifs exposés ci-dessus, il y a lieu de limiter l'annulation à l'applicabilité de cette loi aux événements ou activités organisés au niveau mondial.

*Quant aux articles 19 et 25 de la Constitution et à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme*

B.24.1. Selon les parties requérantes, les interdictions de publicité relative aux produits à base de tabac et aux produits de marque affecterait la liberté d'expression garantie par les dispositions précitées, et ce au détriment, selon le cas, des prestataires et des bénéficiaires de cette publicité.

B.24.2. L'article 19 de la Constitution garantit la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de cette liberté. L'article 25 garantit la liberté de la presse; à cette fin, il prohibe la censure et le cautionnement et institue un régime de responsabilité en cascade. L'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme garantit pour sa part la liberté d'expression, en incluant dans celle-ci la liberté d'opinion, d'une part, et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations et des idées, d'autre part.

La liberté d'expression n'est toutefois pas absolue. Il résulte des articles 19 et 25 précités combinés avec l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 19, paragraphe 3, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que la liberté d'expression peut être soumise à certaines restrictions prévues par la loi, qui constituent, dans une société démocratique, des mesures nécessaires à la protection des objectifs explicitement mentionnés dans les dispositions conventionnelles précitées.

B.24.3. Bien que les informations de caractère commercial fassent partie du champ d'application des dispositions précitées, il n'apparaît pas toutefois que les interdictions qu'édicte en la matière la loi du 10 décembre 1997, s'agissant des produits du tabac et des produits de marques qui y sont liées, excèdent les limites et conditions dans lesquelles le législateur peut restreindre la liberté d'expression.

B.24.4. La protection de la santé figure expressément, aux termes de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, parmi les intérêts de nature à justifier des restrictions à la liberté d'expression. Il reste dès lors à examiner si elles peuvent être considérées comme « nécessaires dans une société démocratique », au sens de l'article 10, paragraphe 2, précité.

B.24.5. Ainsi qu'il est exposé au B.3.1, l'interdiction de publicité pour les produits du tabac répond à un besoin social impérieux et peut, en conséquence, être considérée comme satisfaisant aux exigences de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec les articles 19 et 25 de la Constitution et avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ne peuvent être accueillis.

*Quant à l'article 16 de la Constitution et à l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, d'une part, et à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (article 6quinquies, B) et de la directive 89/104/CEE du 21 décembre 1988 concernant le rapprochement des législations relatives aux marques de fabrique des Etats membres (article 3), d'autre part*

B.25. Contrairement à ce qu'allèguent certains requérants, l'interdiction en cause ne constitue dans aucun de ses éléments une des mesures tombant dans le champ d'application des dispositions invoquées.

Les moyens ne peuvent être accueillis.

*Quant aux articles 28 à 30 (anciennement 30 à 36) et 49 à 55 (anciennement 59 à 66) du Traité instituant la Communauté européenne*

B.26. Même à supposer que les interdictions de publicité attaquées portent atteinte aux articles 28 et 49 du Traité C.E., la Cour - prenant en considération le fait que la publicité constitue, selon la jurisprudence de la Cour de justice, une « modalité de vente » le fait que les interdictions n'ont pas pour objet de régir les échanges de marchandises entre Etats membres et le fait que ces interdictions ont, en fait comme en droit, la même influence sur la commercialisation des produits nationaux et sur celle des produits provenant des Etats membres - considère que les interdictions attaquées sont conformes au droit communautaire en raison de l'importance que celui-ci réserve à la protection de la santé publique, notamment à l'article 30 du Traité C.E.

Les moyens ne peuvent être accueillis.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule le paragraphe 2bis, 3°, de l'article 7 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac, en ce que des exceptions analogues à celles prévues au 2° de cette disposition ne sont pas prévues en ce qui concerne l'interdiction de publicité relative à des produits dont la marque doit principalement sa notoriété à un produit de tabac;

2. annule l'article 6 de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac en tant qu'il s'applique avant le 31 juillet 2003 aux événements et activités organisés au niveau mondial;

3. rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 septembre 1999.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 99 — 3292

[C - 99/21491]

#### Arrest nr. 102/99 van 30 september 1999

Rolnummers 1321, 1332 en 1386 tot 1391

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten, ingesteld door de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. *Onderwerp van de beroepen*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 april 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 april 1998, heeft de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, met maatschappelijke zetel te 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3, 5 en 6 van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1998).

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1321 van de rol van het Hof.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 april 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 april 1998, heeft de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, met maatschappelijke zetel te 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3, 5 en 6 van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1998).

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1332 van de rol van het Hof.

c. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 7, 10 en 11 augustus 1998 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 10, 11 en 12 augustus 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 februari 1998) door :

- de n.v. Tabacofina Vander Elst, met maatschappelijke zetel te 2650 Edegem, Prins Boudewijnlaan 43, de n.v. Compagnie indépendante des tabacs, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Georges Rodenbachlaan 29, de v.z.w. Belux Tabacco Vending Association, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Franz Merjaystraat 177, de b.v.b.a. Geboers Racing Promotion, met maatschappelijke zetel te 2400 Mol, Smallestraat 10, de v.z.w. Sportclub « Ons Genoegen » Motocross Grand Prix Promotors, met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Havermarkt 30, bus 1;

- de vennootschap Worldwide Brands Inc. (afgekort W.B.I.), vennootschap naar het recht van de deelstaat Delaware, met maatschappelijke zetel te Wilmington, Delaware (Verenigde Staten van Amerika), de vennootschap naar Duits recht Salamander AG, met maatschappelijke zetel te 70806 Kornwestheim (Bondsrepubliek Duitsland), Stammheimer Straße 10, de b.v.b.a. Actual Media, met maatschappelijke zetel te 8000 Brugge, Gulden Vlieslaan 42, de c.v. Toon Van Grinsven Agenturen, met maatschappelijke zetel te 3140 Keerbergen, Boolsstraat 99, de vennootschap naar Italiaans recht Agenzia d'Elite s.n.c., met maatschappelijke zetel te Rimini (Italië), Via Sordi 6;

- de v.z.w. M.C. Beringse Motor Club, met maatschappelijke zetel te 3585 Paal, Schaffensesteenweg 155;

- de c.v.b.a. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps, met maatschappelijke zetel te 4970 Stavelot, route du Circuit 55, de provincie Luik, met kantoren te 4000 Luik, place Saint-Lambert 18, de stad Spa, met kantoren te 4900 Spa, rue de l'Hôtel de Ville 44, de stad Malmédy, met kantoren te 4960 Malmédy, rue J. Steinbach, de stad Stavelot, met kantoren te 4970 Stavelot, Cour de l'Hôtel de Ville 1;

- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1386, 1387, 1388, 1389, 1390 en 1391 van de rol van het Hof.

## II. De rechtspleging

### a. In de zaken met rolnummers 1321 en 1332

Bij beschikkingen van 6 en 29 april 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 13 mei 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

De bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven berichten zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1998 en 20 mei 1998.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief.

### b. In de zaken met rolnummers 1386 tot 1391

Bij beschikkingen van 10, 11 en 12 augustus 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 16 september 1998 heeft het Hof de zaken met rolnummers 1386 tot 1391 gevoegd bij de reeds samengevoegde zaken met rolnummers 1321 en 1332.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 3 november 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 november 1998.

Memories zijn ingediend door :

- de v.z.w. Nationale Federatie der Informatieweekbladen, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Paepsemalaan 22, bus 6, de n.v. De Persgroep, met maatschappelijke zetel te 1730 Asse, Brusselsteenweg 347, de n.v. Mediaxis, met maatschappelijke zetel te 2018 Antwerpen, Jan Blockxstraat 7, en de n.v. Roularta Media Group, met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Meiboomlaan 33, bij op 17 december 1998 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Automobielclub Targa Florio, met maatschappelijke zetel te 8900 Ieper, Frenchlaan 2, bij op 17 december 1998 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Fédération du tourisme de la province de Liège, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, boulevard de la Sauvenière 77, bij op 17 december 1998 ter post aangetekende brief;

- de Ministerraad, bij op 18 december 1998 ter post aangetekende brief.

### c. In alle zaken

Bij beschikkingen van 29 september 1998 en 30 maart 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 3 april 1999 en 3 oktober 1999.

Van de memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 23 februari 1999 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de vennootschap naar het recht van de deelstaat Delaware Worldwide Brands Inc. en anderen, bij op 22 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de n.v. Tabacofina Vander Elst en anderen, bij op 23 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de Waalse Regering, bij op 23 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Automobielclub Targa Florio, bij op 24 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de c.v.b.a. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps en anderen, bij op 24 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. M.C. Beringse Motor Club, bij op 24 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, bij op 24 maart 1999 ter post aangetekende brief;

- de Ministerraad, bij op 25 maart 1999 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 31 maart 1999 heeft het Hof de partijen verzocht het Hof te informeren over het financiële gevolg (verlies van ontvangsten, het aandeel daarvan in de omzet, het tekort dat uit de afschaffing ervan voortvloeit en de aangewende compensatiemiddelen) van het verbod van de reclame voor en de sponsoring vanwege tabaksproducten voor de verschillende geciteerde activiteiten, in het bijzonder ten aanzien van de - met name sportieve - evenementen van wereldniveau en ten aanzien van de Belgische kranten en tijdschriften, in een uiterlijk op 26 april 1999 in te dienen aanvullende memorie.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 2 april 1999 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 1 april 1999 heeft voorzitter M. Melchior de zaken voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van 1 april 1999 heeft het Hof het verzoek ingewilligd van rechter P. Martens die van oordeel was zich te moeten onthouden omdat er tegen hem een reden van wraking kan bestaan.

Aanvullende memories zijn ingediend door :

- de v.z.w. Federatie der Belgische Magazines, voorheen Nationale Federatie der Informatieweekbladen, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Automobielclub Targa Florio, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de n.v. Tabacofina Vander Elst en anderen, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de vennootschap naar het recht van de deelstaat Delaware Worldwide Brands Inc., bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. M.C. Beringse Motor Club, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de c.v.b.a. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps en anderen, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief;

- de Waalse Regering, bij op 26 april 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 9 juni 1999 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter G. De Baets wettig verhinderd was zitting te nemen.

Bij beschikking van 9 juni 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 30 juni 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 10 juni 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 30 juni 1999 :

- zijn verschenen :

. Mr. P. Boucquey *loco* Mr. E. Gillet, advocaten bij de balie te Brussel, voor de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse en de v.z.w. M.C. Beringse Motor Club;

. Mr. D. Putzeys, advocaat bij de balie te Brussel, en Mr. J. Putzeys, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor de n.v. Tabacofina Vander Elst en anderen;

. Mr. F.P. Louis, advocaat bij de balie te Brussel, voor de vennootschap naar het recht van de deelstaat Delaware Worldwide Brands Inc. en anderen;

. Mr. D. Matray en Mr. P. Lejeune, advocaten bij de balie te Luik, voor de c.v.b.a. Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps en anderen en de v.z.w. Fédération du tourisme de la province de Liège;

. Mr. L. Misson en Mr. B. Borbouse, advocaten bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;

. Mr. P. Maeyaert en Mr. E. Gybels, advocaten bij de balie te Brussel, voor de v.z.w. Federatie der Belgische Magazines, de n.v. De Persgroep en de n.v. Roularta Media Group;

. Mr. A. Coppens, advocaat bij de balie te Kortrijk, voor de v.z.w. Automobiëclub Targa Florio;

. Mr. J.-L. Jaspar en Mr. C. Delcorde, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en M. Bossuyt verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Wat betreft de ontvankelijkheid*

A.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid, geheel of gedeeltelijk, van verscheidene beroepen.

In de zaken met rolnummers 1321 en 1332 voert de Ministerraad de ontstentenis van rechtspersoonlijkheid van de verzoekende partij aan, om reden dat niet zou worden aangetoond dat de door de wet van 27 juni 1921 voorgeschreven formaliteiten in acht zijn genomen.

Bovendien betwist de Ministerraad in de zaken met rolnummers 1321, 1332, 1386, 1387, 1389 en 1390 het belang van sommige verzoekende partijen omdat zij, naar gelang van het geval, niet rechtstreeks en ongunstig door de betwiste normen zouden worden geraakt of omdat het door hen aangevoerde nadeel niet rechtstreeks uit die normen zou voortvloeien.

*Ten gronde*

A.2. De verzoekende partijen voeren ter staving van hun beroepen, in hun geheel beschouwd, de schending aan, enerzijds, van bevoegdheidsregels en, anderzijds, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De schending van de artikelen 10 en 11 wordt, naar gelang van het geval, afzonderlijk of in samenhang met andere - hoofdzakelijk grondwettelijke of internationale - bepalingen aangevoerd.

*Wat betreft de inachtneming van de bevoegdheidsregels*

A.3.1. Een eerste groep van middelen voert de schending aan van de artikelen 127 en 130 van de Grondwet, van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen (zaken met rolnummers 1386 en 1387, eerste middel; zaak met rolnummer 1391, vierde middel).

In zoverre de wet de mededelingen en de handelsreclame op radio en televisie regelt, maakt zij inbreuk op de gemeenschapsbevoegdheid ter zake; bovendien overschrijdt zij, in zoverre zij de sponsoring door tabaksproducten reglementeert, de federale bevoegdheid die is omschreven met verwijzing naar de wet van 24 februari 1977, aangezien die wet zich beperkt tot de normalisering van de enkele reclame.

A.3.2. Voor de Ministerraad blijkt zowel uit de rechtsleer als uit de rechtspraak B van de Raad van State en van het Arbitragehof B dat de reglementering van de reclame betreffende tabak en tabaksproducten onder de bevoegdheid valt van de federale overheid, ondanks de gemeenschapsbevoegdheid inzake audiovisuele media.

A.4.1. Een tweede groep van middelen voert de schending aan van artikel 39 van de Grondwet, van artikel 143, § 1, van de Grondwet (beginsel van de federale loyauteit) en van de artikelen 6, § 1, VI en IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (zaken met rolnummers 1321 en 1332, vierde middel; zaak met rolnummer 1390, laatste middel; zaak met rolnummer 1391, vierde middel).

De betwiste bepalingen schenden het evenredigheidsbeginsel dat wordt opgelegd aan elke wetgever in de uitoefening van zijn bevoegdheden, een beginsel waaraan het beginsel van de federale loyauteit wordt gehecht; gezien de rampzalige economische, sociale en financiële gevolgen die de wet van 10 december 1997 voor het Waalse Gewest zal hebben, doet die wet immers op onevenredige wijze afbreuk aan de in het middel geciteerde gewestbevoegdheden doordat zij op substantiële wijze de uitoefening daarvan raakt. Volgens de verzoekende partijen in de zaken met rolnummer 1390, raakt de betwiste wet eveneens de uitoefening van de gemeenschapsbevoegdheden inzake de bevordering van sport en toerisme.

A.4.2. Naast het feit dat het beginsel van de federale loyauteit, volgens hem, niet een bevoegdheidsregel is, betwist de Ministerraad dat de deelentiteiten bevoegdheden worden ontzegd die de hunne zijn en betwist hij eveneens de omvang van het zogenaamde aan het Waalse Gewest berokkende nadeel; de Ministerraad acht de wet hoe dan ook verantwoord ten aanzien van de doelstelling van bescherming van de volksgezondheid, die voorrang moet hebben op private economische belangen.

*Wat betreft de inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet*

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd*

A.5. De verzoekende partijen in de zaken met rolnummers 1386 en 1387 (zesde tot achtste middel), 1388 (tweede middel) en 1390 (*partim*) voeren aan dat de wet van 10 december 1997 verscheidene verschillen in behandeling maakt die strijdig zijn met het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel.

A.6.1. In de eerste plaats wordt het verschil in behandeling betwist dat wordt gemaakt tussen tabak en de andere producten bedoeld in de wet van 24 januari 1977, zowel op het vlak van de normen waardoor ze worden geregeld en dat van de gereglementeerde gedragingen als op het vlak van het strenge karakter van de toepasbare sancties.

A.6.2. De Ministerraad stelt dat, aangezien de Koning bij machtiging vanwege de wetgever kon optreden, laatstgenoemde *a fortiori* zelf kan optreden, des te meer gelet op het nagestreefde hogere belang - de bescherming van de volksgezondheid B en de uitvoering die, op intern vlak, moet worden gegeven aan de richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998.

Indien de wetgever ook de sponsoring en de afgeleide producten heeft gereglementeerd B en niet alleen de reclame B is dat overigens om zich naar de voormelde richtlijn te gedragen. Zowel voor de interne wetgever als voor de gemeenschapswetgever, is sponsoring nauw verbonden met de reclame en is ze tenslotte slechts een van de vormen daarvan. De producten zijn echter verschillend, wat verantwoordt dat zij verschillend kunnen worden behandeld.

Ten slotte, wat het verschil in strengheid inzake de sancties betreft, verantwoordt de ernst van het probleem B zowel op het vlak van de gezondheid als op het vlak van de kostprijs ervan voor de sociale zekerheid - dat de sancties verzwaaard zijn; er wordt opgemerkt dat die verzwaaarde sanctie in overeenstemming is met artikel 4 van de voormelde richtlijn.

A.7.1. In de zaak met rolnummer 1388 voeren de verzoekende partijen aan dat artikel 3 van de wet van 10 december 1997, doordat het in de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers een paragraaf *2bis*, 3°, invoert, in tweevoudig opzicht discriminerend is : die bepaling discrimineert de verzoekers ten aanzien van personen die, enerzijds, concurrerende producten en, anderzijds, tabaksproducten, op de markt brengen en promoten, aangezien in bepaalde gevallen reclame mogelijk blijft wat die laatste betreft.

A.7.2. Voor de Ministerraad impliceert de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling van volksgezondheid B die zowel door de Grondwet als door het Verdrag van Rome wordt beschermd B noodzakelijkerwijze dat ook de onrechtstreekse reclame wordt bedoeld die wordt gemaakt via allerlei diversifiëringsproducten, die in bepaalde opzichten nog schadelijker blijkt dan de rechtstreekse reclame.

A.8.1. In de zaak met rolnummer 1390 voeren de verzoekende partijen een dubbele discriminatie aan. Enerzijds, discrimineert de wet van 10 december 1997 de organisatoren van sportmanifestaties die hoofdzakelijk worden gefinancierd door de tabakssector ten opzichte van diegenen die manifestaties organiseren die door andere sponsors worden gefinancierd; anderzijds, behandelt zij, ten onrechte, de manifestaties die op wereldvlak of op internationaal vlak worden georganiseerd en die welke op een beperkter niveau, nationaal of lokaal, worden georganiseerd, op identieke wijze.

Wat de relevantie betreft, betwisten de verzoekers, op wetenschappelijk vlak, het noodzakelijke verband dat wordt gelegd tussen de tabaksreclame en de nicotinevergiftiging; bovendien zouden de in het geding zijnde maatregelen niet van dien aard zijn dat ze de druk vanwege de reclame op de Belgische burger, toeschouwer van automobielwedstrijden, werkelijk doet verminderen, aangezien hij de wedstrijden die diegene zullen vervangen die voordien in België werden gehouden (waaronder de Grote Prijs van Spa-Francorchamps), op de buitenlandse televisiezenders zal volgen, ten aanzien waarvan het in het geding zijnde verbod niet wordt toegepast.

Anderzijds, bekritisieren de verzoekers, op het vlak van de evenredigheid, de economische en sociale kostprijs, terwijl ze die nader bepalen, en de uit de wet voortvloeiende inbreuken op de vrijheid van meningsuiting, op de vrijheid van handel en nijverheid en op de federale loyaliteit.

A.8.2. Voor de Ministerraad heeft de wet niet tot doel de organisatie van sportwedstrijden te reglementeren en vloeit het mogelijke nefaste gevolg ervan in het bijzonder voort uit het feit dat de verzoekers zich ervan onthouden andere sponsors te zoeken. Ten aanzien van het nagestreefde doel, is het verantwoord de door de tabaksindustrie gefinancierde wedstrijden te beogen zonder dat redelijkerwijze een onderscheid kan worden gemaakt, naar gelang van hun belang, onder de verschillende wedstrijden.

Het verbod op tabaksreclame gaat gepaard met een geheel van andere maatregelen van volksgezondheid die ertoe strekken de ernstige negatieve gevolgen die uit het tabaksverbruik voortvloeien te beperken : een beleid dat ertoe strekt het verbruik van tabak te ontraden, dat in het bijzonder tot de jongeren is gericht, een beperking van het aantal plaatsen waar het is toegestaan te roken of nog hulpverlening aan personen die wensen te stoppen met roken. Bovendien staft de Ministerraad de doeltreffendheid van de maatregel op wetenschappelijk vlak met verscheidene studies, nationale en internationale, en met de uiteenzetting over het sterftecijfer dat is toe te schrijven aan tabak.

De Ministerraad onderstreept bovendien dat België zich alleen maar heeft geschikt naar de Europese richtlijn van 6 juli 1998, welke eveneens B uiterlijk op 30 juli 2001 B elke vorm van reclame of sponsoring verbiedt. Die richtlijn staat de Lid-Staten overigens toe ze sneller om te zetten en strikter te zijn en definieert daarentegen op restrictieve wijze de gevallen waarin de inwerkingtreding kan worden uitgesteld. Het feit dat de Belgische wetgever die mogelijkheid van tijdelijke afwijking niet heeft gebruikt, kan niet als foutief worden beschouwd.

De verminderde druk vanwege de reclame op de Belgische burger wordt reëel geacht, aangezien met name de « Grote Prijzen » in landen worden georganiseerd die eveneens de reclame voor tabak verbieden, en aangezien bovendien de Europese wetgeving de reclame voor tabak op de televisie verbiedt.

De economische kostprijs, die de verzoekende partijen op 1,15 miljard frank ramen, wordt betwist door de Ministerraad, die erop wijst dat hoe dan ook die kostprijs moet worden afgewogen tegen de verschillende, nog hogere, kosten die aan nicotinevergiftiging zijn verbonden op het vlak van de volksgezondheid en op sociaal en financieel vlak.

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid*

A.9.1. Dat middel wordt in alle beroepen aangevoerd, soms met bepaalde specifieke kenmerken (met name de combinatie met artikel 23 van de Grondwet of het merkenrecht).

Er wordt aangevoerd dat verscheidene activiteiten op discriminerende wijze door de in het geding zijnde wet worden geraakt, aangezien zij onmogelijk of moeilijk uitvoerbaar worden gemaakt, in tegenstelling tot ermee vergelijkbare activiteiten : de organisatoren van wedstrijden van automobielsport in vergelijking met de organisatoren van andere sport- en culturele evenementen; de organisatoren van door de tabaksindustrie gefinancierde sportmanifestaties in vergelijking met die welke dat niet zijn; de fabrikanten zoals de Belgische kranten en tijdschriften in vergelijking met de buitenlandse; de andere winkels dan die welke tabak en kranten verkopen; de dienstverleners en



de « dragers » (media, organisatoren van evenementen, aanplakkers, enz.) van commerciële mededelingen in vergelijking met de andere economische actoren; de producenten van goederen van merken die met tabak verbonden zijn (de zogenaamde « diversifiëringsproducten ») in vergelijking met diegenen die dat niet zijn.

De ontstentenis van de relevantie van de betwiste maatregelen ten aanzien van de aangevoerde doelstelling van volksgezondheid, evenals hun gebrek aan evenredigheid, met name hun voorbarig karakter ten aanzien van de omzettingstermijnen die zijn toegestaan bij de Europese richtlijn, worden eveneens in het kader van dat middel aangevoerd.

A.9.2. Naast de algemene argumentering die is uiteengezet als antwoord op de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet afzonderlijk beschouwd (cf. *supra* A.8.2, tweede tot vierde alinea), onderstreept de Ministerraad het feit dat de vrijheid van handel en nijverheid geen absolute vrijheid is, zodat de wetgever ze bijgevolg kan beperken om redenen die, zoals te dezen, zijn afgeleid uit de volksgezondheid.

A.9.3. Wat betreft de beperkingen die de in het geding zijnde wet de organisatie van sportwedstrijden zou opleggen, verwijst de Ministerraad naar de manifestaties die in andere landen worden georganiseerd waar hetzelfde verbod bestaat, en naar het bestaan van andere sponsors dan de tabaksindustrie waarop een aantal andere sporten dan de automobielsport een beroep doen.

De Ministerraad vraagt zich bovendien af welke stappen werkelijk door de verzoekende partijen in de zaken met rolnummers 1321, 1332 en 1389 zijn ondernomen om andere sponsors dan de tabaksindustrie te vinden.

A.9.4. Wat betreft de uitzondering die de buitenlandse kranten en tijdschriften B en bijgevolg de fabrikanten B genieten, die is verantwoord, enerzijds, met inachtneming van de Europese richtlijn en rechtspraak en, anderzijds, door de vaststelling dat, aangezien die kranten en tijdschriften weinig of geen reclame voor tabak bevatten, het verbod op hun verspreiding een buitensporige inbreuk op de persvrijheid zou hebben betekend. Wat betreft de mededelingen op de televisie wordt bovendien opgemerkt dat de richtlijn « Televisie zonder grenzen » reclame voor tabak en tabaksproducten verbiedt, met inbegrip dus voor bijna alle zenders die in België kunnen worden ontvangen.

A.9.5. Wat betreft de uitzondering die de tabaks- en krantenhandelaars genieten, merkt de Ministerraad op dat, aangezien het gaat om winkels waar men uitsluitend B of in ruime mate B tabak verkoopt, de te hunnen gunste ingevoerde uitzondering niet een ander cliënteel dat reeds voor tabak gewonnen was dreigde aan te tasten, in tegenstelling tot het verschillende geval van de verkoop van tabak in warenhuizen. Bovendien wordt opgemerkt dat in dezelfde uitzondering is voorzien in artikel 5 van de richtlijn van 7 juli 1998.

A.9.6. Wat betreft ten slotte de aangebrachte beperkingen op het recht om reclame te maken voor de met tabak verbonden diversifiëringsproducten, voert de Ministerraad aan dat het de doelstelling is geweest enkel de merken te beogen waarvoor tabak een overheersende plaats inneemt in het gamma van hun producten; het oorspronkelijke ontwerp van artikel 3 van de wet was bovendien veel strenger. De in aanmerking genomen criteria zijn objectief en het verbod dat eruit voortvloeit is evenredig met de nagestreefde essentiële doelstelling van bescherming van de volksgezondheid.

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 19 van de Grondwet en artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens*

A.10.1. Dat middel wordt aangevoerd in alle beroepen, waarbij, in het beroep in de zaak met rolnummer 1388, bovendien artikel 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten in samenhang wordt gelezen met de voormelde bepalingen.

Volgens de verzoekende partijen beschermen artikel 19 van de Grondwet en artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, zoals geïnterpreteerd door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, de vrijheid van mening en van meningsuiting en zijn ze van toepassing op elke soort boodschap, ook commerciële boodschappen.

De verzoekende partijen voeren aan dat verscheidene categorieën van personen, op discriminerende wijze, het voordeel van het genot van de voormelde vrijheden wordt ontzegd; volgens hen kunnen de motieven afgeleid uit de bescherming van de volksgezondheid dergelijke inbreuken niet verantwoorden, gelet op het ongeschikte en absolute B dus buitensporige - karakter van de in het geding zijnde verbodsbepalingen. Het gaat in de eerste plaats om personen die commerciële boodschappen in verband met producten op basis van tabak uitdrukken of ontvangen, in tegenstelling tot wat het geval is voor de andere producten. Vervolgens gaat het om de eigenaars van merken die hun bekendheid te danken hebben aan een tabaksproduct, de houders van vergunningen die betrekking hebben op die producten en reclameagenten die ermee belast zijn ze te promoten, aan wie het verbod wordt opgelegd reclame te maken voor die producten, in tegenstelling tot andere merken.

A.10.2. Wat betreft de reclame voor die diversifiëringsproducten, betwisten de verzoekende partijen in de eerste plaats dat die tot doel heeft onrechtstreekse reclame te maken voor tabak. Bovendien, aangezien de weerslag van de rechtstreekse reclame voor tabak op het verbruik daarvan wetenschappelijk betwist wordt, is *a fortiori* het gevolg ten aanzien van de reclame voor diversifiëringsproducten zijnerzijds helemaal betwistbaar; op het vlak van de evenredigheid onderstrepen de verzoekende partijen dat het verbod dat betrekking heeft op de diversifiëringsproducten strikter blijkt dan het verbod in verband met de tabaksproducten, aangezien de uitzonderingen die laatstgenoemde genieten niet van toepassing zijn op eerstgenoemde. Bovendien wordt gewezen op het bestaan van gedragscodes die bestemd zijn om elk risico van verwarring van diversifiëringsproducten, en de reclame ervan, met tabaksproducten te vermijden.

Daaruit volgt dat het in het geding zijnde verbod niet kan worden beschouwd als zijnde « in een democratische samenleving nodig » in de zin van artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens; het feit dat de Europese richtlijn het de Lid-Staten mogelijk maakt die reclame toe te staan pleit in dezelfde zin.

A.11. Naast de algemene argumentering die is uiteengezet in verband met het middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd (cf. *supra* A.8.2, tweede tot vierde alinea), onderstreept de Ministerraad dat de in het middel bedoelde bepalingen aan de vrijheid van meningsuiting geen absoluut karakter geven en zich niet verzetten tegen het reglementeren of zelfs het verbieden van handelsreclame. De in het geding zijnde wet blijft binnen de perken waarin artikel 10, lid 2, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens voorziet voor de beperkingen die de vrijheid van meningsuiting kunnen worden opgelegd, in het bijzonder gelet op de nagestreefde doelstelling van volksgezondheid.

De Ministerraad herinnert eraan dat de richtlijn 89/622/EEG de verplichting oplegt om op de tabaksproducten te vermelden « (tabak) brengt de gezondheid ernstige schade toe »; hij onderstreept eveneens dat de richtlijnen « Televisie zonder grenzen » van 3 oktober 1989 en 30 juni 1997 hebben voorzien in het totale verbod van reclame op de televisie voor tabaksproducten. Hij merkt ten slotte op dat de wet van 10 december 1997 voldoende aanpassingstijd heeft gelaten B met name om sponsors ter vervanging te vinden B aangezien zij pas meer dan een jaar na de aanneming ervan in werking is getreden.

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 16 van de Grondwet en/of artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens*

A.12.1. De verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1388 voeren aan dat artikel 7, § 2bis, 3°, ingevoegd in de wet van 24 januari 1977 bij artikel 3 van de wet van 10 december 1997, tot gevolg heeft dat de verzoekster Worldwide Brands Inc. (afgekort W.B.I.), vennootschap naar het recht van de Staat Delaware, haar recht op eigendom wordt ontzegd op de merken die zij in het bezit heeft met het oog op haar diversificeringsstrategie, zodat het dat recht volledig uitholt. Er wordt opgemerkt dat het om een volledige en definitieve buitenbezitstelling gaat, zonder billijke schadeloosstelling.

De verzoekende partij in de zaak met rolnummer 1391 voert harerzijds de schending aan van het enkele artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol. Volgens haar is het begrip eigendom door het Europees Hof zo geïnterpreteerd dat het het vermogen beoogt, dit wil zeggen de economische belangen van een persoon; aangezien de wet op substantiële wijze de economische activiteit van de verscheidene actoren die van sportmanifestaties leven raakt, vormt zij een inmenging in hun eigendomsrecht.

Voor de verzoekende partijen in die beide zaken schenden de door hen betwiste bepalingen het algemene beginsel van het ongestoorde genot van de eigendom dat is verankerd in artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol, alsmede het juiste evenwicht dat dat beginsel oplegt tussen het algemeen belang en de fundamentele rechten van het individu. Hoewel de wettigheid van het met de in het geding zijnde wet nagestreefde doel van de bescherming van de volksgezondheid niet kan worden betwist, is daarentegen het door die wet uitgevaardigde verbod op reclame zowel ongeschikt als onevenredig.

A.12.2. Voor de Ministerraad dient, in de veronderstelling dat men over eigendom kan spreken indien het over een merk, dat een intellectueel recht is, gaat, te worden vastgesteld dat de in het geding zijnde wet slechts een beperkte restrictie van het gebruik oplegt, aangezien de commercialisatie van de beoogde producten niet wordt beperkt.

Wat de door de economische actoren die in het kader van sportmanifestaties optreden geleden nadeel betreft, merkt de Ministerraad op dat dat toe te schrijven is aan derden B de wereldautoriteiten van de automobielsport B en dat, in elk geval, er geen subjectief recht bestaat op het feit dat een wetgeving niet zou mogen evolueren, in het bijzonder wanneer de evolutie is ingegeven door dwingende vereisten inzake volksgezondheid.

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 25 van de Grondwet en artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens*

A.13.1. Dat middel wordt, enerzijds, aangevoerd in de zaken met rolnummers 1386 en 1387 (vierde en vijfde middel) en, anderzijds, in de memorie van tussenkomst van de v.z.w. Nationale Federatie der Informatieweekbladen, thans Federatie der Belgische Magazines (eerste en vijfde middel).

Volgens de verzoekende partijen, ontzegt artikel 3 van de wet van 10 december 1997, doordat het op algemene wijze de reclame verbiedt, met name via de pers, voor tabaksproducten en merken die hun bekendheid ontlenen aan tabaksproducten B terwijl een dergelijk verbod niet van toepassing is op andere producten, met name die met een gelijke schadelijkheid, zoals alcohol -, de personen die het beoogt het recht op persvrijheid, zonder dat die maatregel geschikt noch evenredig blijkt ten aanzien van het nagestreefde doel van bescherming van de volksgezondheid.

Doordat artikel 4 van diezelfde wet voorziet in strengere strafrechtelijke sancties voor de reclame voor tabaksproducten dan voor de andere bij de wet van 24 januari 1977 geregelde producten en doordat het, in dat enkele geval, afwijkt van de regeling van getrapte aansprakelijkheid bedoeld in artikel 25 van de Grondwet, ontzegt het de uitgevers bovendien op discriminerende wijze het genot van die regeling van aansprakelijkheid.

A.13.2. Voor de Ministerraad moet een onderscheid worden gemaakt tussen de persvrijheid, gedekt door artikel 25 van de Grondwet, en de vrijheid van meningsuiting, die harerzijds wordt gedekt door artikel 10 van het Europees Verdrag.

Hoewel de commerciële reclame onder de toepassings sfeer van de vrijheid van meningsuiting valt, valt zij daarentegen niet onder de persvrijheid, die wordt beschouwd als « het recht van eenieder om zijn mening te verkondigen in een gedrukt document en ze te verspreiden bij de opinie »; de commerciële reclame kan redelijkerwijze niet worden beschouwd als aanleunend bij de vrijheid van denken.

Artikel 10, lid 2, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens preciseert dat de vrijheid van meningsuiting het voorwerp kan uitmaken van maatregelen die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de volksgezondheid, waarvan niet betwist wordt dat zulks te dezen het geval is. Wat betreft de evenredigheid van de maatregelen ten aanzien van die doelstelling, onderstreept de Ministerraad, enerzijds, het systematische omzeilen van eerder genomen maatregelen ter zake, dat heeft geleid tot de noodzaak van een strikt verbod op alle tabaksreclame en, anderzijds, het feit dat dat verbod in de lijn ligt van de wetgevingen die zowel op intern vlak, in andere Europese landen en in de Verenigde Staten als op Europees vlak zijn aangenomen.

*Middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 30 tot 36 en 59 tot 66 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap*

A.14.1. Dat middel wordt aangevoerd in de zaken met rolnummers 1321, 1332, 1389 (derde middel), 1388 (derde en vierde onderdeel van het eerste middel) alsmede 1391 (vierde middel).

A.14.2. Verscheidene categorieën van personen worden aangewezen als zijnde op discriminerende wijze beroofd van het genot van de in het middel vermelde Europese bepalingen.

A.14.3. De personen die advertentieruimte aanbieden voor tabak (namelijk de organisatoren van sportmanifestaties) wordt het recht ontzegd op de vrijheid van dienstverrichting B die de reclame vormt B in tegenstelling tot de andere dienstverrichters (zaken met rolnummers 1321, 1332 en 1389); meer in het algemeen wordt de dienstverrichters (reclamebureaus, enz.) en de « dragers » van commerciële communicatie (media, organisatoren van manifestaties, enz.) het recht op de vrije verrichting van die dienst ontzegd, in tegenstelling tot de andere dienstverrichters. De eigenaars van merken die hun bekendheid aan een tabaksproduct ontlenen, de houders van licenties voor die producten en de reclameagenten belast met de promotie wordt het verbod opgelegd reclame te maken voor die producten, in tegenstelling tot wat er voor de andere merken gebeurt.

A.14.4. Wat de afbreuk aan het vrije verkeer van de goederen betreft, zal het verbod voor de economische actoren om reclame te maken voor tabak tot gevolg hebben dat het verbruik van tabaksproducten daalt en dat de invoer van die producten dus wordt belemmerd; dat impliceert een schending van artikel 30 van het E.G.-Verdrag, dat maatregelen van gelijke werking met kwantitatieve beperkingen verbiedt. Het in het geding zijnde verbod kan niet worden verantwoord door artikel 36 van hetzelfde Verdrag, dat de bescherming van de volksgezondheid tot een rechtvaardigingsgrond maakt, aangezien het tegelijk inefficiënt is ten aanzien van dat doel en onevenredig, aangezien minder restrictieve middelen, zoals de voorlichting van de consument, het immers mogelijk maken dat doel te bereiken.

A.15.1. Nadat de Ministerraad heeft opgemerkt dat de in het geding zijnde wet niet tot doel heeft de productie of het verkeer van de tabaksproducten te beperken, onderstreept hij het belang van de gezondheid ten aanzien van het gemeenschapsrecht, door met name op te merken dat artikel 129 A.1.b bepaalt dat de Gemeenschap bijdraagt tot het waarborgen van een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid.

A.15.2. De Ministerraad, die verwijst naar de rechtspraak ingevoerd bij het arrest Keck en Mithouard, merkt op dat het in het geding zijnde verbod op reclame, in de zin van die rechtspraak, beschouwd wordt als een verkoopsmodaliteit - die op dezelfde wijze zowel de ingevoerde producten als de nationale producten betreft - die bijgevolg niet artikel 30 van het E.G.-Verdrag schendt. Zelfs in de veronderstelling dat het Hof van oordeel is dat het om een maatregel gaat met een gelijke werking als een kwantitatieve beperking, merkt de Ministerraad op dat de bescherming van de volksgezondheid een in de artikelen 36 en 56 van het Verdrag aangenomen rechtvaardigingsgrond vormt alsmede een dwingende vereiste in de zin van de rechtspraak van het Hof van Justitie.

Wat de uitzondering betreft die de buitenlandse kranten die reclame voor tabak bevatten, genieten, merkt de Ministerraad, enerzijds, op dat daarin is voorzien teneinde de rechtspraak van het Hof van Justitie in acht te nemen en, anderzijds, dat dit Hof de door de genoemde uitzondering veroorzaakte omgekeerde discriminaties aanneemt.

Wat ten slotte de prejudiciële vraag betreft die de verzoekende partij in de zaak met rolnummer 1391 vraagt aan het Hof van Justitie te stellen, wordt, volgens de Ministerraad, daarop geantwoord in de richtlijnen 98/43/EG en 89/552/EEG, met name ten aanzien van het niet-gebruik, door de Belgische wetgever, van de in de richtlijn 98/43/EG toegestane termijnen, die immers worden beschouwd als maximumtermijnen krachtens artikel 6, lid 1, van die richtlijn.

*Middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom en de richtlijn 89/104/EEG van 21 december 1988 betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lid-Staten*

A.16.1. De verzoekende partijen in de zaak met rolnummer 1388 voeren aan dat artikel 3 van de wet de in het middel bedoelde internationale bepalingen schendt, doordat het, in feite, ertoe leidt voor de diversificeringsproducten in een ander motief van weigering van registratie te voorzien - waarmee, volgens de verzoekers, het verbod van gebruik moet worden gelijkgesteld - dan diegene die op beperkende wijze in die internationale bepalingen worden vastgesteld.

A.16.2. Volgens de Ministerraad beogen de voormelde internationale bepalingen niet de beperkingen op het gebruik van een merk, maar enkel die in verband met de registratie ervan; bovendien staan die bepalingen beperkingen toe die voortvloeien uit de openbare orde, waaronder het domein van de volksgezondheid ongetwijfeld valt.

*Aanvullende memories neergelegd door de partijen*

A.17. In de zaken met rolnummers 1321 en 1332 zet de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk uiteen dat de sponsoring van de zogeheten « Superbiker »-wedstrijd door de sigarettenfabrikanten reeds een bedrag van 1.400.000 frank heeft bereikt en dat de verdwijning van die sponsoring de rentabiliteit van die wedstrijd raakt, terwijl het succes ervan medebepalend is voor het voortbestaan op termijn, van de activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk.

A.18. In de zaken met rolnummers 1386 en 1387 voeren de verzoekende partijen, enerzijds, een rechtstreeks verlies aan van een bedrag van drie miljard voor de reclame-industrie, alsmede de verdwijning van vierhonderd banen in die sector, alsook, anderzijds, het feit dat de levensvatbaarheid van culturele evenementen en sportmanifestaties met internationale faam in het geding wordt gebracht, waaronder de Gentse Feesten, het Wereldkampioenschap Formule 1 en de rally van Leper worden geciteerd.

Aan de hand van die drie voorbeelden onderstrepen de verzoekende partijen dat het verbod op reclame en sponsoring, naar gelang van het geval, tot gevolg heeft gehad dat de kwaliteit van de ingezette piloten B en dus van de behaalde resultaten B is afgenomen, en dat de Belgische manche (te Gent) van het Wereldkampioenschap Motorcross is afgeschaft; bovendien wordt de situatie uiteengezet van een firma, « Future World », die in 1999, in vergelijking met 1998, de helft van haar omzet verliest door het verbod op sponsoring dat is uitgevaardigd bij de wet van 10 december 1997.

A.19. In de zaak met rolnummer 1388 zetten de verzoekende partijen uiteen dat het verbod op reclame in verband met kleding, schoenen, polshorloges en bagage van het merk Camel tot gevolg heeft dat het aantal bestellingen van die artikelen door de kleinhandelaars aanzienlijk vermindert, net zoals de op die artikelen verwezenlijkte omzet; die dalingen schommelen naar gelang van het geval, van 10 tot 60 pct., met een samengeteld banenverlies dat op veertig arbeidsplaatsen wordt geraamd. De verzoekster « Actual Media » lijdt harerzijds een omzetverlies dat op tien miljoen frank wordt geraamd; het verlies van reclameontvangsten voor de media bedraagt tien tot vijftien miljoen.

A.20. In de zaak met rolnummer 1389 zet de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk, organisator van de Internationale Grote Prijs Motorcross, uiteen dat het verbod op reclame en sponsoring ertoe leidt dat de sponsors 1.300.000 tot 600.000 frank minder investeren, met als gevolg dat het aantal toppiloten dat aan de voormelde wedstrijd deelneemt vermindert; daaruit wordt besloten dat de wet van 10 december 1997 « op korte termijn een aanzienlijk financieel verlies » teweeg zal brengen.

A.21. In de zaak met rolnummer 1390 onderstrepen de verzoekende partijen, voorafgaandelijk, dat het verdwijnen van de sponsoring door tabak, naast het financiële nadeel dat eruit voortvloeit, afbreuk doet aan de opdracht van openbare dienst die wordt waargenomen door de intercommunale, namelijk het circuit van Spa-Francorchamps, en die erin bestaat de ontwikkeling van het toerisme, de economie en de motorsporten in de Hoge Ardennen te bevorderen; er wordt onderstreept dat, met het verlies van de Grote Prijs Formule 1, in zekere zin het « uitstalraam » van de streek zou verdwijnen.

Door hun onderzoek te beperken tot de enkele weerslag van de wet van 10 december 1997 op de organisatie van de Grote Prijs van België Formule 1, onderzoeken de verzoekende partijen achtereenvolgens het nadeel dat door de voormelde intercommunale wordt geleden en het nadeel dat de ermee verbonden overheden lijden.

A.22.1. Het financiële verlies dat de intercommunale van het circuit van Spa-Francorchamps zou lijden, wordt, enerzijds, onderzocht op het vlak van de afname van de omzet van de intercommunale als gevolg van de verdwijning van de voormelde Grote Prijs en, anderzijds, op het vlak van het bijzondere nadeel dat de afschaffing van de Grote Prijs 1999 zou veroorzaken.

A.22.2. Wat de onmiddellijke financiële verliezen betreft, wordt uiteengezet dat de Grote Prijs Formule 1 ten aanzien van het hele sportseizoen 57 pct. betalende toeschouwers vertegenwoordigt en dat dat 46 pct. van de jaarlijkse omzet betekent; gelet op de enorme rentabiliteit ervan, maakt de Grote Prijs het mogelijk de winstderving ingevolge andere wedstrijden te compenseren en, in zeer ruime mate, de vaste kosten te financieren. De verdwijning ervan zou de intercommunale in « een bijzonder delicate situatie plaatsen met een reëel risico dat het vroeg of laat tot een faillissement komt ».

Wat de onrechtstreeks financiële verliezen betreft, wordt opgemerkt dat, teneinde de voormelde verliezen te trachten te compenseren, de intercommunale poogt om de op het circuit georganiseerde activiteiten op verschillende wijzen te diversifiëren en met name door het open te stellen voor privé-wedstrijden; het succes van het aantrekken van die nieuwe cliënteel blijkt echter in ruime mate afhankelijk van het feit dat het circuit van Spa-Francorchamps één van de circuits blijft waar één van de zestien wedstrijden voor het wereldkampioenschap Formule 1 plaatsvindt. Bovendien wordt opgemerkt dat andere wedstrijden, die gepaard gaan met de Formule 1 of die op een gehomologeerd F1-circuit moeten worden gereden, eveneens het circuit zullen verlaten in geval van afschaffing van de Grote Prijs.

A.22.3. Wat het specifieke nadeel betreft dat de afschaffing van de Grote Prijs 1999 zou veroorzaken, zouden de reeds gekochte biljetten B voor een bedrag, op 9 april 1999, van 250 miljoen frank B aan de toeschouwers moeten worden terugbetaald door de b.v.b.a. Spa Activities, met het risico dat laatstgenoemde in rechte treedt tegen de intercommunale teneinde het herstel van haar nadeel te verkrijgen; bovendien dreigen andere sommen te worden gevorderd. In dat verband wordt opgemerkt dat, in 1985, de Grote Prijs niet werd afgeschaft, maar wel verplaatst, en aanleiding heeft gegeven tot een rechtszaak, die tot op vandaag niet is afgesloten en in het kader waarvan een van de partijen schadeloosstelling vordert voor een nadeel dat op ongeveer 150 miljoen frank wordt geraamd.

A.23. Wat het nadeel betreft dat de provincie Luik, haar toeristische federatie en de steden Spa, Malmédy en Stavelot zouden lijden, wordt opgemerkt dat die verschillende overheden leden zijn van de intercommunale en dat zij bijgevolg eveneens het financiële verlies zouden lijden dat die intercommunale zou lijden; in geval van stopzetting van activiteiten, zouden de door die overheden gerealiseerde investeringen verloren zijn of zou op zijn minst de verhoopte winst niet worden behaald. Ingeval het voor de intercommunale onmogelijk zou zijn haar schulden af te lossen, zouden de voornoemde overheden tot vrijwaring moeten optreden voor een gecumuleerd bedrag van meer dan 60 miljoen frank.

Wat de geïnvesteerde sommen of de ontvangsten betreft die zouden verdwijnen, worden de volgende cijfers uiteengezet. Wat de provincie Luik betreft, wordt haar bijdrage algemeen genomen op ongeveer 200 miljoen frank geraamd. De weerslag op het toerisme in die provincie wordt op ongeveer 430 miljoen frank geraamd, dit wil zeggen de uitgaven voor overnachting, voeding, drank en aankoop van souvenirs, die worden gedaan tijdens de week waarin de Grote Prijs plaatsvindt. Ten slotte worden de provincie- en gemeentebelastingen globaal genomen op een twintigtal miljoen frank geraamd.

Ten slotte wordt aangevoerd dat de Grote Prijs een aantal seizoensgebonden jobs creëert, dat op tweeduizend vijfhonderd wordt geraamd.

A.24. In de zaak met rolnummer 1391 merkt de Waalse Regering, naast de reeds hiervoor uiteengezette punten, op dat de Grote Prijs het evenement is dat de meeste televisiekijkers in België (ongeveer tweehonderdduizend) aantrekt, dat het 1,15 miljard frank oplevert voor de economie van de provincie Luik en ongeveer zesduizend permanente banen. Andere wedstrijden, zoals de 24 uren van Francorchamps, trekken eveneens tienduizenden kijkers aan. Bovendien onderstreept zij dat er aanzienlijke investeringen werden gedaan in het circuit van Spa-Francorchamps - ongeveer 2 miljard frank -, waarvan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap sinds 1989 ongeveer 400 miljoen frank voor hun rekening hebben genomen.

A.25.1. De tussenkomenende partijen v.z.w. Federatie der Belgische Magazines en andere merken hunnerzijds op dat de economische gezondheid van de pers ongeveer volledig afhankelijk van de ontvangsten die ze uit reclame kan halen, wat overigens tijdens de parlementaire voorbereiding werd beklemtoond; aangezien de ontvangsten uit reclame (ongeveer 9,5 miljard frank) worden becijferd op ongeveer 40 pct. van de omzet die door de dagbladsector wordt verwezenlijkt, blijkt het behoud ervan bijgevolg absoluut noodzakelijk voor het overleven van die sector.

A.25.2. Binnen die reclameontvangsten, is de reclame voor tabaksproducten goed voor ongeveer 170 tot 200 miljoen frank, zijnde 2,5 pct. van de totale reclameontvangsten.

De tussenkomenende partijen onderstrepen het belang voor de levensvatbaarheid van de sector door die reclameontvangsten te vergelijken met het bedrag van de bedrijfssubsidies die door de overheid aan de pers worden gestort, en die om en bij de 95 miljoen frank bedragen; er wordt gesteld dat het feit dat de overheid het noodzakelijk acht de geschreven pers te helpen duidelijk erop wijst dat zij ervan overtuigd is dat die hulp noodzakelijk is om de financiële gezondheid van die sector te waarborgen; het in het geding zijnde verbod op reclame veroorzaakt evenwel een verlies dat twee- of driemaal groter is dan het bedrag van die subsidie, des te meer daar het nagenoeg om nettoverliezen gaat, aangezien de met die reclame verbonden kosten ten laste worden genomen door de reclamebureaus en de fabrikanten.

Bovendien zijn de tussenkomenende partijen van mening dat door de wet van 10 december 1997 een honderdtal banen in de sector teloor zullen gaan. Ten slotte wordt vastgesteld dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om compenserende ontvangsten te vinden, in tegenstelling tot wat de Ministerraad beweert.

A.26. De tussenkomenende partij v.z.w. Automobiellclub Targa Florio organiseert harerzijds de « 24 uren van Ieper », die op het eind van de maand juni plaatsvinden. Op een totale begroting van 25 miljoen frank bedraagt de financiële inbreng van de sigarettenfabrikant Marlboro 14 miljoen frank, een verlies waaraan een vermindering van het aantal toeschouwers moet worden toegevoegd, toe te schrijven aan een daling van het niveau van de piloten, dat op drie miljoen frank kan geraamd : het nadeel bedraagt dus 17 miljoen frank en kan niet worden gecompenseerd, zodat « de toekomst van het evenement door de wet bijgevolg uiterst zwaar wordt gehypothekeerd en zelfs onmogelijk gemaakt ».

- B -

#### *De bestreden bepalingen*

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 10 december 1997 « houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten »; naar gelang van het geval vorderen zij de vernietiging van de wet in haar geheel of beperken zij hun beroepen tot sommige bepalingen ervan.

Die wet omvat zes artikelen. Artikel 1 preciseert dat een aangelegenheid wordt geregeld als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet. De andere artikelen luiden :

« Art. 2. In artikel 7, § 2, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, gewijzigd door de wet van 22 maart 1989, worden de woorden ' in verband met de reclame voor tabak, producten op basis van tabak en soortgelijke producten evenals ' geschrapt.

Art. 3. In artikel 7 van dezelfde wet wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

' § 2bis. - 1° Het is verboden reclame te voeren voor en te sponsoren door tabak, producten op basis van tabak en soortgelijke producten, hierna tabaksproducten genoemd.

Als reclame en sponsoring worden beschouwd elke mededeling of handeling die rechtstreeks of onrechtstreeks tot doel heeft de verkoop te bevorderen, ongeacht de plaats, de aangewende communicatiemiddelen of de gebruikte technieken.

2° Het in het 1° bedoelde verbod is niet van toepassing op :

- reclame voor tabaksproducten in buitenlandse kranten en periodieke uitgaven, behoudens wanneer die reclame of de invoer van dergelijke krant of periodieke uitgave er hoofdzakelijk toe strekt reclame voor tabaksproducten te voeren voor de Belgische markt;

- de incidentele reclame voor tabaksproducten in het kader van de mededeling aan het publiek van evenementen in het buitenland, behoudens wanneer die reclame of de mededeling aan het publiek van het evenement er hoofdzakelijk toe strekt reclame voor tabaksproducten te voeren voor de Belgische markt;

- het aanbrengen van het merk van een tabaksproduct op affiches in en aan de voorgevel van tabakswinkels en van krantenwinkels die tabaksproducten verkopen.

3° Het is verboden een merk, dat zijn bekendheid hoofdzakelijk aan een tabaksproduct ontleent, voor reclame op andere gebieden te gebruiken, zolang het merk voor een tabaksproduct wordt gebruikt.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht van ondernemingen om onder hun merknaam reclame te maken voor andere dan tabaksproducten, mits :

a) de omzet van, zelfs door een andere onderneming, onder dezelfde merknaam op de markt gebrachte tabaksproducten niet meer dan de helft bedraagt van de omzet van andere producten dan tabak van het merk in kwestie, en

b) dit merk oorspronkelijk is gedeponereerd voor andere dan tabaksproducten. '

Art. 4. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, 2° worden tussen de woorden ' en § 2 ' en het woord ' overtreedt ' de woorden ' in verband met de reclame voor alcohol en alcoholische dranken ' ingevoegd.

2° Een § 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

> § 3. Met gevangenisstraf van één maand tot een jaar en met geldboete van tienduizend tot honderdduizend frank of met één van deze straffen alleen wordt gestraft, hij die artikel 7, § 2bis van deze wet overtreedt of de besluiten genomen in uitvoering van artikel 7, § 2 in verband met tabaksproducten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op de uitgevers, drukkers en in het algemeen op alle personen die bij de verspreiding van de reclame of sponsoring betrokken zijn. '

Art. 5. Het koninklijk besluit van 20 december 1982 betreffende de reclame voor tabak, voor producten op basis van tabak en voor soortgelijke producten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 april 1990, wordt opgeheven.

Art. 6. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1999 met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. »

#### *Wat betreft de ontvankelijkheid*

B.2.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van bepaalde beroepen en voert daarbij, enerzijds, het gebrek aan rechtspersoonlijkheid van de verzoekende partij in de zaken met rolnummers 1321 en 1332 aan en, anderzijds, de ontstentenis van het vereiste belang om voor het Hof in rechte te treden (exceptie die in alle zaken wordt opgeworpen behalve de zaken met rolnummers 1388 en 1391).

B.2.2. Wat de niet-inachtneming betreft, door de v.z.w. Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse - Mettet, van de formaliteiten voorgeschreven bij de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, volgt uit de door die verzoekende partij als bijlage bij haar memorie van antwoord neergelegde stukken dat de genoemde formaliteiten in acht zijn genomen; de eerste door de Ministerraad opgeworpen exceptie wordt verworpen.

B.2.3. Wat het gebrek aan belang van bepaalde verzoekende partijen betreft, stelt het Hof vast dat die, naar gelang van het geval, sportmanifestaties organiseren die, met name, gefinancierd worden met de ontvangsten uit reclame of sponsoring bedoeld in de wet van 10 december 1997, of voordeel halen uit de organisatie van de genoemde manifestaties. Hun situatie kan dus rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de in de voormelde wet vastgestelde verbodsbepalingen op reclame; de tweede door de Ministerraad opgeworpen exceptie wordt verworpen.

B.2.4. De beroepen zijn ontvankelijk.

#### *Ten aanzien van de door de wet van 10 december 1997 nagestreefde doelstellingen*

B.3.1. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de voornaamste door de wetgever nagestreefde doelstelling de bescherming van de volksgezondheid is : rekening houdend met het aantal mensen die overlijden aan de gevolgen van het roken, in ieder geval met de schadelijkheid ervan voor de gezondheid, wil de wetgever, met de bestreden maatregelen, bijdragen tot een vermindering van het verbruik van tabak en op zijn minst het opduiken van nieuwe verbruikers beperken, vooral onder de jongeren, die bijzonder openstaan voor de reclame ten voordele van tabak. De wetgever wil eveneens reageren tegen de aanzienlijke sociale en financiële kosten veroorzaakt door het tabaksverbruik; ten slotte heeft de wetgever, teneinde de voormelde doelstelling te verwezenlijken, het noodzakelijk geacht nieuwe maatregelen te nemen om de reglementering doeltreffender te maken.

Aldus is, wat die verschillende doelstellingen betreft, opgemerkt :

« Aan de schadelijkheid van tabaksproducten kan niet meer worden getwijfeld. Tabak is verantwoordelijk voor diverse ernstige aandoeningen : verschillende soorten kanker, hartziekten, bronchitis, emfyseem, astma, Y Men schat het aantal overlijdens in België ten gevolge van tabaksverbruik jaarlijks op ongeveer 13.000. In de Europese Gemeenschap zouden jaarlijks 450.000 mensen ten gevolge van het tabaksverbruik overlijden. » (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 346/1, p. 1)

« Op langere termijn beoogt dit wetsvoorstel bij te dragen tot een geleidelijke vermindering van het tabaksverbruik. Hiermee willen wij vooral verhinderen dat door reclame nieuwe verbruikers van tabaksproducten worden gevonden. » (*ibid.*, p. 3)

« De tabaksindustrie besteedt belangrijke bedragen aan reclame in de media en aan de sponsoring van sportieve en culturele activiteiten. Daarmee beoogt zij in de eerste plaats nieuwe verbruikers te vinden. Voor de tabaksindustrie is het immers noodzakelijk dat, met het oog op het behoud van een voldoende afzetmarkt, voortdurend nieuwe potentiële rokers worden aangelokt. Het hoeft dan ook niet te verbazen dat de reclame zich in het bijzonder tot de jongeren richt. Het is gekend dat veruit de meeste rokers op jonge leeftijd beginnen en in de reclame wordt met dit gegeven rekening gehouden. » (*ibid.*, p. 2)

« In dit verband zal door sommigen vermoedelijk worden gewezen op het economisch belang van de tabaksindustrie in ons land. Hierbij zij opgemerkt dat dit argument geenszins opweegt tegen de enorme schade voor de volksgezondheid en op economisch gebied (medische uitgaven, productieverlies, enz.) die het tabaksverbruik met zich brengt. Deze kostprijs valt bovendien ten laste van de gemeenschap. » (*ibid.*, p. 4)

« De overheid moet bijgevolg haar verantwoordelijkheid opnemen en tabaksreclame verbieden, te meer daar het RIZIV jaarlijks tussen 65 en 150 miljard frank uitgeeft door de gevolgen van het roken. » (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 346/4, p. 2)

« De tabaksreclame wordt in België heden gereguleerd door het koninklijk besluit van 20 december 1982, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 april 1990. Opvallend is dat de reglementering van 1982 heeft geleid tot een sterke toename van de indirecte reclame. Men herinnert zich de reclame voor allerhande producten, zoals lucifers of kleding, waarbij bekende merknamen van tabaksproducten worden gebruikt. Door het publiek wordt deze reclame trouwens opgevat als reclame voor tabaksmerken. In 1990 werd de indirecte reclame uitdrukkelijk verboden, maar dit verbod spreekt slechts over producten. Sedertdien zien wij dat tabaksmerken worden gebruikt in reclame voor allerhande diensten en evenementen. Het is voor iedereen duidelijk dat het hier om een omzeiling van de wet gaat. » (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 346/1, p. 2)

B.3.2. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt tevens dat de bestreden maatregelen beschouwd werden als een deel van een uitgebreider geheel van maatregelen om het roken te verminderen.

Aldus is opgemerkt (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 346/4, p. 27) :

« Roken kan alleen via een hele serie instrumenten worden bestreden, waaronder de opvoeding van de kinderen, de ontwenningprogramma's voor rokers, een verhoging van de prijzen en fundamenteel onderzoek naar bijvoorbeeld de receptoren van nicotine. »

*Ten gronde*

B.4. De verzoekende partijen voeren twee types van middelen aan : enerzijds, middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsregels; anderzijds, middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, naar gelang van het geval, afzonderlijk beschouwd of in samenhang gelezen met andere grondwets- of internationaal-rechtelijke bepalingen, onder meer bepalingen van het Europees gemeenschapsrecht.

*Ten aanzien van de schending van de bevoegdheidsregels*

B.5. In een eerste groep middelen wordt de schending aangevoerd van de artikelen 127 en 130 van de Grondwet, van artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983.

B.6. De wet van 10 december 1997 heeft tot doel de reclame voor tabaksproducten te verbieden. De draagwijdte van dat verbod en de uitzonderingen hierop, de sancties bestemd om de inachtneming ervan te verzekeren alsmede de bedoelde producten worden in de artikelen 2, 3 en 4 van de wet nader bepaald. Die wet wijzigt de artikelen 7 en 15 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

Al is de betwiste wet van toepassing op het voeren van reclame voor tabak in de audiovisuele sector, zij heeft noch tot doel, noch tot gevolg « de radio-omroep en de televisie » te regelen in de zin waarin artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat begrip omschrijft.

Het middel afgeleid uit de schending van de voormelde bepaling en, bijgevolg, van artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 betreffende de Duitstalige Gemeenschap is niet gegrond.

B.7.1. Er wordt ook aangevoerd dat de wet van 10 december 1997, in zoverre zij de sponsoring door tabaksproducten en de daarmee gelijkgestelde producten verbiedt, de federale bevoegdheid zou overschrijden, aangezien die is vastgesteld met verwijzing naar de wet van 24 januari 1977, die slechts de enkele « reclame » voor tabak reglementeert.

B.7.2. Luidens artikel 5, § 1, I, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 maakt, onder gezondheidsbeleid, deel uit van de persoonsgebonden aangelegenheden :

« 2° De gezondheidsopvoeding alsook de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg, met uitzondering van de nationale maatregelen inzake profylaxies. »

Uit de parlementaire voorbereiding van die bijzondere wet (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434-2, pp. 124-125; Kamer, 1979-1980, nr. 627-10, p. 52) volgt dat de bijzondere wetgever met name de aangelegenheid van de « reglementering inzake levensmiddelen » heeft uitgesloten van de bij de voormelde bepaling verwezenlijkte bevoegdheidsoverdracht. Die benaming gaf het onderwerp aan van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten. Die wet sloot, ten tijde van de totstandkoming van de bijzondere wet, de reglementering van de reclame voor tabak en soortgelijke producten in. Daaruit volgt dat de federale wetgever bevoegd is gebleven om de reclame betreffende de tabaksproducten en de door het gebruikte merk ermee verbonden producten te reglementeren.

B.7.3. Dat voorbehoud van bevoegdheid strekt zich tevens uit tot de reglementering van de sponsoring door tabaksproducten.

De reclame en de sponsoring hebben gemeen dat ze erop gericht zijn, rechtstreeks of onrechtstreeks, de verkoop van tabaksproducten te bevorderen, zodat de samenhang van die maatregelen niet kan worden betwist.

B.7.4. Uit wat voorafgaat volgt dat het verbod op sponsoring door tabak, producten op basis van tabak en soortgelijke producten, zowel als het verbod op reclame in verband met die producten en met de producten van merken die met de genoemde producten zijn verbonden, onder de federale bevoegdheid valt.

B.8. De middelen afgeleid uit de schending van de in B.5 aangegeven bepalingen zijn niet gegrond.

B.9.1. Verscheidene verzoekende partijen voeren de schending aan van de artikelen 39 en 143, § 1, van de Grondwet alsmede de schending van de artikelen 4, 9° en 10°, (sport en toerisme) en 6, § 1, VI en IX, (economie en tewerkstelling) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.9.2. De federale wetgever mag, bij de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake de reglementering van reclame voor en sponsoring door tabaksproducten, niet op overdreven wijze afbreuk doen aan de bevoegdheden die door of krachtens de Grondwet aan de gemeenschappen en gewesten zijn toegewezen, met name door de uitoefening daarvan onmogelijk of overdreven moeilijk te maken.

B.9.3. Die verzoekende partijen tonen niet aan B en het Hof ziet niet B hoe de gemeenschappen en de gewesten, door de bestreden wet, verhinderd zouden zijn hun bevoegdheden uit te oefenen, noch hoe de uitoefening van die bevoegdheden overdreven moeilijk zou worden gemaakt.

B.9.4. In zoverre het middel de feitelijke gevolgen aanklaagt die voortvloeien uit de wet B en waarvan de Ministerraad de omvang betwist - om het overdreven karakter van het bestreden verbod te verantwoorden, beschouwt dit middel in werkelijkheid dat de bestreden bepalingen een onevenredige inbreuk plegen, met schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, op de vrijheid van handel en nijverheid. Op die kritiek zal worden geantwoord bij het onderzoek van de middelen afgeleid uit de schending van die grondwettelijke bepalingen.

B.10. Ten slotte, wat de beweerde schending van het beginsel van de federale loyaliteit betreft, geven de verzoekende partijen aan die kritiek een inhoud die niet verschilt van de hiervoor onderzochte middelen.

B.11. Uit wat voorafgaat volgt dat de middelen afgeleid uit de niet-inachtneming van de bevoegdheidsregels niet gegrond zijn.

*Ten aanzien van de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, afzonderlijk beschouwd*

B.12. Wat betreft de personen die door de in het geding zijnde verbodsbepalingen op reclame zijn betrokken, en zulks op discriminerende wijze in vergelijking met anderen, wijzen de verzoekende partijen in het bijzonder aan : de organisatoren van bepaalde wedstrijden gefinancierd door de tabaksindustrie in vergelijking met de organisatoren van sport- of culturele evenementen anders gefinancierd; de dienstverleners en de « dragers » van commerciële mededelingen in verband met tabaksproducten in vergelijking met de economische actoren die ten gunste van andere producten handelen; de eigenaars van merken die hun naambekendheid aan een tabaksproduct danken, de houders van licenties die betrekking hebben op die producten en de reclamemakers die belast zijn met het maken van reclame voor die, in de wet bedoelde, producten, in tegenstelling tot de andere, met name mededingende, merken.

B.13.1. Ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, in het bijzonder die van bescherming van de volksgezondheid en preventie ten opzichte van de jonge gebruikers, is het niet irrelevant reclame voor en sponsoring door tabaksproducten te verbieden, en zulks niet te doen voor andere producten.

Zonder de schadelijke gevolgen van het roken voor de gezondheid te negeren, betwisten sommige verzoekende partijen in werkelijkheid enkel dat de bestreden verbodsbepalingen een afremmend effect op het tabaksgebruik hebben.

Het Hof merkt op dat de niet betwiste omvang van de budgetten die, volgens de parlementaire voorbereiding van de wet, besteed worden aan de reclame voor en de sponsoring door tabaksproducten, aantoonde dat die promotiemaatregelen worden genomen in de overtuiging dat zij een belangrijke weerslag moeten hebben op de verkoop van de tabaksproducten, en dus op het verbruik ervan.

Zonder dat het noodzakelijk is uitspraak te doen over het - tijdens de parlementaire voorbereiding uitvoerig besproken - werkelijke gevolg van de bestreden verbodsbepalingen op het verbruik van tabaksproducten, volstaat de vaststelling dat niet redelijkerwijze kan worden betwist dat die verbodsbepalingen van die aard zijn dat zij bijdragen tot een vermindering of op zijn minst tot de stabilisatie van het aantal rokers, vooral bij de jongeren; die vaststelling dringt zich des te meer op daar, zoals bij de parlementaire voorbereiding is opgemerkt, die verbodsbepalingen passen in een geheel van maatregelen, zoals het verbod om te roken op openbare plaatsen.

B.13.2. In zoverre het verbod op reclame wordt uitgebreid tot merkproducten die hun naambekendheid voornamelijk te danken hebben aan een tabaksproduct, zogeheten diversifiëringsproducten, is de maatregel relevant ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen. Immers, welke ook de bedoeling is van de commercialisering van producten onder de merknaam van een bekend tabaksproduct, heeft de reclame voor die producten ook tot gevolg het merk te promoten, waardoor die reclame moet worden beschouwd als een onrechtstreekse vorm van reclame voor tabaksproducten.

B.14.1. De verzoekende partijen verwijten de aangevochten wet dat zij de uitzonderingen waarin het 2° van artikel 7, § 2bis, nieuw, van de wet van 24 januari 1977 voorziet, niet tot de diversifiëringsproducten van tabak heeft uitgebreid.

B.14.2. Het Hof dient vooraf te onderzoeken of de voormelde uitzonderingen kunnen worden verantwoord.

B.15.1. Het is moeilijk haalbaar - in een deel van de gevallen als voornaamste bron van inkomsten B tabaksproducten te verkopen zonder het aan te kondigen, zodat een verbodsbepaling op reclame in tabakswinkels en krantenwinkels moeilijk te verantwoorden zou zijn ten opzichte van een product waarvan de verkoop zelf vrij is.

Het Hof merkt overigens op dat in artikel 3, lid 5, van de richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998 in een uitzondering van dezelfde aard voorziet doordat zij bepaalt dat zij niet van toepassing is op « de presentatie van te koop aangeboden tabaksproducten en de prijsaanduiding daarvan op de tabaksverkooppunten ».

B.15.2. Bijgevolg is die uitzondering op het verbod op tabaksreclame verantwoord.

B.16. De uitzonderingen in verband met de reclame die wordt gemaakt in de buitenlandse dagbladen en tijdschriften en in het kader van mededeling aan het publiek van evenementen die in het buitenland plaatsvinden, zijn evenmin onverantwoord. Naast de verplichtingen die voortvloeien uit het vrije verkeer in de Europese Gemeenschap van goederen en diensten en de beperkingen van zijn eigen bevoegdheid, vermocht de wetgever redelijkerwijze te oordelen dat, enerzijds, de invoer van dagbladen en tijdschriften of de mededeling van evenementen die in het buitenland plaatsvinden als dusdanig niet tot doel hebben het verbruik van tabak te promoten - en heeft hij overigens uit de uitzondering de tegenovergestelde hypothese, waarin zulks het geval zou zijn, weggelaten B en dat, anderzijds, de gevolgen van die vormen van reclame voldoende beperkt zijn om niet in aanmerking te worden genomen; bovendien vermocht hij rekening te houden met het feit dat op termijn de draagwijdte van die uitzonderingen aanzienlijk beperkt zou worden wat de andere Lid-Staten van de Europese Unie betreft.

B.17. In zoverre de wet van 10 december 1997 op de personen op wie het verbod op reclame voor met tabak verbonden merken van toepassing is, niet de uitzonderingen van toepassing maakt welke de personen genieten op wie het verbod op reclame in verband met tabaksproducten betrekking heeft, geeft de Ministerraad daarentegen niet de motieven aan B en ziet het Hof ze niet B die van die aard zijn dat ze het eruit voortvloeiende verschil in behandeling tussen die twee categorieën van personen kunnen verantwoorden.

Daaruit volgt dat artikel 7, § 2bis, 3°, nieuw, van de wet van 24 januari 1977, in zoverre het, wat producten van met tabaksproducten verbonden merken betreft, niet in soortgelijke uitzonderingen voorziet als die bedoeld in het 2° van de voormelde bepaling, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt.

*Wat de gevolgen van de bestreden maatregel betreft*

*Ten aanzien van de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met andere bepalingen*

B.18. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden verbodsbepalingen op reclame afbreuk doen aan verscheidene, naar gelang van het geval, in de Grondwet, in het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschappen gewaarborgde fundamentele rechten of vrijheden; volgens de verzoekende partijen zouden aldus de vrijheid van handel en nijverheid, de vrije meningsuiting, de persvrijheid, het eigendomsrecht, het vrij verkeer van goederen en diensten alsmede het merkenrecht worden geraakt.

De niet-inachtneming van die vrijheden wordt aangevoerd, hetzij om het onevenredige karakter van de verbodsbepaling ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen te staven, hetzij als vrijheden waarvan bepaalde categorieën van personen op discriminerende wijze verstoken zouden zijn.

Aangezien die beide benaderingen van dien aard zijn dat ze tot dezelfde vaststelling van al dan niet schending van het gelijkheidsbeginsel leiden, zal het Hof ze samen onderzoeken.

*Ten aanzien van het beginsel van vrijheid van handel en nijverheid*

B.19. Volgens alle verzoekende partijen, maakt de wet van 10 december 1997 verscheidene activiteiten onmogelijk of moeilijk, waaronder met name het houden van bepaalde handelszaken, het maken van reclame, het uitgeven van dagbladen of tijdschriften en het organiseren van sportmanifestaties, in het bijzonder van motorsporten.

B.20. De vrijheid van handel en nijverheid kan niet als een absolute vrijheid worden opgevat. De bevoegde wetgever kan ertoe worden gebracht B zij het in de economische sector of in andere sectoren B de handelingsvrijheid van de personen of ondernemingen te beperken, wat noodzakelijkerwijze een weerslag zal hebben op de vrijheid van handel en nijverheid. Hij zou de vrijheid van handel en nijverheid slechts schenden, indien hij die vrijheid zou beperken zonder dat daartoe enige noodzaak bestaat of indien die beperking kennelijk onevenredig zou zijn met het nagestreefde doel.

B.21.1. De levensvatbaarheid van de andere handelszaken dan de tabakswinkels en dan die welke diversifiëringsproducten verkopen, maar die bijkomstig ook tabak of dergelijke producten verkopen, hangt normaal gezien niet af van de enkele ontvangsten die verbonden zijn met de reclame voor tabaksproducten. Die reclame kan geen essentieel element voor die activiteit vormen.

Het Hof herinnert eraan dat de wet van 10 december 1997 de tabakswinkels en de krantenwinkels die tabaksproducten verkopen aan dat reclameverbod in zekere mate onttrekt en dat het gelijkheidsbeginsel gebiedt dat hetzelfde gebeurt wat de handelszaken betreft die diversifiëringsproducten te koop aanbieden.

De wetgever vermocht dus redelijkerwijze in geen uitzondering te voorzien voor die andere handelszaken.

B.21.2. Wat het gevolg van de in het geding zijnde maatregelen voor de reclamesector betreft, verwijzen de verzoekende partijen naar een verklaring afgelegd tijdens de parlementaire voorbereiding in de Commissie van de Kamer door de gehoorde vertegenwoordiger van de tabaksindustrie (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 346/4, p. 21) :

« Een eventueel verbod op tabaksreclame zou niet direct nadelig zijn voor de tabaksindustrie, maar wel voor de reclamebedrijven. Financieel gezien zouden we zelfs kunnen zeggen dat de tabaksindustrie er voordelen zal bij hebben, aangezien ze niet langer moet investeren in reclame. »

Het financiële gevolg van de betwiste maatregelen voor de reclamesector is op 815 miljoen geraamd, zijnde 1,8 pct. van de totale uitgaven voor reclame (*Parl. St.*, Senaat, 1997-1998, nr. 1-520/14, p. 17), zonder dat dit cijfer door de betrokken sector wordt betwist.

Hoewel het belang van dat financiële verlies voor de sector - in de veronderstelling overigens dat het genoemde verlies daadwerkelijk de voormelde raming bereikt B niet kan worden ontkend, blijkt echter niet dat het op buitensporige wijze afbreuk doet aan de vrijheid van handel en nijverheid. Een gemiddeld verlies van 1,8 pct. omzet kan immers niet in die zin worden beschouwd dat het de financiële leefbaarheid van de sector in het gedrang brengt, temeer daar het niet onredelijk is te oordelen dat het genoemde verlies, al was het slechts gedeeltelijk, door andere markten kan worden gecompenseerd. Het Hof merkt op dat de afweging van het door de sector geleden financiële verlies met het belang van de gevolgen van tabak voor de gezondheid niet leidt tot de vaststelling dat de in het geding zijnde verbodsbepalingen op reclame onevenredig zouden zijn ten aanzien van het beginsel van vrijheid van handel en nijverheid.

B.21.3. Dezelfde overweging geldt eveneens voor de sector van de geschreven pers, temeer daar de bestreden maatregel elke doeltreffendheid zou verliezen indien hij niet op die sector van toepassing zou zijn.

B.21.4. Uit wat voorafgaat volgt dat de mogelijke financiële gevolgen, die de reclamesector, de sector van de geschreven pers en de andere handelszaken dan die van tabak en diversifiëringsproducten ondergaan, niet kunnen worden beschouwd als op onevenredige wijze afbreuk doend aan de vrijheid van handel en nijverheid.

B.22.1. De verzoekende partijen betogen eveneens dat de verbodsbepalingen op reclame voor en sponsoring door de tabaksproducten de organisatie van manifestaties B in het bijzonder van motorsporten B die thans door de tabakssector worden gefinancierd of gesponsord onmogelijk maken; sommige verzoekende partijen bekritisieren meer in het bijzonder het feit dat geen afzonderlijk lot is voorbehouden voor de manifestaties met wereldfaam en het feit dat voor die manifestaties geen gebruik is gemaakt van de mogelijkheid om de inwerkingtreding van de voormelde verbodsbepalingen uit te stellen, een mogelijkheid waarin is voorzien in artikel 6, lid 3, van de richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998.

B.22.2. Er dient te worden onderzocht of, door hun gevolgen, de in het geding zijnde verbodsbepalingen een redelijk verband van evenredigheid vertonen met de nagestreefde doelstellingen.

B.22.3. In dat opzicht dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de evenementen en activiteiten die op wereldvlak worden georganiseerd en de andere evenementen en activiteiten.

B.23.1. De wetgever kan van mening zijn dat financiële verliezen en het verlies van arbeidsplaatsen dat daaruit onvermijdelijk voortvloeit in beginsel niet onevenredig kunnen zijn, ook al zijn ze belangrijk, wanneer zij de prijs zijn voor een maatregel die op doeltreffende wijze de gezondheid beschermt. Hij is overigens geenszins verplicht gebruik te maken van de eenvoudige mogelijkheid, bedoeld in de richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998, om de inwerkingtreding van sommige bepalingen daarvan uit te stellen. Maar aangezien de andere Lid-Staten van de Europese Unie gebruik kunnen maken van de niet-uitzonderlijke mogelijkheid om de toepassing van artikel 6, lid 3, van de richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998 tot twee jaar na 30 juli 2001 uit te stellen voor sponsoring, is het aangevoerde risico van een verplaatsing van activiteiten of manifestaties, waarvan de organisatie niet van een nationaal initiatief uitgaat en zich onderscheidt door een uitstraling op wereldvlak, niet te verwaarlozen, ook al is het Hof zich ervan bewust dat sommigen dat risico gebruiken om druk uit te oefenen op de overheid.

Dergelijke manifestaties of activiteiten worden vooral via de televisie bekeken door een zeer breed publiek, waartoe de Belgische bevolking behoort. De richtlijn 98/43/EG van 6 juli 1998 heeft overigens erkend dat die manifestaties of activiteiten een specifiek probleem opleverden, doordat in artikel 6, lid 3, ervan wordt gesteld dat de toepassing van het verbod, binnen bepaalde perken, kon worden uitgesteld voor de « op mondiaal niveau georganiseerde evenementen of activiteiten ». Aldus zullen enkel de personen die de enkele in België georganiseerde activiteiten fysiek bijwonen, aan de in het geding zijnde gevolgen van de reclame en de sponsoring ontsnappen, terwijl een veel hoger aantal televisiekijkers verder geraakt zullen kunnen worden, wanneer de activiteiten van hetzelfde type die in het buitenland plaatsvinden op de televisie worden uitgezonden, en nog aan het verbod zullen ontsnappen.



Wat sommige manifestaties en activiteiten die door de maatregel worden geraakt betreft, wordt de doeltreffendheid van die maatregel dus aanzienlijk verminderd.

Rekening houdend, enerzijds, met die relatieve ondoeltreffendheid en, anderzijds, met de economische, financiële en sociale gevolgen die een verplaatsing van die activiteiten met zich op lokaal vlak mee zou brengen, zonder compenserend alternatief, is de maatregel in de huidige stand van zaken onevenredig.

B.23.2. Daaruit volgt dat de bestreden wet, doordat zij voorziet in de inwerkingtreding van artikel 6 vóór 31 juli 2003, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt.

Om de hiervoor uiteengezette redenen, dient de vernietiging te worden beperkt tot de toepasbaarheid van die wet op de op wereldniveau georganiseerde evenementen of activiteiten.

*Ten aanzien van de artikelen 19 en 25 van de Grondwet en van artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens*

B.24.1. Volgens de verzoekende partijen zouden de verbodsbepalingen in verband met de reclame voor de producten op basis van tabak en de merkproducten die in de voormelde bepalingen gewaarborgde vrije meningsuiting raken en zulks, naar gelang van het geval, ten nadele van de makers of begunstigden van die reclame.

B.24.2. Artikel 19 van de Grondwet waarborgt de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, behoudens de bestraffing van de misdrijven die ter gelegenheid van het gebruikmaken van die vrijheid worden gepleegd. Artikel 25 waarborgt de persvrijheid; daartoe verbiedt het de censuur en de borgstelling en voert het een stelsel in van getrapte verantwoordelijkheid. Artikel 10, lid 1, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens waarborgt, zijnerzijds, de vrijheid van meningsuiting, waarin de vrijheid van mening is opgenomen, enerzijds, en de vrijheid om inlichtingen en denkbeelden te ontvangen of door te geven, anderzijds.

De vrijheid van meningsuiting is echter niet absoluut. Uit de voormelde artikelen 19 en 25, in samenhang gelezen met artikel 10, lid 2, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 19.3 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, vloeit voort dat de vrijheid van meningsuiting kan worden onderworpen aan bepaalde beperkingen welke bij wet zijn vastgesteld en die in een democratische samenleving nodig zijn tot bescherming van de in de bovenvermelde verdragsbepalingen uitdrukkelijk vermelde doelstellingen.

B.24.3. Hoewel informatie met een handelskarakter deel uitmaken van de toepassings sfeer van de voormelde bepalingen, blijkt echter niet dat de verbodsbepalingen die de wet van 10 december 1997 ter zake uitvaardigt wanneer het om tabaksproducten en ermee verbonden merkproducten gaat, de grenzen en voorwaarden overschrijden waarin de wetgever de vrijheid van meningsuiting kan beperken.

B.24.4. De bescherming van de gezondheid behoort, luidens artikel 10, lid 2, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, uitdrukkelijk tot de belangen die van dien aard zijn dat ze een beperking van de vrijheid van meningsuiting verantwoordt. Bijgevolg dient nog te worden onderzocht of die beperkingen beschouwd kunnen worden als zijnde « in een democratische samenleving nodig », in de zin van het voormelde artikel 10, lid 2.

B.24.5. Zoals uiteengezet in B.3.1, beantwoordt het verbod op reclame voor tabaksproducten aan een werkelijke maatschappelijke behoefte en kan bijgevolg worden beschouwd te voldoen aan de vereisten van artikel 10, lid 2, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

De middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 19 en 25 van de Grondwet en met artikel 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens kunnen niet worden aangenomen.

*Ten aanzien van artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, enerzijds, en van het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom (artikel 6quinquies, B) en van de richtlijn 89/104/EEG van 21 december 1988 betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lid-Staten (artikel 3), anderzijds*

B.25. In tegenstelling tot wat sommige verzoekers aanvoeren, valt het bestreden verbod in geen enkel van zijn onderdelen binnen het toepassingsveld van de aangevoerde bepalingen.

De middelen kunnen niet worden aangenomen.

*Ten aanzien van de artikelen 28 tot 30 (ex 30 tot 36) en 49 tot 55 (ex 59 tot 66) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap*

B.26. Zelfs in de veronderstelling dat de bestreden verbodsbepalingen inzake reclame afbreuk zouden doen aan de artikelen 28 en 49 van het E.G.-Verdrag, oordeelt het Hof - in overweging nemend het feit dat de reclame, volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie, een « verkoopmodaliteit » vormt, het feit dat de verbodsbepalingen niet tot doel hebben de handel van goederen tussen Lid-Staten te regelen en het feit dat die verbodsbepalingen in feite en in rechte dezelfde invloed hebben op de verhandeling van nationale producten en op die van producten uit de andere Lid-Staten - dat de bestreden verbodsbepalingen op reclame bestaanbaar zijn met het gemeenschapsrecht om reden van het belang dat dit recht, en in het bijzonder artikel 30 van het E.G.-Verdrag, voorbehoudt aan de bescherming van de volksgezondheid.

De middelen kunnen niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt paragraaf 2bis, 3°, van artikel 7 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten, in zoverre niet is voorzien in analoge uitzonderingen aan die waarin is voorzien in het 2° van die bepaling, wat het verbod van reclame betreft ten aanzien van producten waarvan het merk zijn bekendheid hoofdzakelijk aan een tabaksproduct ontleent;

2. vernietigt artikel 6 van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten in zoverre het vóór 31 juli 2003 van toepassing is op de op wereldniveau georganiseerde evenementen en activiteiten;

3. verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 september 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 99 — 3292

[C — 99/21491]

**Urteil Nr. 102/99 vom 30. September 1999**

Geschäftsverzeichnisnummern 1321, 1332 und 1386 bis 1391

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse, erhoben von der VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, E. Cerehe, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

**I. Gegenstand der Klagen**

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 3. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. April 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, mit Vereinigungssitz in 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3, 5 und 6 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Februar 1998).

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1321 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. April 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, mit Vereinigungssitz in 5640 Mettet, Complexe de Saint-Donat, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3, 5 und 6 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Februar 1998).

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1332 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

c. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 7., 10. und 11. August 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 10., 11. und 12. August 1998 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Februar 1998):

- die Tabacofina Vander Elst AG, mit Gesellschaftssitz in 2650 Edegem, Prins Boudewijnlaan 43, die Compagnie indépendante des tabacs AG, mit Gesellschaftssitz in 1030 Brüssel, avenue Georges Rodenbach 29, die VoE Belux Tabacco Vending Association, mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue Franz Merjay 177, die Geboers Racing Promotion GmbH, mit Gesellschaftssitz in 2400 Mol, Smallestraat 10, die VoE Sportclub «Ons Genoegen» Motocross Grand Prix Promotors, mit Vereinigungssitz in 3500 Hasselt, Havermarkt 30, Bk. 1;

- die Worldwide Brands Inc. (abgekürzt W.B.I.), Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, mit Gesellschaftssitz in Wilmington, Delaware (Vereinigte Staaten von Amerika), die Gesellschaft deutschen Rechts Salamander AG, mit Gesellschaftssitz in 70806 Kornwestheim (Bundesrepublik Deutschland), Stammheimer Straße 10, die Actual Media GmbH, mit Gesellschaftssitz in 8000 Brügge, Gulden Vlieslaan 42, die Toon Van Grinsven Agenturen Gen., mit Gesellschaftssitz in 3140 Keerbergen, Booelstraat 99, die Gesellschaft italienischen Rechts Agenzia d'Elite s.n.c., mit Gesellschaftssitz in Rimini (Italien), Via Sordi 6;

- die VoE M.C. Beringse Motor Club, mit Vereinigungssitz in 3585 Paal, Schaffensesteenweg 155;

- die Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps GenmbH, mit Gesellschaftssitz in 4970 Stavelot, route du Circuit 55, die Provinz Lüttich, mit Amtssitz in 4000 Lüttich, place Saint-Lambert 18, die Stadt Spa, mit Amtssitz in 4900 Spa, rue de l'Hôtel de Ville 44, die Stadt Malmedy, mit Amtssitz in 4960 Malmedy, rue J. Steinbach, die Stadt Stavelot, mit Amtssitz in 4970 Stavelot, Cour de l'Hôtel de Ville 1;

- die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1386, 1387, 1388, 1389, 1390 und 1391 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

**II. Verfahren****a. In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321 und 1332**

Durch Anordnungen vom 6. und 29. April 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 13. Mai 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebenen Bekanntmachungen erfolgten im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. April 1998 und 20. Mai 1998.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

**b. In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 bis 1391**

Durch Anordnungen vom 10., 11. und 12. August 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 16. September 1998 hat der Hof die Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 bis 1391 mit den bereits verbundenen Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321 und 1332 verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 3. November 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. November 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der VoE Fédération nationale des hebdomadaires d'information, mit Vereinigungssitz in 1070 Brüssel, avenue Paepsem 22, Bk. 6, der De Persgroep AG, mit Gesellschaftssitz in 1730 Asse, Brusselsteenweg 347, der Medixaxis AG, mit Gesellschaftssitz in 2018 Antwerpen, Jan Blockxstraat 7, und der Roularta Media Group AG, mit Gesellschaftssitz in 8800 Roeselare, Meiboomlaan 33, mit am 17. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Automobielfclub Targa Florio, mit Vereinigungssitz in 8900 Ypern, Frenchlaan 2, mit am 17. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Fédération du tourisme de la province de Liège, mit Vereinigungssitz in 4000 Lüttich, boulevard de la Sauvenière 77, mit am 17. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Ministerrat, mit am 18. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

c. *In allen Rechtssachen*

Durch Anordnungen vom 29. September 1998 und 30. März 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 3. April 1999 bzw. 3. Oktober 1999 verlängert.

Die Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 23. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware Worldwide Brands Inc. und anderen, mit am 22. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Tabacofina Vander Elst AG und anderen, mit am 23. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 23. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Automobielfclub Targa Florio, mit am 24. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps GenmbH und anderen, mit am 24. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE M.C. Beringse Motor Club, mit am 24. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, mit am 24. März 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Ministerrat, mit am 25. März 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen.

Durch Anordnung vom 31. März 1999 hat der Hof die Parteien aufgefordert, den Hof von den finanziellen Auswirkungen (Einnahmenverlust, Anteil dieser Einnahmen am Umsatz, Defizit infolge des Einnahmefalls und ergriffene Ausgleichsmaßnahmen) des Verbots der Werbung für und des Sponsoring durch Tabakerzeugnisse auf die verschiedenen genannten Aktivitäten, insbesondere hinsichtlich der weltweit organisierten B vor allem sportlichen B Veranstaltungen und hinsichtlich der belgischen Zeitungen und Zeitschriften, in einem spätestens am 26. April 1999 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz in Kenntnis zu setzen.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 2. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 1. April 1999 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssachen dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom 1. April 1999 hat der Hof die Selbstablehnung des Richters P. Martens bewilligt, der der Meinung war, sich enthalten zu müssen, weil gegen ihn ein Ablehnungsgrund bestehen könne.

Ergänzungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der VoE Fédération belge des magazines, vormalig Fédération nationale des hebdomadaires d'information, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Automobielfclub Targa Florio, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Tabacofina Vander Elst AG und anderen, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware Worldwide Brands Inc., mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE M.C. Beringse Motor Club, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps GenmbH und anderen, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Wallonischen Regierung, mit am 26. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 9. Juni 1999 hat der amtierende Vorsitzende festgestellt, daß der Richter G. De Baets gesetzmäßig verhindert war.

Durch Anordnung vom 9. Juni 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 30. Juni 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 10. Juni 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 30. Juni 1999

- erschienen
  - . RA P. Boucquey *loco* RA E. Gillet, in Brüssel zugelassen, für die VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse und die VoE M.C. Beringse Motor Club,
  - . RA D. Putzeys, in Brüssel zugelassen, und RA J. Putzeys, in Antwerpen zugelassen, für die Tabacofina Vander Elst AG und andere,
  - . RA F.P. Louis, in Brüssel zugelassen, für die Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware Worldwide Brands Inc. und andere,
  - . RA D. Matray und RA P. Lejeune, in Lüttich zugelassen, für die Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Spa-Francorchamps GenmbH und andere und die VoE Fédération du tourisme de la province de Liège,
  - . RA L. Misson und RA B. Borbouse, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,
  - . RA P. Maeyaert und RA E. Gybels, in Brüssel zugelassen, für die VoE Fédération belge des magazines, die De Persgroep AG und die Roularta Media Group AG,

- . RA A. Coppens, in Kortrijk zugelassen, für die VoE Automobielclub Targa Florio,
- . RA J.-L. Jaspar und RA C. Delcorde, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- haben die referierenden Richter R. Henneuse und M. Bossuyt Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

- A -

#### *Was die Zulässigkeit betrifft*

A.1. Der Ministerrat ficht die vollständige oder teilweise Zulässigkeit mehrerer Klagen an.

In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321 und 1332 führt der Ministerrat das Fehlen einer Rechtspersönlichkeit der klagenden Partei an, da nicht nachgewiesen werde, daß die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten eingehalten worden seien.

Darüber hinaus ficht der Ministerrat in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321, 1332, 1386, 1387, 1389 und 1390 das Interesse gewisser klagender Parteien an, da sie, je nach Fall, nicht direkt und in ungünstigem Sinne von den angefochtenen Normen betroffen seien oder ihr vorgeblicher Schaden sich nicht direkt aus diesen Normen ergebe.

#### *Zur Hauptsache*

A.2. Die klagenden Parteien führen zur Unterstützung ihrer insgesamt betrachteten Klagen den Verstoß gegen Zuständigkeitsregeln einerseits sowie die Artikel 10 und 11 der Verfassung andererseits an. Der Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 wird je nach Fall getrennt oder in Verbindung mit anderen Bestimmungen - hauptsächlich Verfassungsbestimmungen oder internationale Bestimmungen - angeführt.

#### *In bezug auf die Einhaltung der Zuständigkeitsregeln*

A.3.1. In einer ersten Gruppe von Klagegründen wird der Verstoß gegen die Artikel 127 und 130 der Verfassung, gegen Artikel 4 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sowie gegen Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 zur Reform der Institutionen angeführt (Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 und 1387, erster Klagegrund; Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1391, vierter Klagegrund).

Insofern das Gesetz die Mitteilungen und die Handelswerbung in Rundfunk und Fernsehen regele, greife es auf die Zuständigkeit der Gemeinschaften für diesen Sachbereich über; darüber hinaus überschreite es, indem es das Sponsoring durch Tabakerzeugnisse regele, die föderale Zuständigkeit, die unter Hinweis auf das Gesetz vom 24. Februar 1977 eingeschränkt sei, da dieses sich nur auf die Normgebung der Werbung beschränke.

A.3.2. Nach dem Dafürhalten des Ministerrates beweise sowohl die Rechtslehre als auch die Rechtsprechung - des Staatsrates und des Schiedshofes -, daß die Bestimmungen über die Werbung für Tabak und Tabakerzeugnisse zum Zuständigkeitsbereich des Föderalstaates gehörten, obschon die Gemeinschaften für den audiovisuellen Sachbereich zuständig seien.

A.4.1. In einer zweiten Gruppe von Klagegründen wird der Verstoß gegen Artikel 39 der Verfassung, gegen Artikel 143 § 1 der Verfassung (Grundsatz der föderalen Loyalität) und gegen Artikel 6 § 1 VI und IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angeführt (Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321 und 1332, vierter Klagegrund; Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1390, letzter Klagegrund; Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1391, vierter Klagegrund).

Die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz, der für jeden Gesetzgeber in der Ausübung seiner Befugnisse gelte, ein Grundsatz, mit dem der Grundsatz der föderalen Loyalität verbunden sei; angesichts der katastrophalen wirtschaftlichen, sozialen und finanziellen Auswirkungen des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 für die Wallonische Region greife dieses in unverhältnismäßiger Weise auf die im Klagegrund angeführten regionalen Befugnisse über, indem es in wesentlichem Maße deren Ausübung beeinträchtige. Nach Darlegung der klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1390 beeinträchtige das angefochtene Gesetz ebenfalls die Ausübung der Befugnisse der Gemeinschaften für die Förderung des Sports und des Fremdenverkehrs.

A.4.2. Außer der Tatsache, daß der Grundsatz der föderalen Loyalität an sich keine Zuständigkeitsregel sei, ficht der Ministerrat an, daß den Teilentitäten ihre Befugnisse entzogen würden, ebenso wie er das Ausmaß des vorgeblich der Wallonischen Region verursachten Schadens anficth; der Ministerrat vertritt in jedem Fall den Standpunkt, daß das Gesetz im Verhältnis zur Zielsetzung des Schutzes der Volksgesundheit, die Vorrang vor privaten Wirtschaftsinteressen haben müsse, gerechtfertigt sei.

#### *In bezug auf die Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung*

#### *Klagegrund abgeleitet aus dem Verstoß gegen die getrennt betrachteten Artikel 10 und 11 der Verfassung*

A.5. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 und 1387 (sechster bis achter Klagegrund), 1388 (zweiter Klagegrund) und 1390 (*partim*) führen an, das Gesetz vom 10. Dezember 1997 führe mehrere Behandlungsunterschiede ein, die im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung stünden.

A.6.1. Zunächst wird der Behandlungsunterschied zwischen Tabak und den anderen, im Gesetz vom 24. Januar 1977 vorgesehenen Produkten angefochten, dies sowohl hinsichtlich der diesbezüglichen Normen als auch der geregelten Verhaltensweisen und der Strenge der anwendbaren Sanktionen.

A.6.2. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß der Gesetzgeber, weil der König durch Ermächtigung des Gesetzgebers habe einschreiten können, *a fortiori* selbst habe handeln können; dies gelte um so mehr, wenn man das angestrebte höhere Interesse berücksichtige B der Schutz der Volksgesundheit B sowie die notwendige Ausführung der Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 im Inland.

Im übrigen habe der Gesetzgeber, indem er auch das Sponsoring und die davon abgeleiteten Produkte B und nicht nur die Werbung B geregelt habe, sich der obengenannten Richtlinie beugen wollen. Für den innerstaatlichen Gesetzgeber sowie für den Gemeinschaftsgesetzgeber sei das Sponsoring eng mit der Werbung verbunden und sei letzten Endes nur eine ihrer Formen. Die Produkte seien jedoch verschieden, und dies rechtfertige es, daß sie unterschiedlich behandelt werden könnten.

In bezug auf die unterschiedliche Strenge der Sanktionen rechtfertige schließlich die Schwere des Problems - sowohl hinsichtlich der Gesundheit als auch seiner Kosten für die soziale Sicherheit - eine Verschärfung der Sanktionen; es wird darauf hingewiesen, daß diese verstärkte Sanktion Artikel 4 der obengenannten Richtlinie entspreche.

A.7.1. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1388 führen die klagenden Parteien an, daß Artikel 3 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997, indem er einen Paragraphen *2bis* Nr. 3 in das Gesetz vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher einfüge, in doppelter Hinsicht diskriminierend sei, denn diese Bestimmung diskriminiere die Kläger im Vergleich zu Personen, die einerseits Konkurrenzprodukte und andererseits Tabakerzeugnisse vermarkteten und im Verkauf förderten, wobei die Werbung im übrigen für die Letztgenannten in gewissen Fällen möglich bleibe.

A.7.2. Nach Darstellung des Ministerrates habe die Verwirklichung des Zieles der Volksgesundheit B die sowohl durch die Verfassung als auch durch den Römer Vertrag geschützt sei B notwendigerweise vorausgesetzt, daß auch die indirekte Werbung über Diversifizierungsprodukte ins Auge gefaßt worden sei, da sie sich in gewisser Hinsicht als noch schädlicher erweise als die direkte Werbung.

A.8.1. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1390 führen die klagenden Parteien eine doppelte Diskriminierung an. Einerseits diskriminiere das Gesetz vom 10. Dezember 1997 die Organisatoren von Sportveranstaltungen, die hauptsächlich durch Tabak finanziert würden, im Verhältnis zu denjenigen, die durch andere Sponsoren finanzierte Veranstaltungen organisierten; andererseits behandle es zu Unrecht die auf Weltebene oder internationaler Ebene organisierten Veranstaltungen auf die gleiche Weise wie diejenigen, die ein begrenzteres Niveau auf nationaler oder örtlicher Ebene aufwiesen.

Was die Sachdienlichkeit betreffe, fechten die Kläger in wissenschaftlicher Hinsicht die notwendige Verbindung zwischen Tabakwerbung und Nikotinsucht an; außerdem seien die angefochtenen Maßnahmen nicht geeignet, den Werbedruck auf den belgischen Bürger als Zuschauer von Autorennen wirklich zu verringern, da er Wettbewerbe verfolgen werde, die an die Stelle der vorher in Belgien ausgetragenen Wettbewerbe (darunter der Große Preis von Spa-Francorchamps) träten und die von ausländischen Fernsehsendern gezeigt würden, auf die nicht das betreffende Verbot Anwendung finde.

Andererseits bemängeln die Kläger hinsichtlich der Verhältnismäßigkeit die von ihnen im einzelnen angeführten wirtschaftlichen und sozialen Kosten sowie die Beeinträchtigungen der Freiheit der Meinungsäußerung, der Handels- und Gewerbefreiheit sowie der föderalen Loyalität infolge des Gesetzes.

A.8.2. Nach Meinung des Ministerrates habe das Gesetz nicht das Ziel, die Organisation von Sportwettbewerben zu regeln, und ergebe sich dessen etwaige verhängnisvolle Auswirkung insbesondere daraus, daß die Kläger es unterließen, andere Sponsoren zu suchen. In bezug auf das angestrebte Ziel sei es gerechtfertigt, die von der Tabakindustrie finanzierten Wettbewerbe ins Auge zu fassen, ohne daß zwischen den verschiedenen Wettbewerben je nach ihrer Bedeutung vernünftigerweise eine Unterscheidung gemacht werden könne.

Das Verbot der Tabakwerbung gehe einher mit einem Bündel anderer Maßnahmen der Volksgesundheit, mit denen die schwerwiegenden negativen Folgen des Tabakkonsums eingeschränkt werden sollten, wie eine Politik, die darauf abziele, vom Tabakkonsum abzuraten - die sich insbesondere an junge Leute richte -, die Einschränkung der Anzahl Orte, an denen das Rauchen gestattet sei, oder aber das Anbieten von Hilfe für Personen, die mit dem Rauchen aufhören möchten. Im übrigen untermauere der Ministerrat die Wirksamkeit der Maßnahme auf wissenschaftlicher Ebene durch verschiedene nationale und internationale Studien sowie durch den Hinweis auf die Sterberate, die dem Tabakkonsum zuzuschreiben sei.

Der Ministerrat unterstreicht im übrigen, daß Belgien sich lediglich der europäischen Richtlinie vom 6. Juli 1998 angepaßt habe, die ebenfalls jede Form der Werbung oder des Sponsoring untersage, und zwar spätestens zum 30. Juli 2001. Diese Richtlinie gestatte es den Mitgliedstaaten im übrigen, sie schneller umzusetzen und strenger zu sein, und definiere im Gegenzug auf restriktive Weise die Fälle, in denen das Inkrafttreten aufgeschoben werden könne. Die Tatsache, daß der belgische Gesetzgeber die Möglichkeit der vorübergehenden Abweichung nicht genutzt habe, könne nicht als fehlerhaft angesehen werden.

Man gehe davon aus, daß der Werbedruck auf den belgischen Bürger tatsächlich verringert werde, insofern vor allem «Große Preise» in Ländern organisiert würden, in denen ebenfalls die Tabakwerbung verboten sei, und insofern im übrigen die europäische Gesetzgebung die Tabakwerbung im Fernsehen verbiete.

Die von den klagenden Parteien auf 1,15 Milliarden Franken veranschlagten wirtschaftlichen Kosten werden vom Ministerrat angefochten, der darauf verweist, daß diese Kosten in jedem Fall mit anderen, noch höheren Kosten in Verbindung mit der Nikotinsucht abgewägt werden müßten, sowohl auf Ebene der öffentlichen Gesundheit als auch auf sozialer und finanzieller Ebene.

*Klagegründe abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit*

A.9.1. Dieser Klagegrund wird in allen Klagen angeführt, manchmal mit gewissen Besonderheiten (insbesondere in Verbindung mit Artikel 23 der Verfassung oder dem Markenrecht).

Es wird angeführt, daß verschiedene Tätigkeiten auf diskriminierende Weise von dem angefochtenen Gesetz betroffen seien, da sie unmöglich oder schwer ausübbar gemacht würden, dies im Gegensatz zu vergleichbaren Tätigkeiten: die Veranstalter von Autorennen im Vergleich zu Organisatoren anderer Sport- und Kulturveranstaltungen; die Organisatoren von Sportveranstaltungen, die durch die Tabakindustrie finanziert würden, im Vergleich zu denjenigen, auf die dies nicht zutreffe; die belgischen Hersteller sowie Zeitungen und Zeitschriften im Vergleich zu den ausländischen; andere Geschäfte als diejenigen, die Tabak und Zeitungen anböten; Dienstleistungsanbieter und «Träger» (Medien, Organisatoren von Veranstaltungen, Plakatkleber, usw.) von kommerziellen Botschaften im Vergleich zu anderen Wirtschaftsakteuren; die Hersteller von Markengütern im Zusammenhang mit Tabak (sogenannten «Diversifizierungsprodukte») im Vergleich zu anderen.

Die mangelnde Relevanz der angefochtenen Maßnahmen im Verhältnis zum vorgeblichen Ziel der Volksgesundheit sowie ihre mangelnde Verhältnismäßigkeit, insbesondere ihre verfrühte Einführung im Verhältnis zu den von der europäischen Richtlinie erlaubten Umsetzungsfristen werden ebenfalls im Rahmen dieses Klagegrundes angeführt.

A.9.2. Außer der allgemeinen Argumentation, die als Antwort auf die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung getrennt betrachtet (siehe oben, A.8.2, zweiter bis vierter Absatz) abgeleiteten Klagegründe dargelegt wird, unterstreicht der Ministerrat die Tatsache, daß die Handels- und Gewerbefreiheit keine absolute Freiheit sei und der Gesetzgeber sie folglich wie im vorliegenden Fall aus Gründen der Volksgesundheit einschränken könne.

A.9.3. In bezug auf die vorgeblichen Einschränkungen der Organisation von Sportwettbewerben durch das angefochtene Gesetz gibt der Ministerrat zu bedenken, daß in anderen Ländern Veranstaltungen organisiert würden, wo das gleiche Verbot herrsche, und daß es andere Sponsoren als die Tabakindustrie gebe, auf die bereits eine Reihe anderer Sportarten als der Automobilsport zurückgriffen.

Der Ministerrat stellt sich außerdem Fragen bezüglich der von den klagenden Parteien in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321, 1332 und 1389 tatsächlich unternommenen Schritte, um andere Sponsoren als die Tabakindustrie zu finden.

A.9.4. Die Ausnahme zugunsten der ausländischen Zeitungen und Zeitschriften B und damit der Hersteller B rechtfertige sich einerseits durch die Einhaltung der europäischen Richtlinie und Rechtsprechung sowie andererseits durch die Feststellung, daß diese Zeitungen und Zeitschriften wenig oder keine Werbung für Tabak enthielten, so daß ein Verbot ihrer Verbreitung eine übertriebene Einschränkung der Pressefreiheit dargestellt hätte. In bezug auf Fernhemittelungen wird außerdem angeführt, daß die Richtlinie «Fernsehen ohne Grenzen» Werbung für Tabak und Tabakerzeugnisse verbiete, was folglich für praktisch alle Sender gelte, die in Belgien zu empfangen seien.

A.9.5. In bezug auf die Ausnahme zugunsten der Tabak- und Zeitungsgeschäfte verweist der Ministerrat darauf, daß es sich um Geschäfte handle, in denen man nur - oder weitgehend - Tabak verkaufe, so daß die Ausnahme zu ihren Gunsten nicht die Gefahr beinhaltete, auf eine andere Kundschaft überzugreifen als diejenige, die bereits Tabak konsumiere, im Gegensatz zur unterschiedlichen Situation des Verkaufs von Tabak in Warenhäusern. Darüber hinaus wird darauf verwiesen, daß die gleiche Ausnahme in Artikel 5 der Richtlinie vom 7. Juli 1998 vorgesehen sei.

A.9.6. Was schließlich die Einschränkungen des Rechtes, für Diversifizierungsprodukte in Verbindung mit Tabak zu werben, betrifft, führt der Ministerrat an, das Ziel habe darin bestanden, nur die Marken ins Auge zu fassen, für die Tabak eine vorherrschende Stellung in ihrer Produktpalette einnehme, wobei der ursprüngliche Entwurf von Artikel 3 des Gesetzes im übrigen strenger gewesen sei. Die festgehaltenen Kriterien seien objektiv, und das sich daraus ergebende Verbot stehe im Verhältnis zur wesentlichen Zielsetzung des Schutzes der Volksgesundheit.

*Klagegründe abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 19 der Verfassung sowie Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention*

A.10.1. Dieser Klagegrund wird in allen Klagen angeführt, wobei die Klage in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1388 überdies Artikel 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte in Verbindung zu den vorstehenden Bestimmungen bringt.

Gemäß den klagenden Parteien schützen Artikel 19 der Verfassung und Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention, so wie er durch den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte ausgelegt werde, die Meinungsfreiheit und die Freiheit der Meinungsäußerung und seien sie anwendbar auf jede Art von Botschaft, einschließlich der Werbebotschaften.

Die klagenden Parteien führen an, verschiedenen Kategorien von Personen werde auf diskriminierende Weise der Vorteil der vorstehend erwähnten Freiheit entzogen; nach ihrem Dafürhalten könnten die aus dem Schutz der Volksgesundheit abgeleiteten Begründungen angesichts der unangemessenen und absoluten - und somit übertriebenen - Beschaffenheit der angefochtenen Verbote solche Eingriffe nicht rechtfertigen. Es gehe in erster Linie um die Personen, die kommerzielle Botschaften in bezug auf Produkte auf der Grundlage von Tabak ausdrückten oder empfangen, im Gegensatz zu dem, was für die anderen Produkte gelte. Es gehe sodann um die Eigentümer von Marken, die ihre Bekanntheit einem Tabakprodukt zu verdanken hätten, um die Inhaber von Lizenzen in bezug auf diese Produkte sowie um die mit deren Verkaufsförderung beauftragten Werbeagenturen, denen untersagt werde, dafür zu werben, im Gegensatz zu anderen Marken.

A.10.2. Was die Werbung zugunsten dieser Diversifizierungsprodukte betrifft, fechten die klagenden Parteien in erster Linie an, sie bezwecke eine indirekte Werbung zugunsten des Tabaks. Im übrigen sei, angesichts dessen, daß die Wirkung der direkten Werbung für Tabak auf dessen Verbrauch wissenschaftlich angefochten werde, *a fortiori* die diesbezügliche Wirkung der Werbung für Diversifizierungsprodukte vollkommen anfechtbar; in bezug auf die Verhältnismäßigkeit unterstreichen die klagenden Parteien, daß das Verbot in bezug auf die Diversifizierungsprodukte strenger sei als das Verbot für Tabakprodukte, da für erstere die Ausnahmen nicht gelten würden, in deren Vorteil die letzteren gelangten. Überdies wird das Vorhandensein von Verhaltenscodes hervorgehoben, mit denen jedes Risiko einer Verwechslung zwischen den Diversifizierungsprodukten und deren Werbung mit den Tabakprodukten vermieden werden solle.

Daraus ergebe sich, daß das angefochtene Verbot nicht als «in einer demokratischen Gesellschaft unentbehrlich» im Sinne von Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention angesehen werden könne; die Tatsache, daß die europäische Richtlinie es den Mitgliedstaaten gestatte, diese Werbung zuzulassen, deute in die gleiche Richtung.

A.11. Neben der allgemeinen Argumentation, die im Zusammenhang mit dem aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung - getrennt betrachtet - abgeleiteten Klagegrund angeführt wird, (siehe oben, A.8.2, zweiter bis vierter Absatz), hebt der Ministerrat hervor, daß die im Klagegrund angeführten Bestimmungen der Freiheit der Meinungsäußerung keine absolute Beschaffenheit verliehen und nicht einer Regelung oder sogar einem Verbot der Handelswerbung im Wege stünden. Das angefochtene Gesetz überschreite nicht die Grenzen, die Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention für mögliche Einschränkungen der Freiheit der Meinungsäußerung vorsehe, insbesondere unter Berücksichtigung des angestrebten Ziels der Volksgesundheit.

Der Ministerrat erinnert daran, daß die Richtlinie 89/622/EWG die Verpflichtung auferlege, auf die Tabakprodukte den Vermerk «Rauchen/Tabak gefährdet die Gesundheit» anzubringen; er unterstreicht auch, daß die Richtlinien «Fernsehen ohne Grenzen» vom 3. Oktober 1989 und vom 30. Juni 1997 ein vollständiges Verbot der Fernsehwerbung für Tabakprodukte vorsähen. Er hebt schließlich hervor, das Gesetz vom 10. Dezember 1997 habe eine ausreichende Übergangszeit vorgesehen B insbesondere, um Ersatzsponsoren zu finden B, da es erst mehr als ein Jahr nach seiner Annahme in Kraft getreten sei.

*Klagegründe abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 16 der Verfassung und/oder Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention*

A.12.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1388 führen an, Artikel 7 § 2 bis Nr. 3, der durch Artikel 3 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 in das Gesetz vom 24. Januar 1977 eingefügt worden sei, bewirke, daß der Klägerin Worldwide Brands Inc. (abgekürzt W.B.I.), Gesellschaft nach dem Recht des Bundesstaates Delaware, ihr Eigentumsrecht an den Marken entzogen werde, die sie im Hinblick auf ihre Diversifizierungsstrategie besitze, so daß dieses Recht gegenstandslos werde. Es wird hervorgehoben, daß es sich um eine vollständige und endgültige Besitzentziehung ohne gerechte Entschädigung handle.

Die klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1391 führt ihrerseits nur den Verstoß gegen Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls an. Nach ihrer Meinung habe der Europäische Gerichtshof den Begriff des Eigentums so ausgelegt, daß es sich um das Vermögen handle, das heißt die wirtschaftlichen Interessen einer Person; angesichts dessen, daß das Gesetz auf wesentliche Weise die Wirtschaftstätigkeit der verschiedenen Akteure, die von Sportveranstaltungen lebten, beeinträchtigte, stelle es eine Einmischung in ihr Eigentumsrecht dar.

Nach Meinung der Kläger in diesen beiden Rechtssachen verstießen die von ihnen angefochtenen Bestimmungen gegen den in Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls verankerten allgemeinen Grundsatz der Achtung des Eigentums sowie gegen das gerechte Gleichgewicht, das dieser Grundsatz zwischen dem Gemeinwohl und den Grundrechten des Einzelnen auferlege. Die Rechtmäßigkeit des vom angefochtenen Gesetz angestrebten Ziels des Schutzes der Volksgesundheit sei zwar nicht anzufechten, doch das von ihm erlassene Verbot der Werbung sei sowohl ungeeignet als auch unverhältnismäßig.

A.12.2. Nach Meinung des Ministerrates müsse man - vorausgesetzt, daß man beim geistigen Recht, das eine Marke darstelle, von Eigentum spreche könne - feststellen, daß das angefochtene Gesetz nur eine begrenzte Einschränkung des Gebrauchs auferlege, da die Vermarktung der besagten Produkte nicht eingeschränkt werde.

Was den Schaden betreffe, den die im Rahmen von Sportveranstaltungen auftretenden Wirtschaftsakteure erlitten, hebt der Ministerrat hervor, daß er Dritten anzulasten sei B den weltweiten Gremien des Automobilsports B und daß es in jedem Fall kein subjektives Recht dafür gebe, daß eine Gesetzgebung sich nicht weiterentwickle, insbesondere, wenn die Entwicklung durch Gebote der Volksgesundheit begründet sei.

*Klagegründe abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 25 der Verfassung und Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention*

A.13.1. Dieser Klagegrund wird einerseits in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 und 1387 (vierter und fünfter Klagegrund) und andererseits im Interventionsschriftsatz der VoE Fédération nationale des hebdomadaires d'information, nunmehr Fédération belge des magazines (erster und fünfter Klagegrund) angeführt.

Gemäß den klagenden Parteien entziehe Artikel 3 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997, indem er auf allgemeine Weise die Werbung, insbesondere mittels der Presse, für Tabakprodukte und Marken, die ihre Bekanntheit den Tabakprodukten zu verdanken hätten, verbiete - während ein solches Verbot nicht anwendbar sei auf andere Produkte, insbesondere diejenigen mit einer gleichen Schädlichkeit, wie Alkohol - den Personen, auf die es anwendbar sei, das Recht auf Pressefreiheit, ohne daß diese Maßnahme als geeignet erscheine oder im Verhältnis zum angestrebten Ziel des Schutzes der Volksgesundheit stehe.

Indem Artikel 4 desselben Gesetzes strengere Strafmaßnahmen in bezug auf die Werbung für Tabakprodukte als für die anderen, im Gesetz vom 24. Januar 1977 genannten Erzeugnisse vorsehe und indem er, in diesem einzigen Fall, von dem in Artikel 25 der Verfassung vorgesehenen System der Haftbarkeit in Stufen abweiche, entziehe er im übrigen den Herausgebern auf diskriminierende Weise den Vorteil dieses Systems der Haftbarkeit.

A.13.2. Nach Meinung des Ministerrates müsse man unterscheiden zwischen der durch Artikel 25 der Verfassung gedeckten Pressefreiheit und der Freiheit der Meinungsäußerung, die ihrerseits durch Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention gedeckt sei.

Die kommerzielle Werbung falle zwar in den Anwendungsbereich der Freiheit der Meinungsäußerung, jedoch nicht in den Anwendungsbereich der Pressefreiheit, die sich definieren lasse als «das Recht einer jeden Person, ihre Meinung in einem gedruckten Dokument auszudrücken, und sie in der Öffentlichkeit zu verbreiten»; die kommerzielle Werbung könne vernünftigerweise nicht als mit der Gedankenfreiheit vergleichbar angesehen werden.

Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention sehe vor, daß die Freiheit der Meinungsäußerung Gegenstand von Maßnahmen sein könne, die für den Schutz der Volksgesundheit erforderlich seien, und es werde nicht abgestritten, daß dies hier der Fall sei. In bezug auf die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen im Hinblick auf dieses Ziel unterstreicht der Ministerrat einerseits die systematische Umgehung der diesbezüglich bereits vorher getroffenen Maßnahmen, was ein absolutes Verbot jeglicher Tabakwerbung erforderlich gemacht habe, und andererseits die Tatsache, daß dieses Verbot in die gleiche Richtung gehe wie die Gesetzgebungen, die sowohl intern in anderen europäischen Ländern und den Vereinigten Staaten als auch auf europäischer Ebene angenommen worden seien.

*Klagegründe abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 30 bis 36 und 59 bis 66 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft*

A.14.1. Dieser Klagegrund wird angeführt in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321, 1332, 1389 (dritter Klagegrund), 1388 (dritter und vierter Teil des ersten Klagegrundes) sowie 1391 (vierter Klagegrund).

A.14.2. Es wird angeführt, daß verschiedenen Kategorien von Personen auf diskriminierende Weise der Vorteil der in den Klagegründen erwähnten europäischen Bestimmungen entzogen werde.

A.14.3. Den Personen, die Werbeflächen für Tabak anböten (nämlich die Organisatoren von Sportveranstaltungen), werde das Recht auf freien Dienstleistungsverkehr B denn die Werbung stelle eine Dienstleistung dar B entzogen, im Gegensatz zu den anderen Dienstleistungsanbietern (Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321, 1332 und 1389); mehr allgemein werde den Dienstleistungsanbietern (Werbeagenturen, usw.) und den «Trägern» (Medien, Organisatoren von Veranstaltungen, usw.) von kommerziellen Botschaften das Recht auf die freie Erbringung dieser Dienstleistung entzogen, im Gegensatz zu den anderen Dienstleistungsanbietern. Den Eigentümern von Marken, die ihre Bekanntheit einem Tabakprodukt zu verdanken hätten, den Inhabern von Lizenzen in bezug auf diese Produkte sowie den mit deren Verkaufsförderung beauftragten Werbeagenturen werde es untersagt, Werbung für diese Produkte zu betreiben, im Gegensatz zu dem, was für die anderen Marken gelte.

A.14.4. Was die Beeinträchtigung des freien Warenverkehrs betreffe, werde das den Wirtschaftsakteuren auferlegte Verbot der Tabakwerbung einen Rückgang des Verbrauchs an Tabakprodukten und somit eine Behinderung der Einfuhr dieser Produkte zur Folge haben; dies schließe einen Verstoß gegen Artikel 30 des EG-Vertrags ein, der Maßnahmen verbiete, die eine gleiche Wirkung wie mengenmäßige Beschränkungen hätten. Das angefochtene Verbot lasse sich nicht durch Artikel 36 desselben Vertrags rechtfertigen - der den Schutz der Volksgesundheit zu einem Rechtfertigungsgrund mache -, da es sowohl unwirksam hinsichtlich dieses Ziels als auch unverhältnismäßig sei, denn dieses Ziel wäre in der Tat mit weniger restriktiven Mitteln, etwa durch Verbraucherinformation, zu erreichen.

A.15.1. Nachdem der Ministerrat hervorgehoben hat, das angefochtene Gesetz habe nicht zum Ziel, die Produktion von oder den Handel mit Tabakprodukten einzuschränken, unterstreicht er die Bedeutung der Gesundheit im Zusammenhang mit dem Gemeinschaftsrecht, indem er insbesondere hervorhebt, daß Artikel 129 A.I.b vorsehe, die Gemeinschaft trage dazu bei, ein hohes Maß an Schutz der menschlichen Gesundheit zu gewährleisten.

A.15.2. Der Ministerrat verweist auf die durch das Urteil Keck und Mithouard eingeführte Rechtsprechung und merkt an, das angefochtene Werbeverbot sei im Sinne dieser Rechtsprechung als eine Modalität des Verkaufs ausulegen - die auf die gleiche Weise sowohl die eingeführten Produkte als auch die einheimischen Produkte betreffe - und stelle demzufolge keinen Verstoß gegen Artikel 30 des EG-Vertrags dar. Der Ministerrat stellt fest, daß selbst dann, wenn der Hof den Standpunkt vertreten sollte, es handele sich um eine Maßnahme mit gleicher Wirkung wie eine mengenmäßige Beschränkung, der Schutz der Volksgesundheit einen Rechtfertigungsgrund im Sinne der Artikel 36 und 56 des Vertrags sowie ein zwingendes Erfordernis im Sinne der Rechtsprechung des Gerichtshofes darstelle.

Was die Ausnahme zugunsten ausländischer Zeitungen, die Tabakwerbung enthielten, betreffe, bemerkt der Ministerrat einerseits, daß man diese vorgesehen habe, um die Rechtsprechung des Gerichtshofes einzuhalten, und andererseits, daß der Gerichtshof die durch die genannte Ausnahme verursachten umgekehrten Diskriminierungen einsehe.

Was schließlich die präjudizielle Frage betreffe, die die klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1391 an den Gerichtshof gestellt haben möchte, werde gemäß dem Ministerrat in den Richtlinien 98/43/EG und 89/552/EWG eine Antwort erteilt, insbesondere in bezug darauf, daß der belgische Gesetzgeber die in der Richtlinie 98/43/EG zugestandenen Fristen nicht nutze, die in der Tat gemäß Artikel 6 Absatz 1 der Richtlinie als maximale Fristen zu gelten hätten.

*Klagegrund abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der Pariser Übereinkunft zum Schutze des gewerblichen Eigentums und mit der Richtlinie 89/104/EWG vom 21. Dezember 1988 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Marken*

A.16.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1388 führen an, Artikel 3 des Gesetzes verstoße gegen die im Klagegrund erwähnten internationalen Bestimmungen, insofern er faktisch dazu führe, für die Diversifizierungsprodukte einen anderen Grund zur Verweigerung der Eintragung vorzusehen - dem nach Meinung der Kläger das Verbot des Gebrauchs gleichzusetzen sei -, als diejenigen, die einschränkend in diesen internationalen Bestimmungen festgelegt seien.

A.16.2. Nach Meinung des Ministerrates bezögen sich die obengenannten internationalen Bestimmungen nicht auf Einschränkungen des Gebrauchs einer Marke, sondern nur auf Einschränkungen hinsichtlich ihrer Eintragung; überdies gestatteten diese Bestimmungen Einschränkungen, die sich aus der öffentlichen Ordnung ergäben, wozu die Volksgesundheit unzweifelhaft gehöre.

*Von den Parteien hinterlegte Ergänzungsschriftsätze*

A.17. In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1321 und 1332 erläutert die klagende Vereinigung ohne Erwerbszweck, das Sponsoring des sogenannten «Superbiker»-Wettbewerbs durch die Zigarettenhersteller habe bereits einen Betrag von 1.400.000 Franken erreicht und der Wegfall dieses Sponsoring beeinträchtige die Rentabilität dieses Wettbewerbs, während dessen Erfolg ausschlaggebend sei für die langfristige Aufrechterhaltung der Tätigkeiten der Vereinigung ohne Erwerbszweck.

A.18. In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1386 und 1387 führen die klagenden Parteien einerseits einen direkten Verlust in Höhe von drei Milliarden für die Werbeindustrie sowie das Verschwinden von vierhundert Arbeitsplätzen in diesem Sektor und andererseits die Tatsache an, daß der Fortbestand von international bekannten Kultur- und Sportveranstaltungen, darunter die «Gentse Feesten», die Weltmeisterschaft der Formel 1 und die Ypern-Rallye, gefährdet werde.

Anhand von drei Beispielen unterstreichen die klagenden Parteien, daß das Werbe- und Sponsoringverbot je nach Fall dazu geführt habe, die Qualität der verpflichteten Fahrer - und somit die erzielten Ergebnisse B herabzusetzen und das belgischen Rennen (in Gent) der Motocross-Weltmeisterschaft abzuschaffen; außerdem wird die Lage einer Firma, «Future World», dargelegt, die 1999 im Vergleich zu 1998 aufgrund des Sponsoringverbotes, das durch das Gesetz vom 10. Dezember 1997 auferlegt werde, die Hälfte ihres Umsatzes eingebüßt habe.

A.19. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1388 legen die klagenden Parteien dar, daß das Verbot der Werbung für Kleidung, Schuhe, Armbanduhr und Reisetaschen der Marke Camel einen wesentlichen Rückgang der Bestellungen dieser Artikel durch die Einzelhändler sowie des Umsatzes mit diesen Artikeln zur Folge habe; diese Senkungen schwankten je nach Fall zwischen 10 und 60 Prozent, mit einem auf vierzig Stellen veranschlagten Gesamtverlust an Arbeitsplätzen. Die Klägerin «Actual Media» erleide ihrerseits einen auf zehn Millionen Franken geschätzten Umsatzverlust; der Verlust an Werbeeinnahmen liege für die Medien bei zehn bis fünfzehn Millionen.

A.20. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1389 legt die klagende Vereinigung ohne Erwerbszweck, Organisator des Internationalen Großen Preises für Motocross, dar, das Werbe- und Sponsoringverbot habe einen Rückgang des durch die Sponsoren investierten Betrags um 1.300.000 bis 600.000 Franken zur Folge, was dazu führe, daß die Zahl der an diesem Wettkampf teilnehmenden Topfahrer zurückgehe; daraus wird geschlußfolgert, das Gesetz vom 10. Dezember 1997 werde «kurzfristig einen beträchtlichen finanziellen Verlust» mit sich bringen.

A.21. In der Sache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1390 unterstreichen die klagenden Parteien zunächst, daß der Wegfall des Sponsoring durch Tabak über den daraus entstehenden finanziellen Verlust hinaus den Auftrag des öffentlichen Dienstes beeinträchtige, der von der Interkommunale, nämlich der Rennstrecke von Spa-Francorchamps, wahrgenommen werde und der in der Förderung des Fremdenverkehrs, der Wirtschaft und des Motorsports in den Hochardennen bestehe; es wird unterstrichen, daß mit dem Verlust des Großen Preises der Formel 1 im gewissen Sinne das «Schaufenster» der Region verschwinden werde.

Indem die klagenden Parteien ihre Prüfung allein auf die Auswirkung des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 auf die Organisation des Großen Preises von Belgien in der Formel 1 beschränken, untersuchen sie nacheinander den Schaden, den die genannte Interkommunale sowie die darin zusammengeschlossenen Behörden erlitten.

A.22.1. Der finanzielle Verlust, den die Interkommunale der Rennstrecke von Spa-Francorchamps erleiden würde, wird einerseits hinsichtlich des Umsatzrückgangs der Interkommunale untersucht, den der Wegfall des genannten Großen Preises zur Folge haben würde, und andererseits hinsichtlich des besonderen Schadens, den die Annullierung des Großen Preises 1999 zur Folge haben würde.

A.22.2. Was die unmittelbaren finanziellen Verluste betrifft, wird dargelegt, daß der Große Preis der Formel 1 für die gesamte Sportsaison 57 Prozent der zahlenden Zuschauer und 46 Prozent des Jahresumsatzes darstelle; aufgrund seiner sehr hohen Rentabilität könnten mit dem Großen Preis der Einkommensverlust aus anderen Wettbewerben ausgeglichen und die Festkosten zum großen Teil finanziert werden. Sein Wegfall würde die Interkommunale in «eine äußerst schwierige Lage versetzen, mit der realen Gefahr, daß man kurz- oder mittelfristig in Konkurs geht».

In bezug auf die indirekten finanziellen Verluste wird angeführt, daß die Interkommunale in dem Bemühen, die obenerwähnten Verluste auszugleichen, die auf der Rennstrecke organisierten Tätigkeiten auf unterschiedliche Weise zu diversifizieren versuche, unter anderem indem sie die Strecke für Privatrennen bereitstelle; es stelle sich jedoch heraus, daß der Erfolg dieser Vorgehensweise bei der neuen Kundschaft weitgehend davon abhängt, ob die Rennstrecke von Spa-Francorchamps weiterhin zu denjenigen gehören werde, auf denen eines der sechzehn Rennen der Formel-1-Weltmeisterschaft ausgetragen werde. Ferner wird darauf hingewiesen, daß andere Wettbewerbe, die im Begleitprogramm zur Formel 1 ausgetragen würden oder auf einer für die F 1 homologierten Rennstrecke stattfinden müßten, im Falle der Absage des Großen Preises ebenfalls die Rennstrecke verlassen würden.



A.22.3. In bezug auf den spezifischen Schaden infolge der Annullierung des Großen Preises 1999 müsse die Spa Activities GmbH den Zuschauern bereits gekaufte Eintrittskarten erstatten, deren Betrag sich am 9. April 1999 auf 250 Millionen Franken belaufe, wobei die Gefahr bestehe, daß diese GmbH die Interkommunale gerichtlich verklage, um ihren Schaden ersetzt zu bekommen; darüber hinaus drohten weitere Summen gefordert zu werden. Diesbezüglich wird bemerkt, daß der Große Preis 1985 nicht gestrichen, sondern verlegt worden sei und zu einem bis heute nicht abgeschlossenen Gerichtsverfahren geführt habe; in diesem Rahmen fordere eine der Parteien die Wiedergutmachung eines auf fast 150 Millionen Franken geschätzten Schadens.

A.23. In bezug auf den Schaden, den die Provinz Lüttich, ihr Fremdenverkehrsverband sowie die Städte Spa, Malmedy und Stavelot erleiden würden, wird angeführt, daß diese verschiedenen Behörden angeschlossene Mitglieder der Interkommunale seien und folglich ebenfalls den von ihr erlittenen finanziellen Schaden erleiden würden; im Falle der Einstellung der Tätigkeiten wären die von diesen Behörden vorgenommenen Investitionen verloren, oder zumindest würde der erhoffte Gewinn nicht erzielt. Falls die Interkommunale ihre Schulden nicht begleichen könne, würden die obengenannten Behörden wegen eines Gesamtbetrags in Höhe von insgesamt mehr als 60 Millionen Franken als Bürgen in Anspruch genommen werden.

In bezug auf die investierten Beträge oder die entgehenden Einnahmen werden folgende Zahlen angeführt. Der Beitrag der Provinz Lüttich werde global auf mehr oder weniger 200 Millionen Franken veranschlagt. Die Auswirkungen auf den Fremdenverkehr in dieser Provinz würden auf mehr oder weniger 430 Millionen Franken geschätzt; diese Summe beinhalte die Ausgaben für Unterkunft, Ernährung, Getränke und Kauf von Souvenirs während der Woche des Großen Preises. Schließlich würden die Provinz- und Gemeindesteuern auf insgesamt etwa 20 Millionen Franken veranschlagt.

Schließlich wird angeführt, daß durch den Großen Preis eine Reihe von saisonalen Arbeitsplätzen geschaffen würden, deren Zahl sich auf zweitausendfünfhundert belaufe.

A.24. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1391 führt die Wallonische Regierung außer den bereits oben dargelegten Punkten an, daß der Große Preis das Ereignis sei, das in Belgien die größte Anzahl Fernsehzuschauer anlocke (etwa zweihunderttausend), daß es der Wirtschaft der Provinz Lüttich einen finanziellen Betrag von 1,15 Milliarden Franken sowie fast sechstausend ständige Arbeitsplätze einbringe. Andere Wettbewerbe, wie die 24 Stunden von Francorchamps, würden ebenfalls mehrere Zigtausend Zuschauer anlocken. Ferner hebt sie hervor, daß erhebliche Investitionen in die Rennstrecke Spa-Francorchamps vorgenommen worden seien B rund 2 Milliarden Franken -, darunter fast 400 Millionen Franken durch die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft seit 1989.

A.25.1. Die intervenierenden Parteien VoE Fédération belge des magazines und andere führen ihrerseits an, daß die wirtschaftliche Gesundheit der Presse fast ausschließlich von den Einnahmen abhängt, die sie aus der Werbung erzielen könne, und dies sei im übrigen während der Vorarbeiten unterstrichen worden; die Werbeeinnahmen (mehr oder weniger 9,5 Milliarden Franken) würden auf 40 Prozent des Umsatzes des Sektors der Tagespresse veranschlagt, so daß ihre Aufrechterhaltung sich als unerlässlich für den Fortbestand dieses Sektors erweise.

A.25.2. In diesen Werbeeinnahmen stelle die Werbung für Tabakerzeugnisse etwa 170 bis 200 Millionen Franken dar, das heißt 2,5 Prozent der gesamten Werbeeinnahmen.

Die intervenierenden Parteien heben deren Bedeutung für die Lebensfähigkeit des Sektors hervor, indem sie diese Werbeeinnahmen mit der Summe der von den Behörden an die Presse gezahlten Betriebszuschüsse vergleichen, die sich auf rund 95 Millionen Franken beliefen; es wird angeführt, die Tatsache, daß die Behörden es für notwendig erachteten, die Schriftpresse zu unterstützen, zeige deutlich ihre Überzeugung, daß diese Unterstützung notwendig sei, um die finanzielle Gesundheit dieses Sektors zu sichern; das angefochtene Werbeverbot führe jedoch zu einem zwei- bis dreifach höheren Verlust als die Summe dieses Zuschusses, zumal es sich praktisch um Nettoverluste handele, da die mit dieser Werbung verbundenen Kosten von den Werbeagenturen und den Herstellern übernommen würden.

Darüber hinaus vertreten die intervenierenden Parteien den Standpunkt, durch das Gesetz vom 10. Dezember 1997 werde der Sektor etwa hundert Arbeitsplätze verlieren. Schließlich sei erwiesen, daß es keine Möglichkeit gebe, Ersatzinnahmen zu finden, dies im Gegensatz zur Behauptung des Ministerrates.

A.26. Die intervenierende Partei VoE Automobileclub Targa Florio organisiere ihrerseits die «24 Stunden von Ypern», die Ende Juni stattfänden. Zum Gesamthaushalt von 25 Millionen Franken steuere der Zigarettenhersteller Marlboro einen finanziellen Beitrag von 14 Millionen Franken bei, und diesem Verlust sei eine Verringerung der Zuschauerzahl in Verbindung mit dem niedrigeren Fahrerniveau hinzuzufügen, der auf drei Millionen Franken zu beziffern sei; der nicht auszugleichende Schaden betrage also 17 Millionen Franken, so daß «die Zukunft der Veranstaltung durch das Gesetz also sehr ernsthaft gefährdet, wenn nicht gar unmöglich gemacht wird».

- B -

#### *Die angefochtenen Bestimmungen*

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 «bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse»; je nach dem Fall beantragen sie die Nichtigerklärung des gesamten Gesetzes bzw. beschränken sie ihre Klagen auf gewisse Bestimmungen desselben.

Das Gesetz umfaßt sechs Artikel. Artikel 1 bestimmt, daß eine Angelegenheit im Sinne von Artikel 78 der Verfassung geregelt wird. Die übrigen Artikel lauten:

«Art. 2. In Artikel 7 § 2 des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren, abgeändert durch das Gesetz vom 22. März 1989, wird die Wortfolge ' in bezug auf die Werbung für Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und ähnliche Erzeugnisse sowie ' gestrichen.

Art. 3. In Artikel 7 desselben Gesetzes wird ein § 2bis eingefügt, der folgendermaßen lautet:

' § 2bis. - 1. Werbung für und Sponsoring durch Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und ähnliche Erzeugnisse, weiter unten Tabakerzeugnisse genannt, sind verboten.

Als Werbung und Sponsoring gelten jede Mitteilung oder Handlung, die unmittelbar oder mittelbar den Verkauf zu fördern bezweckt, ungeachtet des Ortes, der eingesetzten Kommunikationsmittel oder der verwendeten Techniken.

2. Das in Nr. 1 festgeschriebene Verbot gilt nicht für

- Werbung für Tabakerzeugnisse in ausländischen Zeitungen und Zeitschriften, außer wenn diese Werbung oder die Einfuhr einer solchen Zeitung oder Zeitschrift hauptsächlich darauf abzielt, auf den belgischen Markt Werbung für Tabakerzeugnisse zu betreiben;

- zufällige Werbung für Tabakerzeugnisse im Rahmen der Mitteilung ausländischer Ereignisse an das Publikum, außer wenn diese Werbung oder die Mitteilung des Ereignisses an das Publikum hauptsächlich darauf abzielt, auf dem belgischen Markt Werbung für Tabakerzeugnisse zu betreiben;

- das Anbringen von Plakaten mit der Marke eines Tabakerzeugnisses in und an der Fassade von Tabakläden und Zeitungsgeschäften, die Tabakerzeugnisse verkaufen.

3. Es ist verboten, eine Marke, die ihre Bekanntheit hauptsächlich einem Tabakerzeugnis zu verdanken hat, für Werbung in anderen Bereichen zu verwenden, solange die Marke für ein Tabakerzeugnis verwendet wird.

Diese Bestimmung beeinträchtigt nicht das Recht der Unternehmen, unter ihrem Markennamen Werbung für Erzeugnisse, die keine Tabakerzeugnisse sind, zu betreiben, wenn

a) der Umsatz mit - selbst durch ein anderes Unternehmen - unter demselben Markennamen vermarkteten Tabakerzeugnissen nicht mehr als die Hälfte des Umsatzes mit anderen Erzeugnissen der betreffenden Marke, die keine Tabakerzeugnisse sind, beträgt, und

b) diese Marke ursprünglich für Erzeugnisse, die keine Tabakerzeugnisse sind, als Schutzmarke eingetragen worden ist.

Art. 4. In Artikel 15 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen durchgeführt:

1. In § 2 Nr. 2 wird zwischen die Wortfolge ' und § 2 ' und die Wortfolge ' übertritt ' die Wortfolge ' in bezug auf die Werbung für Alkohol und alkoholische Getränke ' eingefügt.

2. Es wird ein folgendermaßen lautender § 3 hinzugefügt:

' § 3. Mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr und mit einer Geldstrafe von zehntausend bis hunderttausend Franken bzw. mit nur einer von diesen Strafen wird bestraft, wer Artikel 7 § 2bis dieses Gesetzes oder die zur Durchführung von Artikel 7 § 2 ergangenen Erlasse in bezug auf Tabakerzeugnisse übertritt.

Diese Bestimmung gilt ebenfalls für die Herausgeber, Druker und im allgemeinen für alle Personen, die an der Verbreitung der Werbung oder am Sponsoring beteiligt sind. '

Art. 5. Der königliche Erlaß vom 20. Dezember 1982 bezüglich der Werbung für Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und ähnliche Erzeugnisse, abgeändert durch den königlichen Erlaß vom 10. April 1990, wird aufgehoben.

Art. 6. Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 1999 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 4, der am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.»

#### *Hinsichtlich der Zulässigkeit*

B.2.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit bestimmter Klagen in Abrede und bezieht sich dabei einerseits auf die fehlende Rechtspersönlichkeit der klagenden Partei in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisseummern 1321 und 1332 und andererseits auf das Nichtvorhandensein des erforderlichen Interesses an der Klageerhebung vor dem Hof (in allen Rechtssachen, außer in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisseummern 1388 und 1391 erhobene Einrede).

B.2.2. Hinsichtlich der Nichtbeachtung der durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbzweck vorgeschriebenen Formalitäten seitens der VoE Royal Union Motor Entre-Sambre-et-Meuse - Mettet geht aus den durch diese klagende Partei im Anhang zu ihrem Erwidierungsschriftsatz hinterlegten Schriftstücken hervor, daß die betreffenden Formvorschriften beachtet worden sind; die erste vom Ministerrat erhobene Einrede wird abgewiesen.

B.2.3. Hinsichtlich des fehlenden Interesses bestimmter klagender Parteien, stellt der Hof fest, daß diese je nach dem Fall Sportveranstaltungen organisieren, die insbesondere durch die Einnahmen aus Werbung oder Sponsoring im Sinne des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 finanziert werden, oder aus der Organisation solcher Veranstaltungen Nutzen ziehen. Ihre Situation kann also unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch die im vorgenannten Gesetz festgelegten Werbeverbote betroffen werden; die zweite vom Ministerrat erhobene Unzulässigkeitseinrede wird abgewiesen.

B.2.4. Die Klagen sind zulässig.

#### *Hinsichtlich der durch das Gesetz vom 10. Dezember 1997 verfolgten Zielsetzungen*

B.3.1. Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß die vom Gesetzgeber verfolgte Zielsetzung im Schutz der Volksgesundheit liegt; unter Berücksichtigung der Anzahl Personen, die an den Folgen des Rauchens sterben - jedenfalls unter Berücksichtigung der Gesundheitsschädlichkeit des Rauchens - will der Gesetzgeber mit den angefochtenen Maßnahmen zur Verringerung des Tabakverbrauchs oder wenigstens des Erscheinens neuer Verbraucher beitragen, und zwar insbesondere bei der Jugend, die für Tabakwerbung besonders empfänglich ist. Der Gesetzgeber will ebenfalls gegen die beträchtlichen, durch den Tabakverbrauch verursachten gesellschaftlichen und finanziellen Kosten reagieren; schließlich hat es der Gesetzgeber zur Verwirklichung der vorgenannten Zielsetzung für notwendig gehalten, neue Maßnahmen zu ergreifen, um die bisherigen Vorschriften wirksamer zu gestalten.

So wurde hinsichtlich dieser verschiedenen Zielsetzungen folgendes hervorgehoben:

«An der Schädlichkeit von Tabakerzeugnissen kann nicht mehr gezweifelt werden. Tabak ist verantwortlich für verschiedene schwere Erkrankungen, etwa verschiedene Arten von Krebs, Herzleiden, Bronchitis, Emphysem, Asthma usw. Die Anzahl von Todesfällen infolge des Tabakverbrauchs wird in Belgien auf jährlich etwa 13.000 geschätzt. In der Europäischen Gemeinschaft sollen jährlich 450.000 Menschen an den Folgen des Tabakverbrauchs sterben.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 346/1, S. 1)

«Längerfristig bezweckt dieser Gesetzesvorschlag, zur allmählichen Verringerung des Tabakverbrauchs beizutragen. Damit wollen wir vor allem verhindern, daß durch die Werbung neue Verbraucher von Tabakerzeugnissen gefunden werden.» (ebenda, S. 3)

«Die Tabakindustrie gibt beträchtliche Summen für Werbung in den Medien und Sponsoring sportlicher und kultureller Aktivitäten aus. Damit will sie an erster Stelle neue Verbraucher finden. Für die Tabakindustrie ist es nämlich notwendig, daß im Hinblick auf die Aufrechterhaltung eines ausreichenden Absatzmarktes ständig neue potentielle Raucher angezogen werden. Es ist also nicht erstaunlich, daß die Werbung sich insbesondere an die Jugend richtet. Bekanntlich fangen die meisten Raucher in jungen Jahren an, und in der Werbung wird dieser Tatsache Rechnung getragen.» (ebenda, S. 2)

«In diesem Zusammenhang werden manche wohl auf das wirtschaftliche Interesse der Tabakindustrie in unserem Land hinweisen. Dabei ist hervorzuheben, daß dieses Argument keineswegs den enormen Schaden für die Volksgesundheit und die Wirtschaft aufwiegt (Ausgaben im medizinischen Bereich, Produktionsverluste usw.), den der Tabakverbrauch mit sich bringt. Diese Kosten gehen außerdem zu Lasten der Allgemeinheit.» (ebenda, S. 4)

«Die Obrigkeit muß demzufolge verantwortungsbewußt handeln und die Tabakwerbung verbieten, zumal das LIKIV wegen der Folgen des Rauchens jährlich zwischen 65 und 150 Milliarden Franken ausgibt.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 346/4, S. 2)

«Die Tabakwerbung wird in Belgien zur Zeit durch den königlichen Erlaß vom 20. Dezember 1982 in der durch den königlichen Erlaß vom 10. April 1990 abgeänderten Fassung geregelt. Es ist frappant, daß die Vorschriften von 1982 zu einer starken Zunahme der indirekten Werbung geführt haben. Man erinnere sich an die Werbung für die verschiedensten Produkte wie Streichhölzer oder Bekleidung, wobei bekannte Tabakmarken verwendet werden. In der Öffentlichkeit wird diese Werbung übrigens als Werbung für Tabakmarken erkannt. 1990 wurde die indirekte Werbung ausdrücklich verboten, aber dieses Verbot betrifft nur die Erzeugnisse. Seitdem ist festzustellen, daß Tabakmarken in der Werbung für verschiedene Dienstleistungen und Veranstaltungen verwendet werden. Es liegt klar auf der Hand, daß es sich dabei um eine Umgehung des Gesetzes handelt.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 346/1, S. 2)

B.3.2. Aus den Vorarbeiten wird ebenfalls ersichtlich, daß die angefochtenen Maßnahmen als Teil eines umfassenderen Bündels von Maßnahmen zur Verringerung des Tabakverbrauchs betrachtet wurden.

So wurde folgendes hervorgehoben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 346/4, S. 27):

«Das Rauchen kann nur mit einer ganzen Reihe von Instrumenten bekämpft werden, darunter die Erziehung der Kinder, Entziehungsprogramme für Raucher, Preiserhöhungen sowie Grundlagenforschung, unter anderem bezüglich der Rezeptoren des Nikotins.»

#### *Zur Hauptsache*

B.4. Die klagenden Parteien bringen zwei Arten von Klagegründen vor, und zwar einerseits Klagegründe, die von einem Verstoß gegen die Zuständigkeitsvorschriften ausgehen, und andererseits Klagegründe, die auf einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung beruhen, je nach dem Fall entweder an sich oder in Verbindung mit anderen Verfassungs- oder völkerrechtlichen Bestimmungen, insbesondere Bestimmungen des europäischen Gemeinschaftsrechts.

#### *Hinsichtlich des Verstoßes gegen die Zuständigkeitsvorschriften*

B.5. In einer ersten Gruppe von Klagegründen wird der Verstoß gegen die Artikel 127 und 130 der Verfassung, gegen Artikel 4 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und gegen Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 geltend gemacht.

B.6. Das Gesetz vom 10. Dezember 1997 hat zum Zweck, die Werbung für Tabakerzeugnisse zu verbieten. Die Tragweite dieses Verbots sowie die Ausnahmen von diesem Verbot, die Sanktionen zur Gewährleistung der Beachtung des Verbots und die ins Auge gefaßten Erzeugnisse werden in den Artikeln 2, 3 und 4 des Gesetzes näher bestimmt. Dieses Gesetz ändert die Artikel 7 und 15 des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren ab.

Wenngleich das angefochtene Gesetz auf die im audiovisuellen Sektor betriebene Tabakwerbung anwendbar ist, hat es weder zum Ziel, noch zur Folge, den Sachbereich «Rundfunk und Fernsehen» im Sinne von Artikel 4 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu regeln.

Der von einem Verstoß gegen die vorgenannte Bestimmung und demzufolge gegen Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgehende Klagegrund ist unbegründet.

B.7.1. Es wird auch vorgebracht, daß das Gesetz vom 10. Dezember 1997 insofern, als es das Sponsoring durch Tabakerzeugnisse und gleichgestellte Erzeugnisse verbiete, den föderalen Zuständigkeitsbereich überschreite, da dieser unter Bezugnahme auf das Gesetz vom 24. Januar 1977 festgelegt worden sei, und dieses Gesetz lediglich die «Werbung» für Tabak regle.

B.7.2. Laut Artikel 5 § 1 I Nr. 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gehört im Bereich der Gesundheitspolitik zu den personenbezogenen Angelegenheiten:

«2. Die Gesundheitserziehung sowie die Aktivitäten und Dienstleistungen auf dem Gebiet der vorbeugenden Medizin, mit Ausnahme von nationalen prophylaktischen Maßnahmen.»

Aus den Vorarbeiten zu diesem Sondergesetz (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434-2, SS. 124-125; Kammer, 1979-1980, Nr. 627-10, S. 52) geht hervor, daß der Sondergesetzgeber insbesondere die Angelegenheit der «Lebensmittelgesetzgebung» von der durch die vorgenannte Bestimmung durchgeführten Zuständigkeitsübertragung ausgeschlossen hat. Diese Bezeichnung bestimmte den Gegenstand des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren. Dieses Gesetz bezog zum Zeitpunkt der Entstehung des Sondergesetzes die Regelung der Werbung für Tabak und ähnliche Erzeugnisse ein. Daraus ergibt sich, daß der föderale Gesetzgeber weiterhin dafür zuständig ist, die Werbung bezüglich der Tabakerzeugnisse und der durch die verwendete Marke damit verbundenen Erzeugnisse zu regeln.

B.7.3. Dieser Zuständigkeitsvorbehalt erstreckt sich ebenfalls auf die Regelung des Sponsoring durch Tabakerzeugnisse.

Der Werbung und dem Sponsoring ist die Tatsache gemeinsam, daß sie darauf ausgerichtet sind, unmittelbar oder mittelbar den Verkauf von Tabakerzeugnissen zu fördern, weshalb der Zusammenhang dieser Maßnahmen nicht bestritten werden kann.

B.7.4. Daraus ergibt sich, daß das Verbot des Sponsoring durch Tabak, Erzeugnisse auf Tabakbasis und ähnliche Erzeugnisse sowie das Verbot der Werbung bezüglich dieser Erzeugnisse und der Erzeugnisse von Marken, die mit den genannten Erzeugnissen verbunden sind, zum föderalen Zuständigkeitsbereich gehört.

B.8. Die von einem Verstoß gegen die in B.5 angegebenen Bestimmungen ausgehenden Klagegründe sind unbegründet.

B.9.1. Mehrere klagende Parteien machen einen Verstoß gegen die Artikel 39 und 143 § 1 der Verfassung sowie einen Verstoß gegen die Artikel 4 Nrn. 9 und 10 (Sport und Fremdenverkehr) und 6 § 1 VI und IX (Wirtschaft und Beschäftigung) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geltend.

B.9.2. Der föderale Gesetzgeber darf bei der Ausübung seiner Zuständigkeit im Bereich der Regelung der Werbung für und des Sponsoring durch Tabakerzeugnisse nicht in übertriebener Weise den Zuständigkeiten, die durch die Verfassung oder kraft derselben den Gemeinschaften und Regionen zugewiesen worden sind, Abbruch tun, insbesondere indem er ihre Ausübung unmöglich macht oder übertriebenermaßen erschwert.

B.9.3. Die klagenden Parteien stellen nicht unter Beweis - und der Hof sieht nicht ein -, in welcher Hinsicht die Gemeinschaften und Regionen durch das fragliche Gesetz daran gehindert werden, ihre Zuständigkeiten auszuüben, und genauso wenig, in welcher Hinsicht die Ausübung dieser Zuständigkeit übertriebenermaßen erschwert werden soll.

B.9.4. Soweit im Klagegrund die faktischen Folgen beanstandet werden, die sich aus dem Gesetz ergeben - und deren Umfang der Ministerrat in Abrede stellt -, um die übertriebene Beschaffenheit des fraglichen Verbots zu begründen, geht diese Kritik in Wirklichkeit davon aus, daß die angefochtenen Bestimmungen die Handels- und Gewerbefreiheit in unverhältnismäßiger Weise beeinträchtigen, unter Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung. Auf diese Kritik wird im Rahmen der Untersuchung der aus einem Verstoß gegen diese Bestimmungen abgeleiteten Klagegründe geantwortet werden.

B.10. Was schließlich die angebliche Verletzung des Grundsatzes der föderalen Loyalität betrifft, vermitteln die klagenden Parteien dieser Kritik einen Inhalt, der sich nicht von den oben geprüften Klagegründen unterscheidet.

B.11. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die von der Nichtbeachtung der Zuständigkeitsvorschriften ausgehenden Klagegründe unbegründet sind.

*Hinsichtlich des Verstoßes gegen den Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz, an sich betrachtet*

B.12. Hinsichtlich der Personen, die von den fraglichen Werbeverboten betroffen sind, und zwar auf diskriminierende Weise im Vergleich zu anderen, erwähnen die klagenden Parteien insbesondere: die Organisatoren bestimmter, durch die Tabakindustrie finanzierter Wettbewerbe im Vergleich zu den Organisatoren anderweitig finanzierter sportlicher oder kultureller Veranstaltungen; die Dienstleistungserbringer und die «Träger» kommerzieller Mitteilungen im Zusammenhang mit Tabakerzeugnissen im Vergleich zu den Wirtschaftsakteuren, die für andere Erzeugnisse auftreten; die Inhaber von Marken, deren Bekanntheit einem Tabakerzeugnis zu verdanken ist, die Inhaber von Lizenzen bezüglich dieser Erzeugnisse und die Werbeagenturen, die mit der Werbung für diese im Gesetz genannten Produkte beauftragt sind, im Gegensatz zu den anderen, insbesondere konkurrierenden Marken.

B.13.1. Hinsichtlich der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen - insbesondere das Ziel des Schutzes der Volksgesundheit und der Vorbeugung angesichts der jugendlichen Verbraucher - ist es nicht irrelevant, die Werbung für und das Sponsoring durch Tabakerzeugnisse zu verbieten, und dies nicht zu tun für andere Produkte.

Ohne die gesundheitsschädlichen Folgen des Rauchens in Frage zu stellen, bestreiten einige klagende Parteien in Wirklichkeit nur, daß von den angefochtenen Werbeverboten eine hemmende Wirkung auf den Tabakverbrauch ausgeht.

Der Hof weist darauf hin, daß der nicht in Abrede gestellte Umfang der finanziellen Mittel, die laut den Vorarbeiten zum Gesetz für die Werbung für und das Sponsoring durch Tabakerzeugnisse aufgewendet werden, zeigt, daß diese Förderungsmaßnahmen in der Überzeugung ergriffen werden, daß sie bedeutende Auswirkungen auf den Verkauf der Tabakerzeugnisse und somit auf deren Verbrauch haben werden.

Ohne daß es notwendig ist, sich zu den - während der Vorarbeiten ausführlich besprochenen - wirklichen Folgen der angefochtenen Verbote auf den Verbrauch der Tabakerzeugnisse zu äußern, genügt die Feststellung, daß nicht vernünftigerweise bestritten werden kann, daß diese Verbote so beschaffen sind, daß sie zu einer Verringerung bzw. wenigstens zu einer Stabilisierung der Anzahl Raucher beitragen, vor allem bei der Jugend; diese Feststellung zwingt sich um so mehr auf, da - wie bei den Vorarbeiten hervorgehoben wurde - die Verbote Teil einer Gesamtheit von Maßnahmen - wie das Rauchverbot in öffentlichen Gebäuden - sind.

B.13.2. Soweit das Werbeverbot auf Markenprodukte ausgedehnt wird, deren Bekanntheit hauptsächlich einem Tabakerzeugnis zu verdanken ist - sogenannte Diversifizierungsprodukte -, ist die Maßnahme relevant angesichts der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen. Ungeachtet des Zwecks der Vermarktung von Erzeugnissen unter dem Markennamen eines bekannten Tabakerzeugnisses hat die Werbung für diese Erzeugnisse nämlich auch zur Folge, die Marke zu fördern, weshalb diese Werbung als eine Form der indirekten Werbung für Tabakerzeugnisse zu betrachten ist.

B.14.1. Die klagenden Parteien werfen dem angefochtenen Gesetz vor, daß es die in Nr. 2 des neuen Artikels 7 § 2bis des Gesetzes vom 24. Januar 1977 vorgesehenen Ausnahmen nicht auf die Diversifizierungsprodukte von Tabak ausgedehnt hat.

B.14.2. Der Hof hat vorher zu prüfen, ob die vorgenannten Ausnahmen gerechtfertigt werden können.

B.15.1. Es ist kaum durchführbar, Tabakerzeugnisse zu verkaufen - in einigen Fällen als einzige Einnahmequelle -, ohne darauf aufmerksam zu machen, weshalb ein Werbeverbot in Tabakläden und Zeitungsgeschäften angesichts eines Produktes, dessen Verkauf selbst erlaubt ist, kaum zu rechtfertigen wäre.

Der Hof weist schließlich darauf hin, daß in Artikel 3 Absatz 5 der Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 eine ähnliche Ausnahme vorgesehen ist, indem bestimmt wird, daß sie nicht gilt für «die Aufmachung der zum Verkauf angebotenen Tabakerzeugnisse und ihre Preisauszeichnung an den Tabakverkaufsstellen».

B.15.2. Demzufolge ist diese Ausnahme vom Tabakwerbeverbot gerechtfertigt.

B.16. Die Ausnahmen in bezug auf die Werbung, die in ausländischen Zeitungen und Zeitschriften und im Rahmen der Mitteilung von im Ausland stattfindenden Ereignissen an die Öffentlichkeit betrieben wird, sind genausowenig ungerechtfertigt. Neben den Verpflichtungen, die sich aus dem freien Waren- und Dienstleistungsverkehr in der Europäischen Gemeinschaft ergeben, und den Begrenzungen seiner eigenen Zuständigkeit konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise davon ausgehen, daß einerseits die Einfuhr von Zeitungen und Zeitschriften oder die Mitteilung von im Ausland stattfindenden Ereignissen als solche nicht zum Zweck haben, den Tabakverbrauch zu fördern - und hat er übrigens von der Ausnahme die entgegengesetzte Hypothese, in der dies der Fall wäre, ausgeschlossen - und daß andererseits die Folgen dieser Formen von Werbung zu begrenzt sind, als daß sie berücksichtigt werden müßten; außerdem konnte er berechtigterweise die Tatsache berücksichtigen, daß in absehbarer Zeit die Tragweite dieser Ausnahmen erheblich eingengt werden würde, was die anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union betrifft.

B.17. Soweit das Gesetz vom 10. Dezember 1997 auf die Personen, auf die das Werbeverbot für mit Tabak verbundene Marken anwendbar ist, nicht die Ausnahmen anwendbar macht, welche jene Personen genießen, für die das Werbeverbot für Tabakerzeugnisse gilt, legt der Ministerrat jedoch nicht die Gründe dar - und erkennt der Ministerrat sie nicht -, die geeignet wären, den sich daraus ergebenden Behandlungsunterschied zwischen den zwei vorgenannten Personenkategorien zu rechtfertigen.

Daraus ergibt sich, daß Artikel 7 § 2bis Nr. 3 (neu) des Gesetzes vom 24. Januar 1977 insofern, als er hinsichtlich der Erzeugnisse der mit Tabakerzeugnissen verbundenen Marken nicht ähnliche Ausnahmen vorsieht wie diejenigen, auf die sich Nr. 2 der vorgenannten Bestimmung bezieht, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt.

*Was die Folgen der angefochtenen Maßnahme betrifft*

*Hinsichtlich des Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit anderen Bestimmungen*

B.18. Die klagenden Parteien machen geltend, daß die angefochtenen Werbeverbote verschiedenen, je nach dem Fall in der Europäischen Menschenrechtskonvention und im Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften gewährleisteten Grundrechten oder -freiheiten Abbruch täten; die klagenden Parteien behaupten, auf diese Weise würden die Handels- und Gewerbefreiheit, die freie Meinungsäußerung, die Pressefreiheit, das Eigentumsrecht, der freie Waren- und Dienstleistungsverkehr sowie das Markenrecht beeinträchtigt.

Die Nichtbeachtung dieser Freiheiten wird geltend gemacht, entweder zur Begründung der Unverhältnismäßigkeit des Verbots angesichts der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen, oder als Freiheiten, die bestimmten Kategorien von Personen auf diskriminierende Weise versagt werden sollen.

Da diese beiden Betrachtungsweisen geeignet sind, zur gleichen Feststellung der Verletzung bzw. Nichtverletzung des Gleichheitsgrundsatzes zu führen, wird der Hof sie zusammen untersuchen.

*Hinsichtlich des Verstoßes gegen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit*

B.19. Alle klagenden Parteien vertreten die Ansicht, daß das Gesetz vom 10. Dezember 1997 verschiedene Aktivitäten unmöglich mache bzw. erschwere, darunter insbesondere das Betreiben bestimmter Geschäfte, das Betreiben von Werbung, die Herausgabe von Zeitungen und Zeitschriften und die Organisation von Sportveranstaltungen, insbesondere im Bereich des Automobilsports.

B.20. Die Handels- und Gewerbefreiheit kann nicht als eine absolute Freiheit ausgelegt werden. Der zuständige Gesetzgeber kann dazu veranlaßt werden - sei es im Wirtschaftssektor oder in anderen Sektoren -, die Handlungsfreiheit der Personen und Unternehmen einzuschränken, was sich notwendigerweise auf die Handels- und Gewerbefreiheit auswirkt. Er würde nur gegen die Handels- und Gewerbefreiheit verstoßen, wenn er diese Freiheit einschränken würde, ohne daß hierzu irgendeine Notwendigkeit besteht, oder wenn diese Einschränkung eindeutig nicht im Verhältnis zu dem angestrebten Ziel stehen würde.

B.21.1. Die Lebensfähigkeit der anderen Handelsgeschäfte, die weder Tabakläden sind, noch Diversifizierungsprodukte verkaufen, sondern nebenbei auch Tabak bzw. solche Produkte verkaufen, hängt normalerweise nicht von den bloßen Einnahmen ab, die mit der Werbung für Tabakerzeugnisse verbunden sind. Diese Werbung kann keinen wesentlichen Faktor für diese Tätigkeit darstellen.

Der Hof erinnert daran, daß das Gesetz vom 10. Dezember 1997 die Tabakläden und die Zeitungsgeschäfte, in denen Tabakerzeugnisse verkauft werden, dem Werbeverbot gewissermaßen entzieht und daß der Gleichheitsgrundsatz gebietet, daß bei den Handelsgeschäften, in denen Diversifizierungsprodukte zum Verkauf angeboten werden, ähnlich verfahren wird.

Der Gesetzgeber konnte also vernünftigerweise keine Ausnahme für diese anderen Handelsgeschäfte vorsehen.

B.21.2. Hinsichtlich der Auswirkungen der fraglichen Maßnahmen auf den Werbesektor nehmen die klagenden Parteien Bezug auf eine Erklärung, die während der Vorarbeiten im Kammerausschuß vom angehörten Vertreter der Tabakindustrie abgegeben wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, nr. 346/4, S. 21):

«Ein eventuelles Tabakwerbeverbot wäre nicht direkt nachteilig für die Tabakindustrie, sondern vielmehr für die Werbeagenturen. Aus rein finanzieller Sicht könnte man sogar sagen, daß die Tabakindustrie Nutzen daraus ziehen wird, da sie nicht länger in Werbung investieren muß.»

Die finanzielle Auswirkungen der fraglichen Maßnahmen auf den Werbesektor wurden auf 815 Millionen veranschlagt, d.h. 1,8 Prozent der Gesamtausgaben für Werbung (*Parl. Dok.*, Senat, 1997-1998, Nr. 1-520/14, S. 17), ohne daß diese Zahl durch den betroffenen Sektor in Abrede gestellt wird.

Wenngleich der Umfang dieses finanziellen Verlustes für den Sektor - in der Annahme übrigens, daß der genannte Verlust tatsächlich der vorgenannten Schätzung entspricht - nicht geleugnet werden kann, zeigt sich jedoch nicht, daß er der Handels- und Gewerbefreiheit übertriebenermaßen Abbruch tut. Einerseits kann nicht davon ausgegangen werden, daß ein durchschnittlicher Umsatzverlust von 1,8 Prozent die finanziellen Überlebenschancen des Sektors beeinträchtigt, zumal es nicht unvernünftig ist, anzunehmen, daß der genannte Verlust - wenn auch nur teilweise - durch andere Märkte wettgemacht werden kann. Der Hof weist darauf hin, daß die Abwägung des durch den Sektor erlittenen finanziellen Verlustes gegen den Umfang der Auswirkungen des Rauchens auf die Gesundheit nicht zur Feststellung führt, daß die fragliche Werbeverbote angesichts des Grundsatzes der Handels- und Gewerbefreiheit unverhältnismäßig wären.

B.21.3. Die gleiche Erwägung gilt genauso sehr für den Sektor der Pressemedien, zumal die angefochtene Maßnahme jede Wirksamkeit verlieren würde, wenn sie nicht auf diesen Sektor anwendbar wäre.

B.21.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, daß nicht davon auszugehen ist, daß die eventuellen finanziellen Folgen, die der Werbesektor, der Sektor der Pressemedien und die anderen Handelsgeschäfte als diejenigen, in denen Tabak und Diversifizierungsprodukte verkauft werden, erleiden, der Handels- und Gewerbefreiheit in unverhältnismäßiger Weise Abbruch tun.

B.22.1. Die klagenden Parteien behaupten ebenfalls, daß die Verbote bezüglich der Werbung für und des Sponsoring durch Tabakerzeugnisse die Organisation von Veranstaltungen - insbesondere im Bereich des Motorsports -, die zur Zeit durch den Tabaksektor finanziert bzw. gesponsert werden, unmöglich machen würden; einige klagende Parteien kritisieren insbesondere den Umstand, daß für weltweit organisierte Veranstaltungen keine abweichende Regelung vorgesehen sei, und daß für diese Veranstaltungen nicht von der in Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch gemacht worden sei, das Inkrafttreten der vorgenannten Verbote hinauszuschieben.

B.22.2. Es muß geprüft werden, ob die fraglichen Verbote wegen ihrer Folgen in einem angemessenen Verhältnis zu den verfolgten Zielsetzungen stehen.

B.22.3. In dieser Hinsicht ist zwischen den weltweit organisierten Veranstaltungen und Aktivitäten und den anderen Veranstaltungen und Aktivitäten zu unterscheiden.

B.23.1. Der Gesetzgeber kann davon ausgehen, daß finanzielle Verluste und der Verlust von Arbeitsplätzen, der sich unausweichlich daraus ergibt, grundsätzlich nicht unverhältnismäßig sein können, auch wenn sie beträchtlich sind, da sie den Preis einer Maßnahme darstellen, die in wirksamer Weise die Gesundheit schützt. Er ist übrigens keineswegs dazu verpflichtet, von der in der Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 vorgesehenen, bloßen Möglichkeit Gebrauch zu machen, das Inkrafttreten gewisser Bestimmungen hinauszuschieben. Da aber die anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union von dieser nicht außergewöhnlichen Möglichkeit, die Anwendung von Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 bis zwei Jahre nach dem 30. Juli 2001 für Sponsoring zu verschieben, Gebrauch machen können, ist das geltend gemachte Risiko einer Verlegung von Aktivitäten oder Veranstaltungen, deren Organisation nicht von einer nationalen Initiative ausgeht und sich durch eine weltweite Ausstrahlung unterscheidet, nicht zu vernachlässigen, wenngleich der Hof sich dessen bewußt ist, daß manche dieses Risiko benutzen, um Druck auf die Obrigkeit auszuüben.

Solche Veranstaltungen oder Aktivitäten werden vor allem im Fernsehen von einem sehr breiten Publikum verfolgt, zu dem die belgische Bevölkerung gehört. Die Richtlinie 98/43/EG vom 6. Juli 1998 hat übrigens erkannt, daß diese Veranstaltungen oder Aktivitäten ein spezifisches Problem darstellten, indem in Artikel 6 Absatz 3 dieser Richtlinie vorgesehen ist, daß die Anwendung des Verbots innerhalb bestimmter Grenzen für «Veranstaltungen oder Aktivitäten, die weltweit organisiert werden» aufgeschoben werden kann. Somit werden nur jene Personen, die lediglich den in Belgien organisierten Aktivitäten physisch beiwohnen, den fraglichen Folgen der Werbung und des Sponsoring entgehen, während eine viel höhere Anzahl Fernsehzuschauer weiterhin betroffen ist, wenn ähnliche, im Ausland stattfindende Aktivitäten im Fernsehen ausgestrahlt werden, und weiterhin dem Verbot entgehen wird.

Hinsichtlich bestimmter Veranstaltungen und Aktivitäten, die von der Maßnahme betroffen sind, wird die Wirksamkeit dieser Maßnahme also erheblich verringert.

Unter Berücksichtigung dieser relativen Unwirksamkeit einerseits und der wirtschaftlichen, finanziellen und sozialen Folgen, die einer Verlegung dieser Aktivitäten auf lokaler Ebene ohne ausgleichende Alternativen mit sich bringen würde, andererseits ist die Maßnahme unter den gegenwärtigen Umständen unverhältnismäßig.

B.23.2. Daraus ergibt sich, daß das angefochtene Gesetz dadurch, daß es das Inkrafttreten von Artikel 6 vor dem 31. Juli 2003 vorsieht, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt.

Aus den oben dargelegten Gründen ist die Nichtigkeitserklärung auf die Anwendbarkeit dieses Gesetzes auf die weltweit organisierten Veranstaltungen oder Aktivitäten zu beschränken.

*Hinsichtlich des Verstoßes gegen die Artikel 19 und 25 der Verfassung und gegen Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention*

B.24.1. Den klagenden Parteien zufolge würden die Verbote bezüglich der Werbung für Erzeugnisse auf Tabakbasis und Markenprodukte die in den vorgenannten Bestimmungen gewährleistete freie Meinungsäußerung beeinträchtigen, und zwar je nach dem Fall zuungunsten der Werbeagenturen bzw. der Hersteller.

B.24.2. Artikel 19 der Verfassung gewährleistet die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, unbeschadet der Ahndung der bei der Ausübung dieser Freiheit begangenen Delikte. Artikel 25 gewährleistet die Pressefreiheit; dazu verbietet er die Zensur und die Sicherheitsleistung und führt er ein System der Haftbarkeit in Stufen ein. Artikel 10 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet seinerseits das Recht der freien Meinungsäußerung, welches die Meinungsfreiheit einerseits und die Freiheit zum Empfang und zur Mitteilung von Nachrichten oder Ideen andererseits einschließt.

Das Recht der freien Meinungsäußerung ist jedoch nicht absolut. Aus den vorgenannten Artikeln 19 und 25 in Verbindung mit Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie mit Artikel 19 Absatz 3 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte ergibt sich, daß das Recht der freien Meinungsäußerung bestimmten Einschränkungen unterworfen werden kann, die vom Gesetz vorgeschrieben und in einer demokratischen Gesellschaft zum Schutz der in den obengenannten Vertragsbestimmungen ausdrücklich erwähnten Zielsetzungen unentbehrlich sind.

B.24.3. Obwohl Informationen mit kommerziellem Charakter zum Anwendungsbereich der vorgenannten Bestimmungen gehören, zeigt sich jedoch nicht, daß die im Gesetz vom 10. Dezember 1997 diesbezüglich vorgesehenen Verbote, wenn es sich um Tabakerzeugnisse und damit verbundene Markenprodukte handelt, die Grenzen und Voraussetzungen überschreiten, in deren Rahmen der Gesetzgeber das Recht der freien Meinungsäußerung einschränken kann.

B.24.4. Der Schutz der Gesundheit gehört laut Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention ausdrücklich zu den Interessen, die geeignet sind, eine Einschränkung des Rechtes der freien Meinungsäußerung zu rechtfertigen. Demzufolge muß noch geprüft werden, ob diese Einschränkungen als «in einer demokratischen Gesellschaft unentbehrlich» im Sinne des vorgenannten Artikels 10 Absatz 2 zu betrachten sind.

B.24.5. Wie in B.3.1 dargelegt wurde, entspricht das Werbeverbot für Tabakerzeugnisse einem tatsächlichen gesellschaftlichen Bedürfnis und ist davon auszugehen, daß es den Erfordernissen nach Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht.

Die von einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 19 und 25 der Verfassung sowie mit Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention ausgehenden Klagegründe sind nicht annehmbar.

*Hinsichtlich des Artikels 16 der Verfassung und des Artikels 1 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention einerseits und der Pariser Übereinkunft zum Schutze des gewerblichen Eigentums (Artikel 6quinquies B) und der Richtlinie 89/104/EWG vom 21. Dezember 1988 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Marken (Artikel 3) andererseits*

B.25. Im Gegensatz zu dem, was gewisse Kläger behaupten, fällt das fragliche Verbot in keinem seiner Teile in den Anwendungsbereich der angeführten Bestimmungen.

Die Klagegründe sind nicht annehmbar.

*Hinsichtlich des Verstoßes gegen die Artikel 28 bis 30 (vormals 30 bis 36) und 49 bis 55 (vormals 59 bis 66) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft*

B.26. Auch in der Annahme, daß die angefochtenen Werbeverbote den Artikeln 28 und 49 des EG-Vertrags Abbruch tun, geht der Hof - unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Werbung gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes eine «Verkaufsmodalität» darstellt, der Tatsache, daß die Verbote nicht zum Ziel haben, den Warenhandel zwischen Mitgliedstaaten zu regeln, und der Tatsache, daß diese Verbote faktisch und rechtlich den gleichen Einfluß auf die Vermarktung einheimischer Produkte wie auf diejenige von Produkten aus anderen Mitgliedstaaten ausüben - davon aus, daß die angefochtenen Werbeverbote mit dem Gemeinschaftsrecht vereinbar sind, aufgrund der Bedeutung, die dieses Recht, insbesondere in Artikel 30 des EG-Vertrags, dem Schutz der Volksgesundheit beimißt.

Die Klagegründe sind nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt Paragraph 2bis Nr. 3 von Artikel 7 des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse, für nichtig, soweit keine ähnlichen Ausnahmen vorgesehen sind wie diejenigen, die Nr. 2 dieser Bestimmung vorsieht, was das Werbeverbot für Erzeugnisse, deren Marke ihre Bekanntheit hauptsächlich einem Tabakerzeugnis zu verdanken hat, betrifft;

2. erklärt Artikel 6 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 bezüglich des Werbeverbots für Tabakerzeugnisse für nichtig, soweit er vor dem 31. Juli 2003 auf die weltweit organisierten Veranstaltungen und Aktivitäten anwendbar ist;

3. weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. September 1999.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.